

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO DANAY

COMMUNE DE KAÏ-KAÏ

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALISATION AND
TERRITORIAL ADMINISTRATION

FAR NORTH REGION

MAYO DANAY SUB DIVISION

KAI-KAI COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) KAÏ-KAÏ



Réalisé avec l'appui de l'OAL CAFER sur financement PNDF



NOVEMBRE 2013

SOMMAIRE

RESUME DU PCD	4
LISTE DES ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX	8
LISTE DES PHOTOS	9
LISTE DES GRAPHIQUES	10
LISTE DES CARTES	10
LISTE DES ANNEXES.....	10
INTRODUCTION	11
1.1 Contexte et justification	12
1.2 Objectifs du PCD	12
1.3 Principales articulations du document.....	13
CHAPITRE II :METHODOLOGIE.....	14
2.1 Préparation de l'ensemble du processus	15
2.2 Collecte des informations et traitement	17
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie	21
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	22
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	22
CHAPITRE III :PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	23
3.1 Localisation de la commune.....	25
3.2 Milieu biophysique	25
3.3 Milieu humain.....	28
3.4 Principales infrastructures par secteur	36
3.5 Principales potentialités et ressources de la Commune	38
CHAPITRE IV :SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	40
4.1 Synthèse du DIC.....	41
4.2 Synthèse des données sur la petite enfance.....	55
4.3 Synthèse des problèmes du VIH/SIDA.....	57
4.4 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	61

4.5	Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires	78
4.6	Liste des villages par ordre de priorité du maire et de son exécutif	89
CHAPITRE V :PLANIFICATION STRATEGIQUE		90
5.1	Vision et objectifs du PCD.....	91
5.2	Cadres logiques par secteur	92
5.3	Coût estimatif du PCD	121
5.4	Développement de l'économie locale.....	121
5.5	Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal	124
CHAPITRE VI :PROGRAMMATION		127
6.1	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	128
6.3	Plan d'investissement annuel (PIA).....	135
CHAPITRE VII :MECANISME DE SUIVI-EVALUATION		141
7.1	Composition du comité de suivi-évaluation	142
CHAPITRE VIII :PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....		146
8.1	Plan de communication du PCD.....	147
CONCLUSION.....		152
BIBLIOGRAPHIE		154
ANNEXES.....		155
FICHE DE PROJCT DU SECTEUR MINEDUB		175
FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINADER		186
FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINEPIA.....		195
FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINTP.....		196
FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINPMEESA.....		197

RESUME DU PCD

Créée en 1995, la Commune de Kaï-Kaï est située dans l'arrondissement du même nom, département du Mayo Danay, dans la Région de l'Extrême-Nord. Le PCD de Kaï-Kaï s'élabore dans un contexte marqué par d'importantes réformes qui se sont traduites par l'adoption de cadres d'orientation stratégique dont les plus importants sont :

- les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- la vision du Cameroun à l'horizon 2035
- le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La commune de Kaï-Kaï s'est engagée dans son élaboration avec le soutien financier du PNDP et l'appui technique du CAFER. L'objectif principal de la mission d'actualisation du Plan de Développement Communal (PDC) était de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

La méthodologie d'élaboration du PCD de la Commune de Kaï-Kaï, ayant mis un accent sur l'analyse systématique des 29 secteurs de développement, s'articulait autour de sept étapes, conformément au guide de planification. Le diagnostic participatif s'est déroulé à travers trois exercices : le diagnostic participatif niveau village (DPNV), le diagnostic institutionnel communal (DIC) et le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC).

La population est estimée à 70 000 habitants. Les principales activités économiques sont concentrées autour de l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce.

Les problèmes de développement de la Commune mis en évidence à l'issue du diagnostic sont :

- la faible productivité agricole,
- la difficulté d'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité,
- la difficulté de déplacement et d'accès à l'arrondissement,
- la difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique

Au regard de ces problèmes, la vision de développement de la Commune est la suivante : *«A l'horizon 2025, la Commune de Kaï-Kaï est un centre économique de grande ampleur entièrement désenclavé et électrifié, géré par une institution forte, dont la population a un accès suffisant aux services sociaux de base et valorise son potentiel culturel dans un contexte d'intégration systématique des préoccupations des personnes vulnérables et peuples autochtones dans les actions de développement».*

Ainsi, les actions prévues dans le PCD visent à :

- Accroître la production agricole ;
- Accroître durablement les recettes propres de la Commune ;
- Faciliter les déplacements de Kaï-Kaï vers les autres localités et communes voisines ;
- Améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau potable au sein de l'espace communal ;
- Faciliter l'accès des habitants de la Commune à des soins de santé de qualité ;
- Faciliter l'accès des jeunes, en particulier les jeunes Bedjang, à une éducation primaire et une éducation secondaire de qualité.

Le coût estimatif des actions prévues dans les cadres logiques d'intervention par secteur y compris l'institution communal, changement climatique et économie locale est estimé à 23 290 800 000 (vingt trois milliards deux cent quatre vingt dix millions huit cent mille). Le coût du Cadre de Dépense à Moyen Terme revient quant à lui à (CDMT 2014 – 2016) est de l'ordre de 533 780 000 (cinq cent trente trois millions sept cent quatre vingt mille) FCFA, et le plan d'investissement annuel pour l'année 2014 s'élève à 393 230 000 (trois cent quatre vingt treize millions deux cent trente mille) FCFA.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACD	: Agent Communal de Développement
ACF	: Agent Communal Financier
AES SONEL	: American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
APEE	: Association des Parents d'Elèves et Enseignants
BIP	: Budget d'Investissement Public
CA	: Compte Administratif
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CAFER	: Centre d'Appui aux Femmes Et aux Ruraux
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications
CC	: Comité de Concertation
CDV	: Comité de Développement Villageois
CEAC	: Centre d'Education et d'Animation Communautaires
CEFAM	: Centre de Formation de l'Administration Municipale
CES	: Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	: Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial
CMA	: Centre Médical d'Arrondissement
CMPJ	: Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNPS :	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COPIL	: Comité de Pilotage
CSI	: Centre de Santé Intégré
CTD	: Collectivité(s) Territoriale(s) Décentralisée(s)
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	: Diagnostic Participatif Niveau Village
ECI	: Enseignant en cours d'intégration
EEC	: Eglise Evangélique du Cameroun
ELECAM	: Elections Cameroon
EMF	: Etablissement(s) de Microfinance
FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale

FMO	: Forces de Maintien de l'Ordre
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
IAEB	: Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
ISS	: Interview Semi-Structurée
MARPP	: Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	: Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	: Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics
MINPMEESA	: Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINSEP	: Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINTOUL	: Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
OAL	: Organisme d'Appui Local
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PACA	: Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole

PCD	: Plan Communal de Développement
PDC	: Plan de Développement Communal
PDR-EN	Programme de Développement Rural - Extrême Nord
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
PV	: Procès-Verbal
RDPC	: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RM	: Receveur Municipal
SAR	: Section Artisanat Rural
SEPO	: Succès, Echechs, Potentialités, Obstacles
SG	: Secrétaire Général
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SM	: Section Ménagère
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Composition du Comité de Pilotage	16
Tableau 2: Liste des villages de la Commune de Kai-Kai.....	25
Tableau 3: Population de la Commune de Kai-Kai.....	29
Tableau 4: récapitulatif des organisations locales	32
Tableau 6: Situation de la production agricole	33
Tableau 7 : Principales infrastructures par secteurs de la commune de Kai-Kai.....	36
Tableau 8 : Principales potentialités et ressources de la commune de Kai-Kai.....	38
Tableau 9: Liste du personnel communal	41
Tableau 10 : Composition du Conseil Municipal de KAI-KAI.....	44
Tableau 10: Liste nominative du nouvel exécutif de Kai Kai	47
Tableau 11: Budgets de la commune de Kai-kai de quelques années budgétaires:	47
Tableau 12: Variation du budget communal.*:	48
Tableau 13: Evolution du taux de recouvrement des recettes:	48
Tableau 14: Evolution du taux de réalisation des dépenses:	48
Tableau 15: variation des recettes au cours de la période	48
Tableau 16: Analyse des budgets et comptes administratifs:.....	49
Tableau 17: sommier du patrimoine communal de kai-Kai:	50
Tableau 18: Liste des institutions et organisations entretenant une relation avec la Commune	51
Tableau 19: Matrice des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la Commune	52
Tableau 20: Synthèse des données sur la petite enfance :	55
Tableau 21: Tableau synthèse de la fiche des problèmes liés au changement climatique niveau communal :	56
Tableau 22: Synthèse et besoins des populations vulnérables	58
Tableau 23: Synthèse sur les populations Bororos.....	60
Tableau 24 : Principaux problèmes consolidés par secteur	61
Tableau 25 Présentation des 08 microprojets prioritaires par village.....	78
Tableau 26: priorisation des villages	89
Tableau 27: Cadres logiques par secteur	92
Tableau 28: Cadre logiques changement climatique	114
Tableau 29: Cadre logique économie localeTableau	115
Tableau 30: Cadre logiques institution communal.....	116
Tableau 31: Cadre logique de la petite enfance	119
Tableau 32: Coût estimatif du plan communal de développement.....	121
Tableau 33: Secteurs createurs des richesses et d'emplois dans la commune	123
Tableau 34 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Kai-Kai	124
Tableau 35 : Tableau de mobilisation des ressources.....	128
Tableau 36: Cadre de dépenses à moyen terme:	129
Tableau 37: Impacts potentiels socio-environnementaux des projets prévus dans le CDMT	132
Tableau 38 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)	135
Tableau 39: Composition du comité de suivi évaluation	142
Tableau 40 : Indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIA.....	142
Tableau 41 : Plan de communication du PCD	149

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Vue des participants à l'atelier de restitution de Kaï-Kaï	16
Photo 2: image de l'atelier de restitution du DIC (12 septembre 2013).....	18
Photo 3: Image de l'atelier de restitution du DEUC à Kaï-Kaï	19
Photo 4: Collecte des données auprès des hommes (villagee Lougoye Kamas)	19
Photo 5: Réalisation de la carte avec le groupe des femmes du village Madalam	19
Photo 6: Protection des maisons contre les inondations.....	20
Photo 7: Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village Madalam.....	20
Photo 9: Planification des solutions endogènes.....	21
Photo 10: Ouverture de l'atelier de planification par le représentant du Préfet du Mayo Danay.....	22
Photo 11: Le mayo Guerléo	26
Photo 12: Végétation essentiellement constituée de rôniers et des herbacées de la famille des poacées.....	26
Photo 13: Habitation du style saré à Kaï-Kaï	31
Photo 14: Aperçu d'un champ de sorgho SP	33
Photo 15: Récolte du coton à Madalam	33
Photo 16: Aperçu d'un troupeau de mouton.....	34
Photo 17: aperçu des filets de pêche	34
Photo 18: Boutiques inachevées au marché de Kaï-Kaï.....	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Distribution de la population de l'espace urbain	30
Graphique 2: Distribution de la population totale de la commune	30
Graphique 3 : Répartition du personnel par tranches d'âges	41
Graphique 4: Niveaux de revenus du personnel communal	42
Graphique 6 : Niveau académique des conseillers municipaux.....	46
Graphique 7 : Variation des recettes communales au cours de la période	49

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune de Kai-Kai	24
Carte 2 : Carte des ressources naturelles	27

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1: FICHES DE PROJETS DU PIA.....	156
Annexe 2: Arrêté municipal mettant en place le comité de pilotage (COPIL)	201
Annexe 3: Arrêté municipal mettant en place le comité de suivi-évaluation (CSE)	202
Annexe 4: Feuilles de présence de l'atelier de restitution du DIC	203
Annexe 5: Feuilles de présence de l'atelier de restitution du DEUC	204
Annexe 6: Feuilles de présence de l'atelier de validation du rapport consolidé	205
Annexe 7: Feuilles de présence de l'atelier de planification	206
Annexe 8: Feuille de présence du COMES	207
Annexe 9: ATLAS DES CARTES (CARTES THEMATIQUES, PLANIFICATION SPATIALE DES INFRASTRUCTURES PRIORITAIRES)	208

INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Le PCD de Kaï-Kaï s'élabore dans un contexte caractérisé par l'adoption préalable de cadres d'orientation stratégique du développement au plan national et international, particulièrement :

- les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- la vision du Cameroun à l'horizon 2035¹,
- le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE, plan décennal de développement 2010-2020).

Par ailleurs, les lois de la décentralisation du 22 juillet 2004, notamment la loi N° 2004/018 fixant les règles applicables aux communes, placent l'élaboration des plans d'investissements parmi les compétences des communes dans le champ global du développement économique². Les communes sont appuyées dans ce domaine par le MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire), à travers le PNDP (Programme National de Développement Participatif). Le PNDP dans sa deuxième phase de mise en œuvre (PNDP 2), appelée « phase d'extension », appuie ainsi 329 communes à l'élaboration ou l'actualisation de leur PCD.

La Commune de Kaï-Kaï, faisant partie des communes bénéficiaires de cet appui, a retenu l'OAL CAFER à l'issue d'un processus compétitif de passation des marchés pour l'accompagner à l'actualisation de son PDC.

Le présent document est le produit d'un processus d'échange entre les différents acteurs à savoir les élus, les populations, les sectoriels, les techniciens communaux et les autres acteurs majeurs du développement de la Commune de Kaï-Kaï. Au terme d'un diagnostic de la commune basé sur la description de la situation existante dans tous les domaines de développement, il formule les besoins prioritaires des populations au regard des objectifs de développement tracés au niveau national (vision du Cameroun à l'horizon 2035 et DSCE) et international (OMD).

1.2 Objectifs du PCD

1.2.1 Objectif global

L'objectif principal de la mission d'actualisation du Plan de Développement Communal (PDC) était de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

1.2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'intervention allient dans le sens de :

- Réaliser la monographie de la Commune ;
- Mener un diagnostic participatif ;
- Elaborer une planification stratégique ;

¹ Cette vision est la suivante : « *Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité* ».

² Cf. Article 17 de ladite loi.

- Présenter les ressources mobilisables par la Commune ;
- Programmer les investissements ;
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT.

1.3 Principales articulations du document

Le présent PCD est articulé autour des parties suivantes :

- Méthodologie
- Présentation sommaire de la Commune
- Synthèse des résultats du diagnostic
- Planification stratégique
- Programmation
- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication.

CHAPITRE II

METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Kai-Kai s'est réalisé en cinq étapes essentielles :

- la préparation de l'ensemble du processus,
- la collecte des informations et le traitement,
- la consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- l'atelier de planification et de programmation,
- la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance du processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle a consisté en plusieurs activités, notamment la formation des OAL et des acteurs municipaux, la mise en place du Comité de Pilotage au niveau communal, la prise de contact entre OAL et autorités municipales, la restitution de la formation reçue du PNDP et l'information/sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles.

2.1.1 Formation des OAL, Maires et ACD

Le PNDP, à travers sa Cellule Régionale de Coordination pour la Région de l'Extrême-Nord, a organisé à Yagoua (Département du Mayo Danay) du 04 au 17 février 2013, un atelier régional de formation à l'attention des OAL en vue de partager avec eux les améliorations apportées dans la méthodologie d'élaboration du PCD. A cet atelier, étaient également présents les Maires des communes cibles et les Agents Communaux de Développement (ACD) afin d'harmoniser la compréhension et l'appropriation du processus de planification participative. Les acteurs en présence, auxquels il faut ajouter les Délégués Départementaux du MINEPAT ont ainsi participé aux échanges théoriques et pratiques sur les axes méthodologiques à respecter, la répartition des responsabilités et tâches et les écueils à éviter. La partie pratique, consistant en la réalisation de diagnostics participatifs (DIC, DEUC, DPNV) au sein de la Commune d'accueil, a permis d'harmoniser la compréhension des outils et a abouti à la production des rapports et documents pouvant guider les différents acteurs dans la mise en œuvre réelle.

2.1.2 Prise de contact

La première activité technique a été la prise de contact entre l'OAL et l'Exécutif municipal. Tenue le 25 mars 2013, elle a donné lieu à la présentation de l'équipe complète de l'OAL CAFER. La vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre a été faite. Le cahier de charges de l'OAL CAFER, la méthodologie et le projet de chronogramme détaillé ont été présentés et discutés avec les membres de l'exécutif communal. Par la suite, une équipe restreinte commise par l'OAL et accompagnée par les membres du COPIL s'est chargée d'identifier les facilitateurs endogènes dans les villages à couvrir, profitant ainsi pour présenter le processus aux autorités traditionnelles, aux conseillers municipaux, leaders associatifs et autres acteurs locaux clés.

2.1.3 Mise en place du Comité de Pilotage

Pour faciliter la mise en place et l'opérationnalisation du Comité de pilotage, il a fallu préparer l'arrêté municipal portant création, composition et fonctionnement de cet organe institutionnel de suivi de l'activité de planification communale. Les membres ont été désignés par l'Exécutif communal. De manière globale, le COPIL avait pour attribution d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il était chargé de :

- Veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- S'assurer de la participation, effective des populations à tous les stades.

La date de démarrage des activités du Comité a été fixée au 28 mars, date de l'atelier de lancement et de sa signature. Sa composition globale est reprise ci-dessous :

Tableau 1 : Composition du Comité de Pilotage

Poste	Nom et prénom	Fonction au sein de la Commune
Président	TCHENEM MAWAINA	1 ^{er} adjoint au Maire
SG	TINALAO AYINKAI	Agent communal de développement
Membres	BELLO Emmanuel	4 ^e adjoint au Maire
	KOISSOU ABDOULAYE	Conseiller
	HASSANA SAIDOU	Conseiller
	MANGA David	Personne ressource
	ASSAKAL Josué	Personne ressource

2.1.4 Restitution de la formation

Après la formation reçue du PNDP, le CAFER avait le devoir de répercuter les orientations méthodologiques reçues auprès de son personnel de terrain, des membres du COPIL, des facilitateurs endogènes, des responsables sectoriels au niveau de l'arrondissement et des acteurs municipaux (Maire, Conseillers Municipaux, personnel communal). C'est dans ce contexte qu'a été organisé un atelier de restitution à la Mairie de Kaï-Kaï. Tenu du 08 au 10 avril 2013, il a consisté à harmoniser la compréhension des parties prenantes sur l'ensemble des outils à développer dans le cadre des



Photo 1: Vue des participants à l'atelier de restitution de Kaï-Kaï

diagnostics participatifs (DIC, DEUC, DPNV). Un accent particulier a été mis sur les outils du DPNV, notamment le profil historique, la matrice des institutions, le diagramme de Venn, le transect, la matrice de la petite enfance, la matrice de captage des problèmes liés au changement climatique, la vulnérabilité au VIH/Sida, les tableaux de planification. Y étaient également présents les facilitateurs endogènes sélectionnés dans chaque village visé avec l'appui des Chefs traditionnels sur la base de leur capacité à s'exprimer aussi bien en langue locale qu'en langue française, leur disponibilité et leur crédibilité au niveau local.

2.1.5 Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives

L'information/sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles locales s'est poursuivie à travers un atelier de lancement tenu le 28 mars 2013 à Kaï-Kaï. Au cours de cette activité qui a

vu la présence du préfet du Mayo Danay, du Sous-préfet de l'Arrondissement de Kai-Kai, des membres du COPIL, de l'Exécutif municipal, des chefs traditionnels et de responsables sectoriels, il a essentiellement été question de sensibiliser la population sur la nécessité d'une mobilisation sociale autour du processus d'élaboration du plan communal de développement. Le Maire en a profité pour introduire l'équipe technique de l'OAL CAFER auprès de tous les acteurs présents.

L'équipe de l'OAL CAFER a présenté la méthodologie d'intervention et le programme de travail arrêté avec l'Exécutif municipal. Les participants ont donc été éclairés sur l'ensemble du processus. Afin qu'ils y adhèrent véritablement, le bien-fondé de chaque étape leur a été expliqué et des réponses adéquates ont été apportées à leurs préoccupations (précisément celles des chefs de village portant sur les modalités de réalisation des DPNV). Les conseillers municipaux et les chefs traditionnels ont été sensibilisés à assurer la réception des équipes de planificateurs et surtout la mobilisation de la population pour les trois (03) jours de diagnostic dans chaque village.

Un calendrier de déploiement des différentes équipes sur le terrain a au terme de cette activité été validé et communiqué aux différentes parties prenantes.

2.2 Collecte des informations et traitement

La collecte des données proprement dite s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).

2.2.1 Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

Deux diagnostics différents ont été réalisés à ce niveau : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).

La réalisation du DIC a commencé par l'appropriation des guides de collecte par l'équipe de planificateurs et la confirmation des rendez-vous avec les répondants ciblés. Deux (02) personnes (une femme et un homme), dont une socio économiste et un environnementaliste, ont été mises à contribution pour la collecte des données sur le terrain. Elle s'est déroulée du 11 au 18 juillet 2013. Elle a compris une phase d'entretiens et une phase documentaire. Pendant la phase d'entretiens, toutes les catégories de membres de l'équipe communale ont été touchées : les Conseillers Municipaux, le Maire et ses Adjoints, le SG, le Receveur Municipal (RM) et le reste du personnel. Les principaux acteurs avec lesquels la Commune entretient des relations ont également été touchés : les sectoriels présents dans la localité, les opérateurs économiques, les autorités traditionnelles et religieuses. Cette collecte a été orientée par les fiches de collectes de données disponibles : la fiche d'information générale sur la Commune, la fiche d'entretien avec les Sectoriels, les fiches de collecte des données sur les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine communal, la gestion des relations.

Les données collectées ont été analysées au regard des objectifs de l'exercice, principalement l'identification des forces et faiblesses de la Commune dans les principaux domaines de son fonctionnement : les ressources humaines, les ressources financières, les ressources matérielles

et la gestion des relations. Au terme de l'identification des forces et faiblesses, il était question de recenser des axes de renforcement proposés par les répondants mais aussi d'en proposer quelques uns au regard de l'expérience accumulée par l'OAL CAFER dans l'accompagnement des Communes.



Photo 2: image de l'atelier de restitution du DIC (12 septembre 2013)

Les données obtenues des entretiens ont été complétées par l'analyse documentaire. Les documents exploités dans ce sens étaient les projets de budget des exercices 2009, 2010 et 2011, et les comptes administratifs des exercices 2009, 2010 et 2011, l'état du personnel et la liste du patrimoine communal. Les données GPS ont été recherchées pour toutes les infrastructures recensées dans le cadre de la collecte des données.

Afin de valider les résultats obtenus au terme de l'analyse des données collectées et les axes de renforcement proposés, il s'est tenu un atelier de restitution des données le 12 septembre 2013 dans la salle de délibération de la Mairie de Kaï-Kaï. Sa préparation a consisté à élaborer le support de restitution des résultats répercutés dans le rapport provisoire, cela suivant les quatre domaines d'identification des forces et faiblesses. Il a permis l'enrichissement et la validation des forces et des faiblesses de la Commune et des axes de renforcement identifiés. Tout cela a débouché sur la validation d'un plan de renforcement de l'institution communale tenant compte des faiblesses constatées

Le DEUC a également été fait par une collecte et une restitution/validation de données. L'équipe chargée de réaliser le DEUC était constituée de deux personnes (une femme et un homme), dont une socio économiste et un environnementaliste. La collecte des données, qui s'est déroulée du 06 au 13 mai 2013, a compris une phase d'entretiens et une phase documentaire. Pendant la phase d'entretiens, toutes les catégories d'acteurs communaux ont été touchées, en l'occurrence le Maire et ses Adjoints, le Lawan et les Djaoros de Kaï-Kaï, les représentants des différents corps de métier, l'ensemble des responsables sectoriels disponibles et les personnes appartenant à des catégories sociales vulnérables. Cette collecte a été réalisée à l'aide des fiches d'enquêtes socioéconomique et environnementale disponibles. Les données obtenues des entretiens ont été complétées par l'analyse documentaire.

Le dépouillement et le traitement des données collectées du 05 au 15 juin 2013 ont consisté à mettre ces données dans un ordre adéquat pour que soient élaborées les différentes matrices ainsi que les inventaires et cartes nécessaires pour un diagnostic profond de l'espace urbain. L'analyse prenait en compte la description des principales activités économiques, les atouts, opportunités et contraintes de la ville et des parties prenantes. Pour chaque corps de métier, les catégories de personnes vulnérables, les problèmes, contraintes, et les attentes et opportunités ont été identifiées. Les données relatives aux aspects socio environnementaux liés à l'exercice de

chaque métier ont aussi été collectées. Les données GPS ont été recherchées pour toutes les infrastructures recensées dans le cadre de la collecte des données.

La validation des résultats a eu lieu au cours de l'atelier de restitution organisé le 13 septembre 2013 dans la salle de délibération de la Mairie de Kaï-Kaï en présence des représentants des corps de métiers, des membres de l'exécutif communal, des conseillers municipaux, du Comité de Pilotage et des responsables sectoriels. Ils ont été mis à contribution pour enrichir la restitution faite par l'équipe d'intervention et pour appuyer la planification des solutions aux problèmes de développement identifiés. La méthodologie de facilitation des travaux a consisté à lire les résultats (présentés sous la forme de diapositives d'un document Powerpoint) de manière linéaire et à susciter leur enrichissement (retranchements ou améliorations des informations erronées, propositions d'amélioration).



Photo 3: Image de l'atelier de restitution du DEUC à Kaï-Kaï

2.2.2 Au niveau des villages

La planification niveau village a démarré le 11 avril 2013 dans le village Madalam Golbougaye et Dilia. Ce village, considéré comme le « village zéro » dans le calendrier, a vu la participation



Photo 5: Collecte des données auprès des hommes (villagee Lougoye Kamas)

physique de toutes les équipes de planification. Durant trois (03) jours, les populations ont été accompagnées au sein du Foyer de la Chefferie du village à identifier et trouver des solutions aux différents problèmes au quotidien. Ce travail a été fait grâce au déroulement d'un certain nombre d'outils³ qui à chaque fois ont permis de trianguler les informations obtenues de façon à obtenir des informations reflétant la réalité sur le terrain. Ce travail dans les villages visant l'appropriation par les

populations locales de la méthodologie de réalisation des diagnostics participatifs à l'échelle des communautés, un accent a été mis sur l'explication exhaustive de l'importance de chaque outil déroulé et de l'implication physique et participative des populations dans la réalisation des outils. Une fois la planification achevée dans le village « zéro », les quatre équipes se sont déployées après le lancement, chacune dans un village pour y effectuer le même travail. Le processus a été mené continuellement dans tous les villages de l'espace communal jusqu'au 11 juin 2013.



Photo 4: Réalisation de la carte avec le groupe des femmes du village Madalam

³ Ces outils sont détaillés et décrits plus bas, du point "Identification des problèmes" à "Planification des solutions endogènes".

À cette occasion, les populations dans chaque village se sont réunies dans les différents lieux choisis pour leur diagnostic participatif. Ce rassemblement permettait d'identifier et d'analyser tous les problèmes que les populations villageoises rencontrent au quotidien et les potentialités du village en vue de la détermination des solutions endogènes possibles ou réalistes.

Identification des problèmes : L'identification des problèmes dans chaque village a été faite à travers l'exploitation de la cartographie du village, le profil historique, la matrice SEPO, le diagramme de Venn, et à l'issue de l'interview semi structurée (ISS) et du transect, des outils comme la matrice de la petite enfance, la matrice du changement climatique et la matrice de vulnérabilité VIH/SIDA.

- Cartographie : Elle a été établie par les différents groupes sexo-spécifiques (Femmes, Jeunes, Hommes), chaque groupe étant assisté par un facilitateur issu de l'OAL. Chaque sous-groupe a dessiné une carte. Toutes les cartes ainsi élaborées ont été mises en commun en plénière en vue de l'obtention d'une seule carte consolidée et enrichie par l'assistance.



Photo 6: Protection des maisons contre les inondations

- Diagramme de Venn : À travers la matrice des institutions, la population identifiait toutes les organisations internes et externes au village en précisant celles qui sont les plus dynamiques et les plus importantes pour le développement local. Ensuite le diagramme de Venn était élaboré en groupes sexo-spécifiques (hommes, femmes, jeunes). La représentation schématique montrait les interrelations existant entre les différentes organisations.

- ISS : Elaborée à la suite de la cartographie, du diagramme de Venn, de la matrice SEPO et en plénière, elle permettait, au moyen d'un guide d'entretien, de collecter les caractéristiques socio-économiques du village et d'obtenir les informations essentielles sur l'existant et les problèmes relatifs à chaque secteur de développement. Elle débouchait donc sur l'identification en plénière des problèmes, atouts, besoins et idées de projets du village.

- Le Transect : Il était réalisé en groupes mixtes. A chaque groupe accompagné par un facilitateur était confié le parcours d'un axe du village (conformément aux axes tracés à l'issue de la cartographie participative). L'élaboration du transect consistait, pour chaque axe, à procéder à une mise en évidence des caractéristiques biophysiques (sols, relief, végétation, ressources naturelles), des activités menées, des infrastructures et institutions, des problèmes vécus et des solutions envisagées.



Photo 7: Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village Madalam

Analyse des problèmes : Il était question à ce niveau de ressortir le problème central dans chaque secteur de développement, d'en identifier les causes et les conséquences via les arbres à



Photo 8: Point d'eau inachevée devant la mairie

problèmes et la matrice d'analyse des problèmes. Cette étape nous conduisait également à l'identification des solutions endogènes. En effet, une fois que les problèmes du village étaient identifiés par secteur, ils étaient analysés de façon participative en profondeur avec la population en deux étapes.

La première étape de l'analyse consistait en la mise en commun de tous les problèmes identifiés en plénière. Puis, il était procédé à l'identification et la reformulation du problème central. Après avoir

élaboré les arbres à problèmes, l'étape suivante était de l'identification des solutions et l'analyse de leur faisabilité. Les causes les plus pertinentes et les solutions y afférentes étaient identifiées, notamment celles sur lesquelles la population pouvait agir. Cela permettait de répertorier les solutions endogènes récapitulées dans un tableau approprié. Sur la base des idées de projet et besoins de la population, chaque communauté était accompagné à choisir huit (08) projets prioritaires, dont cinq (05) sociaux et trois (03) économiques.

Planification des solutions endogènes : Les solutions endogènes envisagées et répercutées dans un tableau étaient ensuite planifiées de manière participative sur un an. Un accent était par la suite mis sur la responsabilisation des acteurs locaux en vue de la mise en œuvre de ce plan d'action endogène. Cette phase consistait en la facilitation du processus de mise en place du Comité de Concertation (CC) responsable de la coordination de la mise en œuvre de ces actions.

Chaque CC était composé d'hommes, de jeunes et de femmes. Le bureau comprenait un président et un vice-président, un secrétaire général et son adjoint, un trésorier, deux commissaires aux comptes et des conseillers.



Photo 9: Planification des solutions endogènes

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La restitution des données du DEUC et du DIC a donné lieu à l'élaboration d'un rapport pour chaque activité. Les données du DIC collectées ont été analysées au regard des objectifs de l'exercice, principalement l'identification des forces et faiblesses de la Commune dans les principaux domaines de son fonctionnement : les ressources humaines, les ressources financières, les ressources matérielles et la gestion des relations. Après les DPNV et l'exploitation

des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de tous les villages de la commune ont été regroupés par secteur. Cette synthèse s'est faite par union mathématique. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées.

Après la synthèse et une mise en commun de toutes les données collectées, l'existant, les atouts et potentialités, les causes et effets du problème central et un cadre logique d'intervention ont été élaborés pour chaque secteur. Ces données synthétisées ont fait l'objet d'une restitution et d'un enrichissement au cours d'un atelier tenu le 14 novembre 2013 en présence des responsables sectoriels, des conseillers municipaux et des membres des CC.

2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Tenu du 21 au 22 novembre 2013 dans la salle des délibérations de la Mairie de Kaï-Kaï, l'atelier de planification et de programmation a été articulé autour des activités suivantes :

➤ Restitution puis validation des cadres logiques ;



Photo 10: Ouverture de l'atelier de planification par le représentant du Préfet du Mayo Danay

➤ Formulation de la vision de développement de la Commune ;

➤ Identification des ressources mobilisables en 2014 ;

➤ Elaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) ;

➤ Estimation des ressources mobilisation en 2015 et 2016 (sur la base du taux de progression du compte administratif de la Commune en matière d'investissements) ;

➤ Elaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;

➤ Elaboration du plan de passation des marchés du PIA ;

➤ Elaboration du plan sommaire de gestion environnementale du PIA ;

➤ Elaboration du Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT).

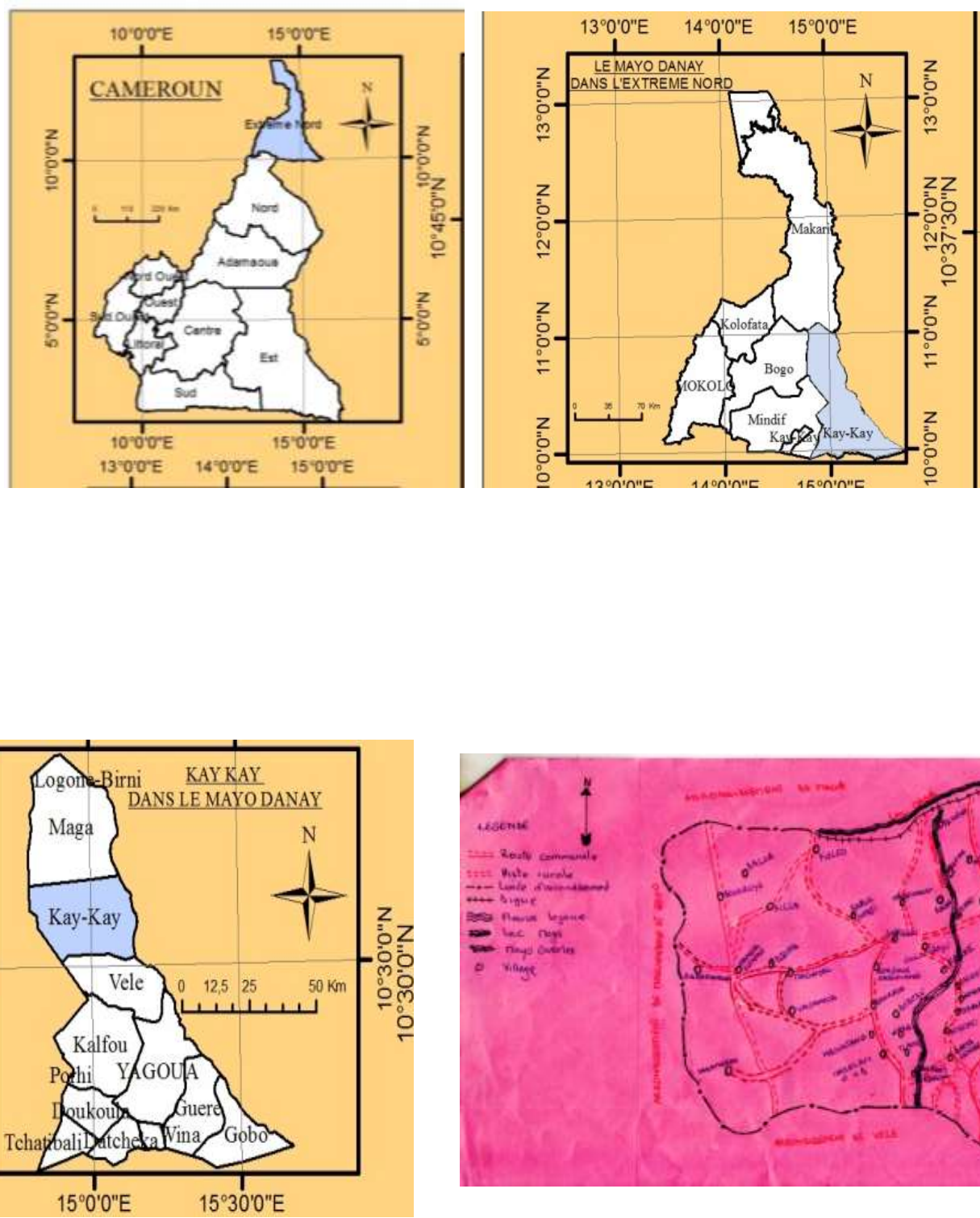
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

A l'issue de l'atelier de planification, le Comité communal de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place. De manière participative, la durée du mandat de ses membres, la périodicité et la fréquence de ses rencontres ont été adoptées ; les outils de suivi (PCD, CDMT, PIA, cahiers des clauses techniques des projets) ont été rappelés ainsi que les indicateurs objectivement vérifiables de la mise en œuvre du PCD. Les principales activités à mener ont également été arrêtées.

CHAPITRE III

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

Carte 1 : Localisation de la commune de Kai-Kai



3.1 Localisation de la commune

Située dans le département du Mayo-Danay (Région de l'Extrême-Nord) et couvrant une superficie de 776km², la Commune de Kaï-kaï couvre les limites territoriales de l'arrondissement du même nom. Elle est limitée :

- au Nord par la commune de Maga,
- au Sud par la Commune de Vélé,
- à l'Ouest par les communes de Bogo et Moulvoudaye, dans le Département du Mayo-Kani
- à l'Est par le Logone, frontière naturelle avec la sous-préfecture de Koumi au Tchad.

Le territoire communal comprend 42 villages.

Tableau 2: Liste des villages de la Commune de Kaï-Kaï

N°	Villages	N°	Villages
1	Madalam Golbougaye et Dilia	22	Silla
2	Madalam Djaroua	23	Manga Centre
3	Mogozî	24	Gabarairou Manga
4	Sadamakou	25	Doukroye Centre
5	Mbouktang	26	Daloa Doukroye
6	Dama Centre	27	Kamas
7	Dama Dava	28	Kalak
8	Nguidouang	29	Dougui
9	Barkaya	30	Houmi
10	Dedeke	31	Malia
11	Kaï-kaï Sabongari	32	Plam
12	Kaï-kaï Golonbaye	33	Bah
13	Mihao	34	Kaivele
14	Massouang	35	Tchomo
15	Lougoye Massouang	36	Waka
16	Baria Godjo	37	Doboko
17	Yangha	38	Doreissou
18	Vagandja	39	Waria
19	Magayel	40	Koko
20	Djoffa	41	Balgam
21	Keleo	42	Tikalaye

Source : Données du terrain

3.2 Milieu biophysique

3.2.1 Climat

Le climat, du type soudano-sahélien, est caractérisé par la succession de deux saisons dans l'année : une saison des pluies d'environ quatre mois (de juillet à octobre) et une longue saison sèche dont la durée varie entre 7 et 9 mois (généralement entre novembre et juin). Comprise entre 700 et 800 mm, la moyenne annuelle des précipitations est faible.

3.2.2 Sols

Les sols sont essentiellement argilo-sableux. Inondés dans la partie nord de l'espace communal pendant une bonne partie de l'année, ils sont assez fertiles grâce aux dépôts alluvionnaires issus des inondations provoquées par les débordements du Logone et de ses affluents.

3.2.3 Relief

Le relief est en général plat. Cependant, le paysage est jalonné par quelques collines d'une altitude moyenne de 600m.

3.2.4 Hydrographie

Les principaux cours d'eau sont le fleuve Logone (à l'Ouest), le Mayo-Tsanaga (à l'Est) et le Mayo Guerléo. Le Mayo-Tsanaga, qui prend sa source dans les Monts Mandara, et le Mayo Guerléo se jettent directement dans le lac artificiel de Maga. Ils sont en général riches en poissons, même si on sent globalement un appauvrissement de leur potentiel ichtyologique.

3.2.5 Flore et faune

3.2.5.1 Flore / végétation

Les principales formations végétales sont la savane arbustive et la steppe. On retrouve de nombreuses espèces d'arbres: : le karité (*Butyrospermum parkii*), le néré (*Parkia biglobosa*), le kapokier rouge (*Bombax Costatum*), le tamarinier (*Tamarindus Indica*), le baobab (*Adansonia digitata*), le dattier du sahel (*Balanites aegyptiaca*), le jujubier (*ziziphus manitiaca*), le Manguier (*Mangifera indica*), le Nimier (*Azadirachta indica*), l'Eucalyptus (*Eucalyptus camadulensis*) et l'acacia (*Cassia siamcre*).



Photo 11: Le mayo Guerléo



Photo 12: Végétation essentiellement constituée de roniers et des herbacées de la famille des poacées

3.2.5.2 Faune

La faune est peu diversifiée. Très loin des habitations, on peut rencontrer des antilopes, des hippopotames, des singes, des hyènes, des phacochères, des hérissons, des rats et des rats palmistes. Des troupes d'éléphants traversent l'espace communal chaque année, généralement entre septembre et novembre.

3.2.6 Ressources naturelles

La principale ressource naturelle est le sable. Il y a du sable à profusion pendant la saison sèche, lorsque le Mayo Guerleo est asséché. Le sol lui-même est en surface essentiellement constitué de sable. Le potentiel en matière d'argile est également appréciable du fait de la qualité du sol, mais il n'a pas encore fait l'objet d'une exploration de grande ampleur.

[illegible]

3.3 Milieu humain

3.3.1 Histoire de la Commune

La Commune de Kaï-kaï a été créée par le décret présidentiel N° 93/321 du 25 Décembre 1993. Avant cette date, elle faisait partie intégrante de la Commune de Maga. En fait, Kaï-kaï est né au début du 20^e siècle suite à l'installation de peuples de pêcheurs et d'éleveurs venant de l'Est de Lougoué Massouang, après le Mayo Guerleo. Le Chef de canton de Guirividig a intercédé auprès du chef de Lougoué Massouang afin qu'il cède un espace pour le Lawan de Kaï-kaï, ce dernier ne voulant plus traverser le Mayo Guerleo de manière régulière pour certaines activités professionnelles, et ce à des heures tardives. Il a reçu une réponse positive au cours de l'année 1920. Le Lawan de Kaï-Kaï s'y est installé avec ses onze femmes et a peu à peu offert des espaces pour ses sujets, ce qui a conduit à l'agrandissement de la ville. Au début des années 1930, avec l'appui du Chef de Canton de Guirividig, il a édifié le marché de Kaï-Kaï, qui porte son nom (Vourgoumandi), et qui a largement contribué à accroître les échanges avec les villages environnants.

L'infrastructure sociale suivante ayant marqué la vie de la ville est une école primaire construite en 1952. Les colons y ont mis en place un système d'éducation quasi forcée. Grâce à l'installation du marché et de ce service social de base, la ville s'est progressivement agrandie, aidée en cela par son énorme potentiel en matière de pêche.

3.3.2 Démographie

3.3.2.1 Taille et structure de la population

Estimée à 55 366 âmes d'après les données du troisième recensement général de la population (RGPH) 2005, dont 26 476 hommes et 28 887 femmes, la population de la Commune de Kaï-Kaï peut être évaluée à 67 986 habitants en 2013 au regard du taux d'accroissement naturel (2,6%)⁴. La densité de la population est de l'ordre de 90 habitants au kilomètre carré. La population est globalement jeune. Cette population est répartie entre l'espace urbain et la zone rurale. On note au sein de la commune, la présence des couches vulnérables dominées par les Orphelins, suivis des Handicapés, des Personnes âgées, veuves et enfant de la rue. À celle-ci s'ajoutent les populations Mbororos dont l'effectif est estimé à 1 000 âmes. Faute d'actualisation, ces chiffres officiels sont inférieurs à ceux collectés dans le cadre de la mission, lesquels semblent indiquer qu'entre 2005 et 2013, la population a connu un accroissement. Le tableau ci-après présente les données collectées sur le terrain relativement à la distribution de la population par village.

⁴ La population actuelle au regard de la planification participative réalisée à travers l'ensemble du territoire communal est de l'ordre de 70 000 habitants environ.

Tableau 3: Population de la Commune de Kai-Kai

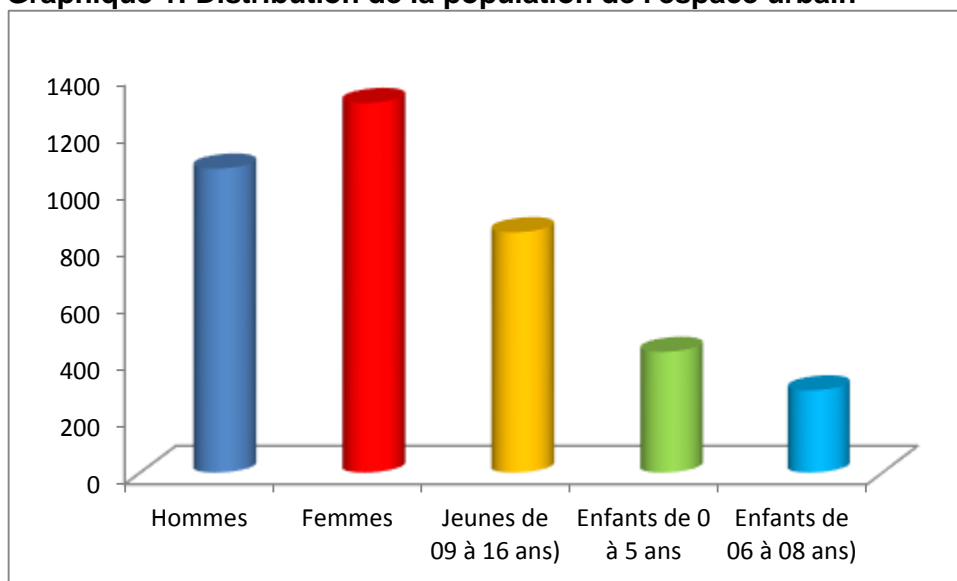
VILLAGES	POPULATION TOTALE	ADULTES		JEUNES	PETITE ENFANCE	
		Hommes	Femmes	Jeunes de 09 à 16 ans)	Enfants de 0 à 5 ans	Enfants de 06 à 08 ans)
Madalam Golbougaye et Dilia	1900	695	827	168	124	86
Madalam Djaroua	800	250	350	88	69	43
Mogozi	2038	714	874	198	147	105
Sadamakou	479	229	200	23	15	12
Mbouktang	3016	892	924	548	376	276
Dama Centre	2970	750	850	613	462	295
Dama Dava	2369	534	628	591	314	302
Nguidouang	2068	729	805	234	178	122
Barkaya	2112	775	837	260	152	88
Dedeke	1057	302	421	159	103	72
Kai-Kai Sabongari	1433	400	500	324	125	84
Kai-Kai golonbaye	2500	670	800	523	301	206
Mihao	400	200	100	41	30	29
Massouang	670	170	200	182	79	39
Lougoye Massouang	1489	437	479	293	159	121
Baria Godjo	1300	400	500	266	72	62
Yangha	1162	452	440	119	89	62
Vagandja	991	386	403	119	51	32
Magayel	2562	990	992	295	152	133
Djoffa	1500	400	485	310	174	131
Keleo	700	250	300	91	37	22
Silla	794	283	311	103	61	36
Manga Centre	2459	890	999	351	138	81
Gabarairou Manga	800	300	300	98	56	46
Doukroye Centre	2763	955	1108	398	181	121
Daloa Doukroye	600	150	300	86	36	28
Kamas	4000	1200	1800	640	190	170
Kalak	1725	500	800	287	80	58
Dougui	850	170	200	301	108	71
Houmi	600	100	300	110	55	35
Malia	900	250	350	182	69	49
Plam	5588	1889	2199	660	495	345
Bah	1249	253	370	425	126	75
Kaivele	3277	1173	1229	545	189	141
Tchomo	1573	432	623	327	121	70
Doreissou Centre	4390	1303	1584	916	346	241
Doboko	780	230	250	172	79	49
Waka	900	250	350	132	99	69
Waria	599	199	200	123	46	31
Koko	1287	468	569	150	63	37
Balgam	500	150	200	96	34	20
Tikalaye	850	200	300	211	86	53
TOTAL	70000	21970	26257	11758	5867	4148

Source : Données de terrain

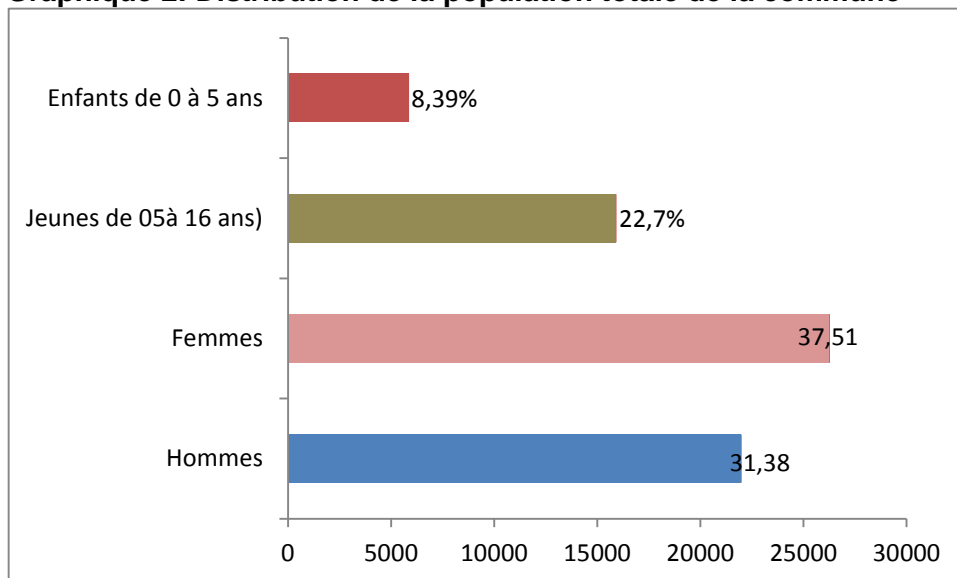
Tendances démographique

Les figures ci-après présentent la distribution des populations selon le sexe et la tranche d'âge respectivement dans l'espace urbain et l'ensemble de la commune.

Graphique 1: Distribution de la population de l'espace urbain



Graphique 2: Distribution de la population totale de la commune



3.3.2.2 Groupes ethniques

L'espace humain est cosmopolite. Les principales ethnies représentées sont les Mousgoum et les Massa, mais on rencontre des ressortissants de plusieurs autres ethnies, notamment les Peulhs, les Siratas, les Toupouri, les Bororos, les Arabes Shoas, les Kotoko, les Moussey. Mis à part quelques conflits isolés d'ordre foncier, les relations interethniques et intercommunautaires sont pacifiques. Les ressortissants du Grand Sud du pays sont en général des agents de l'Etat en fonction au sein de l'espace communal.

3.3.2.3 Organisation sociale et administrative

L'organisation des populations est d'abord administrative. On retrouve dans la commune deux sultanats à savoir celui de Guirvidig et celui de Pouss. Chaque sultanat est subdivisé en *Lawanats* qui sont à leur tour organisés en des chefferies des villages ou de tribus gérées par les *Djaoros*. La société civile quant à elle est organisée en Gics ou associations généralement autour de projets initiés par l'Etat comme le PREPAFEN, le PARF, le PACA, le PENVRA, le PADFA, le PADC, ou les ONG et les Sociétés privées ou para publiques comme la Semry.

Malgré le cosmopolitisme de l'espace urbain, la population se soumet dans son immense majorité à cette organisation.

3.3.2.4 Religion

Les religions pratiquées sont l'Islam et le Christianisme, avec une prédominance nette de la religion chrétienne en termes de nombre de pratiquants. On retrouve des Catholiques et des Protestants. La cohabitation entre ces différentes obédiences est excellente.

3.3.2.5 Habitat

L'habitat traditionnel, le saré, couvre largement plus de la moitié de l'espace. Généralement en terre et en argile, doté d'un toit conique en paille et d'ouvertures (généralement une porte et une fenêtre) en natte, il offre de meilleures possibilités d'aération que les habitations classiques. Elles font l'objet de réparations quasiment chaque année, surtout après la période des pluies. On observe une variante très prisée, avec la toiture et les ouvertures en aluminium. Une autre variante utilise la même architecture conique en privilégiant le béton au niveau des murs et l'aluminium au niveau de la toiture.



Photo 13: Habitation du style saré à Kai-Kai

Les maisons respectant une architecture classique en matériaux définitifs sont de plus en plus nombreuses mais constituent actuellement une minorité de l'habitat local. Ce sont en général des bâtiments administratifs ou des maisons d'habitation appartenant à des personnes dont le niveau de revenus est supérieur à la moyenne locale.

La plupart des habitations disposent de latrines et de salles d'eau rudimentaires. Tenant en général dans le même local et situées légèrement en retrait par rapport à la maison, les latrines ne sont pas suffisamment aménagées et tiennent souvent en un trou peu profond surmonté d'une dalle de fortune en terre ou en béton. Certaines maisons n'en possèdent même pas.

3.3.2.6 Question foncière

La gestion des terres est encore largement entre les mains des autorités traditionnelles. La pression foncière ne se fait pas encore sentir. Les particuliers vendent ou achètent des terres, avec l'accord des autorités traditionnelles, sans aucun effort de sécurisation administrative. Cependant, l'on observe quelques bornes dans l'espace urbain, confirmant le passage des services du cadastre.

3.3.2.7 Liste des organismes à base communautaire

La dynamique associative locale est forte. En effet, on dénombre environ 200 GIC dont 100 légalisés, 11 unions de GIC, et 01 coopérative, répartie dans le tableau qui suit :

Tableau 4: récapitulatif des organisations locales

N°	Dénominations	Villages		Dénominations	Villages
1	GIC Gouffouta,	Kaï-Kaï	1	GIC Paya wala de Golbougoye,	Madalam
2	Woulda,		2	Paya wola,	
3	Tikapidi,		3	wala za,	
4	Jeunes Dynamiques,		4	Wala ya kaï,	
5	Fita,		5	Fuda was,	
6	Walde Ndjamou,		6	dara wala,	
7	Sabour,		7	Abakaï,	
8	Soukou,		8	Asradaï,	
9	Fudumouwas		9	Dapawas,	
10	GIC Zumu Pinalao de Mangal,	Mangal (Lougoué massouang)	10	Golong gournai	Mboug tang et Mogozi
11	Alao Asuku de Mangal,		11	GIC Der,	
12	Afoudawas de Gongo,		12	Firiyi de Melfet,	
13	Alao Suku de Gongo		13	Amoulda lawa,	
14	GIC Alao Asumo,	Lougoués Kamas	14	GIC des femmes riziculteurs de Mboug tang Mogozi)	Dama
15	Parkou,		15	GIC Bouloumna Vadakai,	
16	Amana,		16	Zinai,	
17	Was Afoudaga,		17	Alao akidapam,	
18	Aslima Guir,		18	Tapadayé,	
19	Azidifaraye,		19	Apiya wala,	
20	Fzidi Faray (Kourbouk)		20	Adaralaye	
21	GIC Dingui	Baria Godjo	21	, GIC hala wusnkou,	Kalao,
22	GIC Dara Wala,	Barkaya	22	Honyouki,	maïgou
23	Der Ana,		23	Gic Pedam	Tawaïka
24	AECP (Gic agro-éleveurs commerçant et pêcheurs		24	GIC Kawtal,	Magayel
25	GIC CURNAG,	Bégué palam	25	Hulumu Zamu,	Nguidouang
26	Gic des éleveurs, riziculteurs et pisciculteurs,		26	GIC des agriculteurs	
27	GIC des éleveurs de porcs,		27	GIC Moulfana,	Doreissou
28	GIC Louba Gara,		28	Alaobé	
29	GIC Paya Aga Kunafa,		29	Margada	
30	GIC Louba Sini,		30	Ritarol	
31	GIC Aga Sidim,		31	Fiya	
32	GIC Apitipai,		32	Woulta	
33	GIC Paya Wala,		33	Azafaraye	
34	GIC Walamanu,		34	Apiyi-wala	
35	GIC Paya Aga Kumafa)		35	Ratouandi	
36	GIC Daïpan ktam,	Djaïga	36	Tapay touaya	
37	Abayatini,		37	Minda,	
38	Pidem,		38	Lemerdi,	
39	Ti-kaï,		39	Doreissou kolio nattaye,	
40	Faraï	Kaïvélé	40	Ridini,	
41	GIC Memiyé,		41	Tapay-kere,	
42	Woulaga,		42	Balgam dabay vouganddi,	
43	Agriculture,		43	Toua voko'o,	
44	Bounkoumou,		44	Nib kitaï,	
45	Foudou mouwas	Keleo	45	Tapay-touaya de Douvouloum,	
46	GIC Hala wusakou,		46	Agro-éleveurs et commerçants	
47	Houyouki		47	Ti-kaï,	Bah

48	GIC Apdi zoki,	Manga	48	Farai	
49	Barki hoki		49	GIC Daïpan ktain,	
50	Pidem,	Bah	50	Abayatini,	
Union des GIC					
1	Fudawas de Begue Palam	Begue Palam	1	Union de Doreissou	Doreissou
2	Gimansou de Begue Palam		2	Union de Barkaya	Barkaya
3	Jeunes de Begue Palam		3	Tinalao de Djafga	Djafga
4	Adara yel femmes de Begue Palam		4	Femmes dynamiques Palam	Palam
5	Hommes de Begue Palam		5	Union des GIC de l'arrondissement de Kaï-Kaï	Kaï-Kaï
6	union Panpidimi de Begue Palam				
Coopérative					
1	Coopérative des riziculteurs de l'arrondissement de Kaï-Kaï.		1	Kaï-Kaï.	

Principales activités économiques

Les activités économique de la commune relèvent principalement du secteur primaire et sont basées essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce.

3.3.3.1 Agriculture



Photo 14: Aperçu d'un champ de sorgho SP

L'agriculture est l'activité économique la plus pratiquée au sein de l'espace communal. La grande majorité de la population s'y adonne. La spéculation par excellence est le sorgho SS (sorgho de saison sèche); toutes les personnes engagées dans l'agriculture en produisent, sur une superficie totale estimée à 12 000 hectares. La productivité moyenne est de l'ordre de 1,1 tonne à l'hectare.

Le sorgho SP (sorgho de saison de pluie) est également une spéculation de premier plan, qui se pratique sur une superficie de 6 200 hectares pour un rendement d'environ 1,2 tonne à l'hectare. De très nombreux commerçants viennent se ravitailler en ce produit au sein de l'arrondissement.

La culture du riz pluvial est aussi répandue. Pratiquée sur une superficie de 1800 hectares pour un rendement de 3,2 tonnes à l'hectare. De nombreuses parcelles de riz aménagées par la SEMRY sont visibles dans certains villages.



Photo 15: Récolte du coton à Madalam

Les autres spéculations sont le maïs (pratiqué sur 253 hectares avec un rendement de 1,6 tonne à l'hectare), le niébé (660 hectares), le fonio (143 hectares), le manioc (489 hectares) et le sésame (58 hectares). Le coton tient une place périphérique dans la zone.

Tableau 5: Situation de la production agricole

Spéculations	Sorgho SS	Sorgho SP	Niébé	Manioc	Maïs	Riz	Sésame
Superficies (ha)	12 000	6199,67	660	488,87	253,36	1797,43	57,6
Production totale (t)	14399,99	7439,60	528	1561,82	405,37	5751,77	20,73
Rendement (tonne/ha)	2,3	1,2	0,8	3,2	1,6	3,2	0,6

La production locale sert à la consommation familiale et alimente aussi les marchés périodiques du département. L'utilisation de méthodes culturales peu modernes et l'outillage rudimentaire sont compensés par la fertilité des sols. Les récoltes sont bonnes mais l'enclavement de l'arrondissement et des différents villages qui le constituent est un frein à la commercialisation, ce d'autant plus que le monde paysan n'est pas structuré.

3.3.3.2 Elevage



Photo 16: Aperçu d'un troupeau de mouton

L'élevage est sans aucun doute l'activité la plus répandue après l'agriculture. Elle est pratiquée par la quasi-totalité des habitants, chaque famille possédant un nombre minimum de bêtes. L'élevage est diversifié ; les espèces privilégiées sont par ordre d'importance les bovins (14128 têtes), les caprins (9 037), les ovins (8 098 têtes), la volaille (28 000 poulets), les équins (405 têtes), les ânes (381 têtes), les porcins (127 têtes).

L'élevage traditionnel (très répandu) est celui qui amène les ménages à entretenir diverses bêtes (moutons, chèvres, pintades, ânes, poules) autour des habitations, côtoie l'élevage bovin et ovin qui est en général investi par des personnes nanties. Le corps des éleveurs professionnels est fortement représenté dans le paysage socio économique. De nombreux Bororos disséminés dans l'ensemble des villages font de l'élevage leur activité principale.

Les éleveurs de bovins pratiquent la transhumance, à la recherche de pâturages pour leur bétail. La transhumance a généralement lieu entre la fin janvier et la fin juillet. Les autres types de bêtes (moutons, chèvres, porcs, volailles) sont en majorité laissés en divagation au sein de l'espace, leur élevage n'étant pas à l'échelle de l'élevage semi-intensif visible au niveau des bovins.

3.3.3.3 Pêche

La pêche est pratiquée de manière artisanale, principalement par les hommes. Ils s'y adonnent au niveau du Mayo Guerleo, du Logone, et du lac de Maga. Les femmes pratiquent généralement la pêche à la nasse, au plus fort de la saison sèche. Elles procèdent aussi au fumage du poisson. Les espèces aquatiques régulièrement pêchées sont les carpes, les silures, les sardines, les capitaines.



Photo 17: aperçu des filets de pêche

3.3.3.4 Commerce



Photo 18: Boutiques inachevées au marché de Kaï-Kaï

Le commerce est le principal pourvoyeur d'emplois après l'agriculture. Il s'est développé principalement autour des activités agricoles et pastorales, et en réponse au potentiel halieutique. La production des poissons, tout en occupant environ 149 hommes, alimente le travail des femmes spécialisées dans la vente de poisson frais ou fumé. Les éleveurs et les agriculteurs écoulent leur production au sein du marché local.

Les éleveurs, agriculteurs et pêcheurs vivent au rythme du marché hebdomadaire local (chaque mercredi) pour l'écoulement de leurs produits. Les revendeurs et intermédiaires commerciaux vont au-delà du marché de Kaï-kaï et vont vers les différents marchés hebdomadaires du département. Les personnes faisant dans le petit commerce relèvent en général du secteur informel. D'autres exercent dans l'illégalité, notamment les vendeurs de carburant frelaté ou de médicaments de contre façon.

Dans l'espace urbain, les débits de boisson et les petites entreprises de commerce général foisonnent. Les femmes sont concentrées autour du petit commerce et des activités de restauration et de vente de boisson. Les villages abritent en général de petites activités de commerce général situées devant des habitations.

3.3.3.6 Transport

Le transport est omniprésent dans la ville mais il est difficile d'estimer le flux de passagers transportés par an. Quoi qu'il en soit, ce nombre est extrêmement élevé car les habitants de la ville sont en constant déplacements vers les villages et villes alentours. Les transporteurs sont essentiellement les conducteurs de camionnettes (qui transportent les commerçants vers différents marchés du département) et les motos taximen (qui conduisent les habitants autant à l'intérieur de l'espace urbain qu'en direction des différents villages de l'arrondissement et même vers les villes avoisinantes). Les motos sont nombreuses à sillonner l'espace communal ; elles représentent très souvent le seul moyen d'aller dans les villages de la localité sur des longues distances. Cependant, c'est un espace non aménagé qui sert de gare routière. Les animaux sont aussi utilisés pour le transport des biens et des personnes.

3.3.3.7 Mobilité de la population

De nombreux jeunes quittent la ville communale pour se rendre sur les rives du Logone, de la Benoué et du Lac de Maga dans le but de pêcher. Mais l'activité qui crée le plus de déplacements est le commerce. Les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les artisans qui souhaitent écouler leur production font le tour des marchés hebdomadaires de la zone (Kaï-kaï, Maga, Pouss, Guirvidig, MoulvoudayeYagoua, Vélé). Ces déplacements quasi journaliers font le bonheur des

transporteurs. Les motos taximen transportent les commerçants isolés tandis que les conducteurs de camionnettes parquent deux ou plusieurs dizaines de commerçants avec leurs marchandises au derrière de leurs véhicules pour les transporter vers les marchés périodiques.

Yagoua (chef-lieu du Département) et Maroua (Chef-lieu de la Région) occupent une place de choix pour les épiciers et les grands commerçants car on peut y trouver des produits manufacturés en grands nombres et à des prix moins élevés. Les jeunes y sont également envoyés pour les études secondaires et universitaires. Leurs grands centres de santé (Hôpital de District, Hôpital Régional) offrent aussi plus de possibilités en matière de soins de santé. Les services déconcentrés de l'Etat qu'elles abritent sont au centre de déplacements pour des raisons administratives. Les lieux de loisirs, particulièrement les discothèques y sont également plus concentrées, ce qui constitue une attraction supplémentaire pour les jeunes de Kaï-kaï.

3.4 Principales infrastructures par secteur

Tableau 6 : Principales infrastructures par secteurs de la commune de Kaï-Kaï

Secteur	Infrastructures	Statut	Etat	Fonctionnalité
Agriculture	01 délégation d'arrondissement du MINADER (Kaï-Kaï)	Public	Partage les locaux du centre vétérinaire en cours de délabrement avancé, l'absence d'un bâtiment	Fonctionnelle
	04 magasins de stockage (Silla, Doreissou, Doukroye, Koko)	Communautaire	Bâtiment en bon état	Fonctionnelle
Elevage, pêches et industries animales	01 délégation d'arrondissement du MINEPIA	Public	Bâtiment existe mais en état de délabrement avancé (03 tables, 02 Chaise rembourrée, 05 chaises en bois, 01 armoire, 01 bureau)	Fonctionnelle
	04 centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire (Kaï-Kaï, Doreissou, Djafga, Manga)	Public	Bâtiment inexistant	Fonctionnel
	01 tuerie	Publique	En mauvais Etat	Fonctionnel
	01 mare artificielle (Kaï-Kaï)	Public	Batiment en mauvais état	Fonctionnel
	01 forage pastoral	Public	passable	Fonctionnel
	01 marché à bétail	Public	Bâtiment vétuste	Fonctionnel
Santé	01 CMA	Public	01 Bâtiment en bon état (murs crépis et peints) mais insuffisant. (Salles d'hospitalisation, Salle de soins, Salle d'accouchement, 4 lits, Laboratoire, 01 pharmacie, Réfrigérateur, Latrines, 01Forage, 01 plaque à Energie solaire)	Fonctionnel
	- Centre de sante de Manga	- Public	01Bâtiment en bon état (murs crépis et peints) (02 tentes installées comme salles d'hospitalisation à la merci des intempéries ; Plusieurs équipements de travail non installés à cause de l'insuffisance des bâtiments)	Fonctionnel mais insuffisant.
	- Case de santé communautaire (Doukroye centre)	Communal	- Bâtiment en bon état (murs crépis et peints)	Non fonctionnel
	05 centres de santé intégré (Dama centre, Bergue plam, Waria, Doreissou, Waka Dilia Madalam)	Communal	Bâtiment en bon état (murs crépis et peints) ; Doreissou en mauvais état, Salles d'hospitalisation, Salle de soins, Salle d'accouchement	Fonctionnel mais Insuffisance d'équipement
Education de base	54 écoles primaires publiques : Djokadaye, Djobaidai, Didim, Sirlawe Djoffa, Lougoye Djafga Djougou, Bangal, Kotrombel, Gabarairou, Yougou, Yangha Sud, Vagandja, TikalayeSokomaye, Silla, Sadamakou, Paria Kouaye, Nguidouang Centre (, Nguidouang, Mogozi Mihao, Memie, Mbouktang, Massouang, Manga, Magayel, Madalam, Lougoye Massouang, Lougoye Kamas, Kolong, Keleo Sud, Kalao, Kaivele, Kai-Kai, Houmi, Douvouloum, Doukroye, Dougui, Doreissou Dobogo, Djowelndandji, Djoffa Mousgoum , Djafga, Dedeke, Dava Karmakaye,Damarao, Dama,Dalwa, Bogol, Begue Palam,	Public	- 53 Salles de classe en bon état 20 Salles de classe en état avancé de délabrement Existences des écoles construites en paille	fonctionnel

	Barkaya, Baria Godjo, Balgam,Koko, Agomsou – Tchomo, Aravaye			
	Ecoles maternelles publiques (04) : Bégué, Doreissou, Kai-Kai, Djafga	Public	- Tous fonctionnent dans leurs locaux 05 Salles de classe en état de délabrement	
	03 centres d'alphabétisation fonctionnelle (Kaï-Kaï)	Public	Mauvais état	Fonctionnel
	02 écoles primaires privées catholiques (Kaï-Kaï, Koko)	Privé	23 salles de classe en dur, 04 en semi dur, 04 MP. 06 bureaux directeurs. ; 02 bureaux des maîtres ; 06 chaises ; 01 armoire ? 987 places assises	
	05 écoles des parents (Doreissou, Djafga)	Privé	Bâtiments vétuste	Fonctionnel
	01 Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base (Kaï-Kaï)	Public	01 bâtiment en bon état (02 tables et 03 chaises)	Fonctionnel
Eau et énergie	60 forages : Kaï-Kaï (5), Madalam Dilia (02), Magayel (3), Vagandja (3), Silla (03), Doukroye (4), Gabarairou(01), Manga(07), Dougui (01), Damas Dava(04), Guidouang(01), Dedeké (01), Baria Godjo (01), Kamas (02), Bergue plam (02), Mogozi (01), Mbouktang (01), Barkaya (02), Massouang (01), Balgam(01), Waria(01), Doreissou (02), Doboko (02), Waka (01), Tchomo (02), Djoffa (02), Mihao (01), Golbougaye (01), Kalak (01), koko (01)	Public	Forages en bon état Kaï-Kaï (5), Madalam Dilia (02), Magayel (2), Vagandja (2), Silla (02), Doukroye (4), Gabarairou(01), Manga(07), Dougui (01), Dava(04), Guidouang(01), Dedeké (01), Baria Godjo (01), Kamas (02), Bergue plam (02), Mogozi (01), Mbouktang (01) Barkaya (02), Massouang (01), Balgam(01), Waria(01), Doreissou (02), Waka (01), Doboko (01), Tchomo (01), Djoffa (02), Mihao (01), Golbougaye (01), Kalak (01), koko (01) Forages en panne Magayel (1), Vagandja (01), Silla (01), Doboko (01), Tchomo (01)	55 fonctionnels et 05 non fonctionnels
	10 puits Sadamakou, Magayel marché, Silla, Doukroye Daloa, Doukroye centre, Manga, Kamas, Djaroua, KoKo, Golbougaye	Public	05 puits couverts et 5 non couvert 05 puits à réhabiliter et 5 en bon état	07 fonctionnel et 03 non fonctionnel
Enseignements secondaires	04 lycées bilingues (Kaï-Kaï, Bégué Palam, Dafga, Doreissou)	Public	- Bâtiments en bon état - Lycée de Kaï-Kaï (732élèves) 07 salles de classe, 150 Tables-banc, 02 ateliers, 01 bloc de latrines - Lycée de Bégué Plam (648 élèves) 06 salles de classe, 110 Tables-banc, 01 forage, 01 bloc de latrine - Lycée de Waka (319élèves) 08 salles de classe, 75 Tables-banc, 01 forage, 01 bloc de latrine - Lycée de Doreissou (531élèves)	Fonctionnel
	02 CES (Madalam,)	Public	- Bâtiments en bon état 04 salles de classe, 01 atelier)	Fonctionnel
	CETIC de Kaï-Kaï (103 élèves)	Public	- Absence de bâtiment (00 salle de classe)	Non fonctionnel
	- CETIC de Madalam (218 élèves)	Public	Bâtiment en bon état (02 salles de classe, 50 Tables-banc, 01 forage)	Fonctionnel
	- CES de Doukroye (60 élèves)	- Public	- Bâtiment en bon état (02 salles de classe)	Fonctionnel
Forêts et faune	01 poste de contrôle forestier et de chasse (Kaï-Kaï)	Public	- Bâtiment en bon état (chambre loué par le chef de poste) 01 Moto, 02 Tables de bureau, 02 chaises, 01 banc	
Commerce	03 marchés périodiques (Doreissou, Bégué et Kaï-Kaï)	Communal		Fonctionnel
Jeunesses	01 CMPJ (Kaï-Kaï)	Public	Bon état (porte en fer, fenêtre vitré)	Fonctionnel mais non équipé
Sports et éducation physique	01 stade municipal (Kaï-Kaï)	Communal	Mauvais état	Fonctionnel
Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	01 sous-préfecture (Kaï-Kaï)	Public	Bâtiments en bon état (Logements d'astreinte vétustes, 01 ordinateur et 01 imprimante)	Fonctionnel
	Hangar à palabres		Hangar en sekko bien entretenu (10 Chaises)	Fonctionnel
	02 centres d'état-civil (Kaï-Kaï et Manga centre)		Bâtiments en bon état	Fonctionnel
	01 mairie (Kaï-Kaï)	Public	Logé à la mairiedans l'enseinte dela mairie	Fonctionnel
	01 brigade de gendarmerie (Kaï-Kaï)	Public	Bâtiments en bon état (01 Table de bureau, 04 Chaises, 01 machine à écrire)	Fonctionnel
	Poste de police	Public	Logé à la mairiedans l'enseinte dela mairie 01 table, 01 chaise	Fonctionnel

3.5 Principales potentialités et ressources de la Commune

Tableau 7 : Principales potentialités et ressources de la commune de Kaï-Kaï

N°	Secteur	Potentialités / Ressources
1	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Sols fertiles et terres disponibles - Opérationnalité de la Délégation du MINADER - Existence de marchés périodiques au sein de l'espace communal
2	Elevage, Pêches et Industries Animales	<ul style="list-style-type: none"> - Espaces disponibles pour la construction des fermes - Existence des pâturages - Présence et disponibilité d'un vétérinaire - Existence de marchés périodiques de bétail au sein de l'espace communal - Présence d'un délégué d'arrondissement
3	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs centres de santé d'intégrité communale et d'un CMA
4	Travaux publics	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un tissu de routes communales et de pistes tracées
5	Education de base	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 55 écoles publiques et (02) confessionnelles et 04 écoles maternelles publiques - Existence de 05 écoles de parents et 03 centre d'alphabétisation fonctionnel - Propension croissante des parents à envoyer leurs enfants à l'école
6	Culture	<ul style="list-style-type: none"> - Danses traditionnelles exotiques - Histoire riche de la communauté mosgoum et Massa - Fort ancrage des croyances et modes de vie traditionnels
7	Promotion de la Femme et de la Famille	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des femmes en associations - Présence de 02 femmes au sein du conseil municipal - Population à majorité féminine
8	Affaires Sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Fort esprit de solidarité dans l'organisation sociale des villages
9	Eau	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de cours d'eau (Fleuve Logone, lac de Maga, mayo Guerleo, mares, etc.)
	Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plaques solaires, torches solaires, lampes tempêtes - Existence d'électricité dans certains villages
10	Enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 08 établissements d'enseignement secondaire, dont 04 lycées bilingues, 02CES et 02CETIC - Jeunesse de la population
11	Emploi et Formation Professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un CETIC
12	Travail et Sécurité Sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des petits métiers - Affiliation du personnel de la commune à la CNPS - Présence de nombreux fonctionnaires - Existence du petit commerce
13	Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Paysage exotique dans les villages - Danses traditionnelles exotiques - Histoire riche de la communauté - Existence de cours d'eau (Fleuve Logone, lac de Maga, mayo Guerleo, mares, etc.) - Paysage pittoresque - Existence d'œuvres d'art - Culture et traditions des populations
14	Forêts et faune	<ul style="list-style-type: none"> - Forte présence d'espaces forestiers riches - Faune nombreuse - Présence d'ONG d'accompagnement (SanaLogone) - Diversité des espèces végétales - Existence des produits forestiers non ligneux - Existence du poste forestier (Kaï-Kaï) - Existence d'un comité de vigilance
15	Environnement, protection de la nature et développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de nombreux espaces forestiers - Espaces disponibles pour accueillir une décharge municipale
16	Habitat et développement urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une voirie urbaine (tissu de routes et de pistes tracées)
17	Domaines, cadastre et affaires foncières	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un système foncier coutumier bien organisé
18	Recherche scientifique et innovation	<ul style="list-style-type: none"> - Productivité agricole en pleine croissance - Présence des tradipraticiens - Présence d'une forêt riche en plantes médicinales - Présence d'une diversité de plantes médicinales - Présence d'un centre zootechnique - Utilisation des briques cuites pour la construction - Accès aux semences sélectionnés (SEMR, SODECOTON)
19	Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 03 marchés périodiques - Abondance de ressources naturelles (bois, sable) - Forte propension de la population à la pratique du commerce - Proximité du tchad
20	Jeunesse et éducation civique	<ul style="list-style-type: none"> - Jeunesse de la population

		<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'associations des jeunes au sein de l'espace communal - Existence d'un CMPJ
21	Sports et éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un stade municipal - Espaces disponibles pour la construction de stades - Jeunesse de la population
22	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité de la production agricole - Existence de matériaux nécessaires à l'artisanat (bois, lianes) - Diversité de la production agricole - Important cheptel - Cours d'eau riche en poisson et hippopotames - Petit commerce florissant - Cordonnerie - Présence d'artisans dynamiques - Existence du matériel de base pour les artisans (argile, paille, bois, palme) - Existence d'association des jeunes - Disponibilité de paille - Abondance de petits corps de métier (Call box, chargeurs de téléphone, Moto taxi, photocopieur)
23	Industrie, mines et développement technologique	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de nombreuses carrières de sable, - Abondance du sable - Présence de fleuves et rivières - Vaste étendue de savane - Proximité du fleuve Logone - Existence des roches, pouzzolanes - Existence des moellons et du gravier - Existence des ressources minières non identifiés - Présence de façonneurs de briques
24	Transports	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau de routes communales - Existence des motos - Existence d'une route non bitumée - Existence de pistes dans les villages - Forte activité agro économique dans les villages - Répartition de la population dans tout l'espace communal - Existence des vendeurs de carburants frelatés - Existence de plusieurs motos personnelles
25	Postes et télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> - Couverture de la ville communale par le réseau Orange
26	Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Couverture partielle des villages par les fréquences radio et télévision - Milieu favorable pour l'écoute de la radio - Forte population - Utilisation des instruments de communication (tamtams, megaphone, griots)
27	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une brigade de gendarmerie - Existence de deux centres d'état civil (Kaï-kaï et Manga Centre) - Etablissement des actes de naissances et des actes de mariages - Appui de l'UNICEF, du chef de l'état - Présence d'un poste de gendarmerie - Existence d'un tribunal coutumier - Existence d'une Sous-préfecture - Présence d'une case de palabres à la sous préfecture - Existence de tribunal traditionnel à Lougoye Massouang - Respect de l'organisation sociale traditionnelle par la population
28	Enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 04 lycées

CHAPITRE IV

SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1 Gestion des ressources humaines

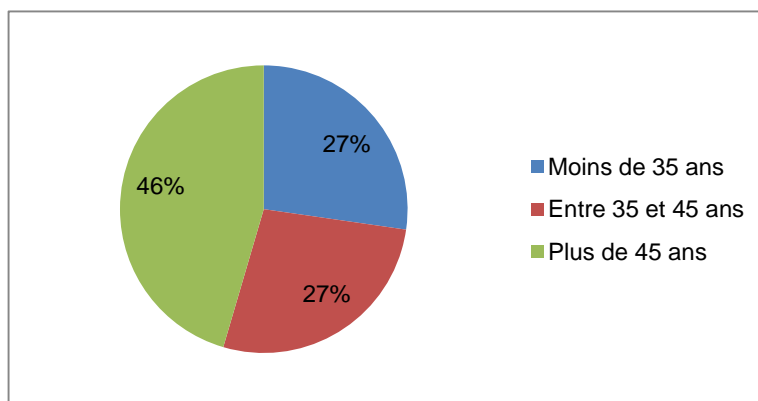
4.1.1.1 Classification du personnel

Le personnel communal est principalement, constitué de 13 personnes, dont 04 contractuels communaux et 09 agents décisionnaires, 01 femme et 12 hommes. Le niveau académique du personnel est bas ; seuls 02 employés ont atteint le niveau du baccalauréat. Sans tenir compte de l'ACD et l'ACF, la moyenne d'âge du personnel est de 48 ans. Près de la moitié des employés communaux ont plus de 45 ans (le plus jeune à 22 ans et le plus vieux 58).

Tableau 8: Liste du personnel communal

N°	Noms et prénoms	Age (ans)	Sexe	Fonction	Qualification de base	Date d'embauche	Type de contrat	Salaire mensuel (F CFA)
1	ANGZAYA Louis	52	M	SG	Diplômé du CEFAM	03/07/2013	Agent contractuel	189 252
2	ADOUMI BAKARI	41	M	RM	Diplômé du CEFAM	01/07/2001	Idem	83 354
3	NGANLAISSOU JULIENNE	/	F	ACF	/		Idem	120 000
4	TINALAO JEAN	/	M	ACD	/		Idem	80 000
5	MITNA GILBERT	49	M	SP	Aide comptable	01/05/1983	Agent décisionnaire	124 114
6	MADI DESTIN	51	M	Agent d'entretien	CEPE	04/12/1981	Idem	71 799
7	OUSMANOU NGANGANG	53	M	Chauffeur	Permis C	01/01/2004	Idem	67 543
8	ASDAKAYE YOUSOUFA	38	M	Chauffeur maire	Permis catégorie B	01/07/1985	Idem	45 494
9	ZILBINKAI	31	M	Domestique	/	01/01/2004	Idem	38 646
10	AWOULAWAR ABOING	58	M	Gardien de nuit	/	01/06/2000	Idem	38 603
11	ATOU POURLOUCK	23	M	Secrétaire d'état civil	BEPC	13/03/12	Idem	50 484
12	NGA PAUL	22	M	Secrétaire RM	BEPC	13/03/12	Idem	50 484
13	MARYA PIERRE	37	M	Agent affecté à la Sous-préfecture	Secrétaire dactylographe		Idem	25 000

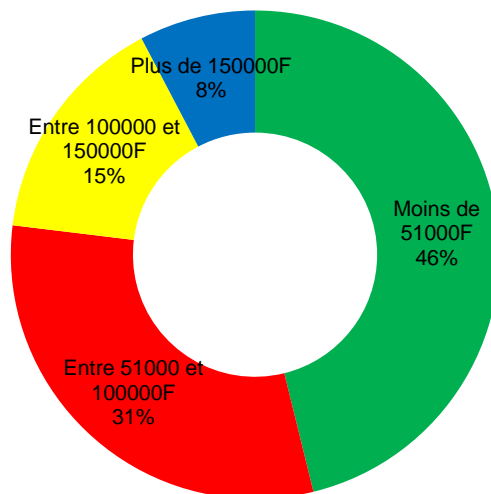
Graphique 3 : Répartition du personnel par tranches d'âges



Le personnel manque de formation surtout dans le domaine informatique où à peine deux personnes ont une maîtrise minimale des logiciels de base (Word, Excel). Le niveau des salaires est également bas. Près de la moitié du personnel perçoit un salaire inférieur ou égal à 50 000 F

CFA, et seule une personne va au-delà de 150 000 F CFA comme le montre le tableau ci-dessous.

Graphique 4: Niveaux de revenus du personnel communal



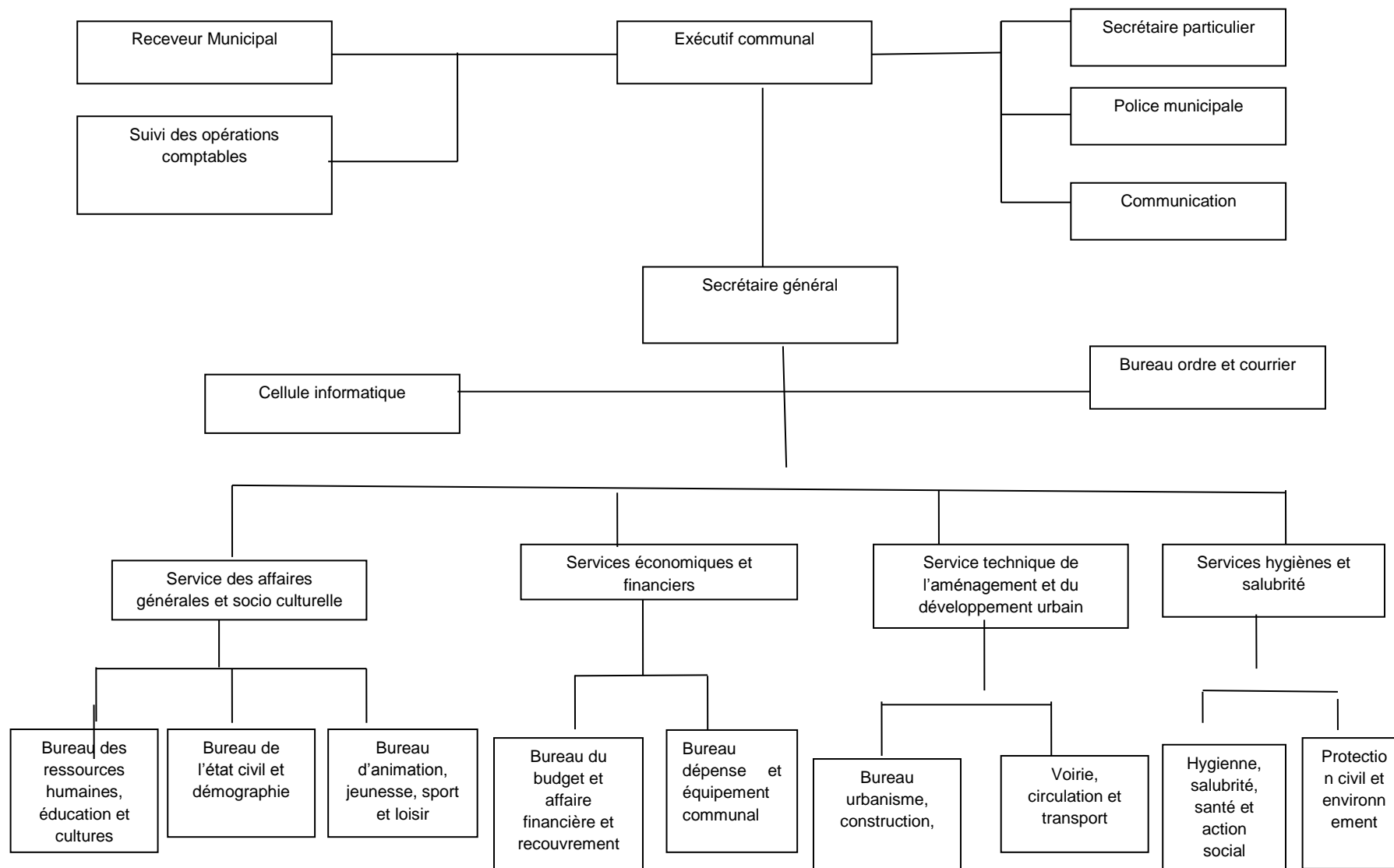
4.1.1.2 Politique de gestion des ressources humaines

Le personnel est représenté par un Délégué du personnel. Cependant, les réunions du personnel restent rares et les procès verbaux (PV) ne sont souvent pas dressés pour celles qui sont tenues. L'on n'y travaille pas suivant un cahier de charges clairement défini. De même, on constate que, la procédure de recrutement n'est pas clairement définie, une absence de manuel de procédures administratives précisant de manière claire le plan d'avancement du personnel, le profil de carrière et l'irrégularité de l'évaluation du personnel.

4.1.1.3 Viabilité organisationnelle et fonctionnement des services

L'organigramme de la Commune peut-être récapitulée par la figure ci-dessous.

Figure 1 : Organigramme fonctionnel de la Commune de Kai-kai



Ainsi, la Commune ne dispose pas de plusieurs services prévus par l'arrêté N° 00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoires les tableaux-types des emplois communaux. Les services manquants sont :

- la comptabilité matière,
- la cellule informatique,
- le bureau d'ordre et du courrier,
- le service technique de l'aménagement et du développement urbain,
- le service social et culturel,
- le service de communication, de coopération et de partenariat local.

Par ailleurs, la Mairie n'est pas dotée d'un système d'archivage digne de ce nom. Il n'y a pas d'archiviste ; chaque bureau organise lui-même la conservation de ses documents, ce qui n'est pas facilité par l'absence d'informatisation.

4.1.1.4 Les organes de la Commune

Le conseil municipal est composé de 35 conseillers, dont 2 femmes, tous militants du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais). La mairie est gérée selon un accord tacite entre les deux cantons que compte la commune, à savoir le canton de Guirvidig et celui de Pouss. Sa composition est présentée dans le tableau ci-dessous

Tableau 9 : Composition du Conseil Municipal de KAÏ-KAÏ

Noms et prénoms	Date de naissance	Sexe	Fonction	Métier	Formation de base	Formation reçue en tant que conseiller
ABBA ENOCH	23/10/1969	M	Maire	Maire	Ingénieur travaux public	Planification communale
TICHEMEN MAWAINA	1962	M	A1	DAMINEPIA	ingénieur de conception	Planification, santé, marché, finance
GALGABA SIMON	1960	M	A2	/	IES	
BELLO EMMANUEL	/	M	A3	/	/	
HASSANA SAIDOU	1970	M	A4	Agro Eleveur	CEPE	
ASSIEMSA JEREMIE	1963	M	CM	Fonctionnaire	Infirmier breveté d'état	
BOUBA SAIDOU	/	M	CM	Agro Eleveur	/	
GAYAÏNA ABRAHAM	/	M	CM	Eleveur	/	
BOUBA DALBA	1962	M	CM	Agriculteur	CE2	
SALI OUMAROU	/	M	CM	Agro Eleveur		
Mme APISSIDI née Assiam	1959	F	CM	Ménagère	CM1	Protection des jeunes filles, mariage précoces (Yagoua 2010)
GOULLA GASPARD	1977	M	CM	enseignant	DIPEN II	Planification communale (PNDP)

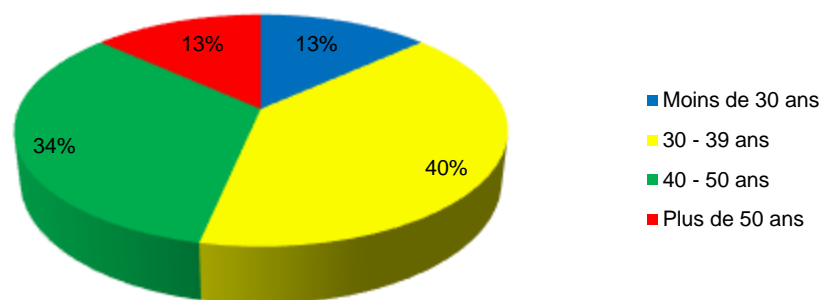
SEHENA SAMUEL	/	M	CM	opérateur économique	/	/
MAHAMAT AHAGALAÏ	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
MAMADI PHILIPPE	1970	M	CM	Fonctionnaire	Instituteur	/
HAMAN OUMAR	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
ADIBE ANDRE	1978	M	CM	Commerçant	/	/
HAMADOU NDJIDDA	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
AZAFOUNKAYE ANDRE	/	M	CM	/	/	/
ADJI OUMAR BAKARI	1980	M	CM	Fonctionnaire/secrétaire dactylographe	Centre départemental	/
HAMADOU SALI	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
IDRISSA SOUALAYE	1969	M	CM	Agriculteurs	/	/
APLATAO PASCAL	/	M	CM	opérateur économique	/	/
OUSMAN ASSAKAL	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
Mme LOUINA Née ASTA ANNE	1970	F	CM	Ménagère	CM2	/
DOREISSOU PASCAL	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
MATI MARKUS	1973	M	CM	Agro Eleveur	BEPC	/
DJIBRILLE OUMAR	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
BACHIR ADOGOYE	/	M	CM	fonctionnaire retraité	/	/
BARA ELEVE	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
HOUDOUOLNA RAPHAEL	/	M	CM	Enseignant	/	/
MOUSSA MAHAMAT	/	M	CM	Agro Eleveur	/	/
DOMO AZAHAO	/	M	CM	chef de 3 ^{ème} degré	/	/
MAMIGUE JEAN	/	M	CM	Député	/	/
SIRA LEON	/	M	CM	journaliste principale	/	/

Source : Secrétariat général de la Commune de Kai-kai

Ainsi, on retrouve plusieurs catégories socio professionnelles au sein du Conseil municipal : fonctionnaires, agriculteurs, éleveurs, commerçants, enseignant. Cela met en évidence une certaine connexion avec les activités économiques de l'espace communal, donc une certaine représentativité des conseillers par rapport à la dynamique économique locale. Mais ils ne sont pas formés et accompagnés pour bien jouer leur rôle.

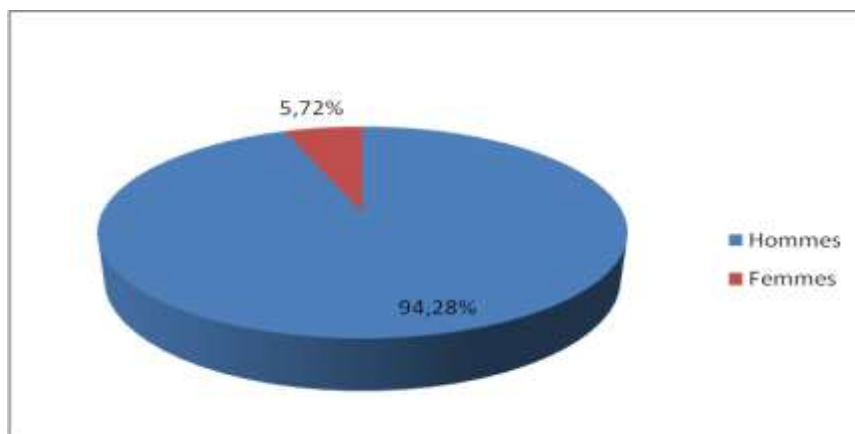
Les informations sur l'âge et le niveau académique des conseillers sont sommaires. L'âge moyen des 15 conseillers dont l'âge est disponible est de 39 ans. La répartition de ces conseillers par tranches d'âges est présentée ci-dessous.

Graphique 5 : Répartition des conseillers municipaux par tranches d'âge



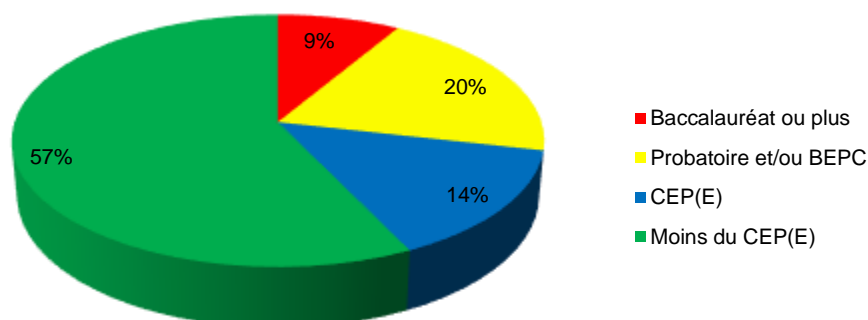
Selon le sexe, nous avons ce graphique qui met en évidence le fort déséquilibre.

Graphique 4 : Répartition des conseillers municipaux par sexe



Seuls 16 conseillers justifient d'un niveau académique minimal (au moins le CEPE), comme le suggère le graphique ci-dessous. Seulement 9% d'entre eux ont au moins le baccalauréat.

Graphique 6 : Niveau académique des conseillers municipaux



En général, le Conseil municipal siège deux fois par an en session ordinaire. La première session, dédiée au vote du compte administratif de l'exercice précédent, est prévue en mars mais se tient

au plus tôt en avril. La deuxième session est prévue en novembre pour le vote du budget. Le Conseil est divisé en quatre commissions techniques placées chacune sous la supervision d'un président ; il s'agit des commissions des grands travaux (11 membres), des affaires sociales (10 membres), des affaires financières (07 membres) et du marketing (07 membres). Au cours du précédent mandat, elles ne sont pas montrées suffisamment fonctionnelles, n'arrivant pas vraiment à se réunir, autant pour l'orientation budgétaire que pour le suivi de l'exécution du budget. Cependant, il n'existe aucun document précisant la composition et les rôles de ces commissions qui semblent non fonctionnelles. En effet, aucun rapport sanctionnant leurs différents travaux des commissions n'a été trouvé.

A la faveur des élections municipales du 30 septembre 2013, le conseil municipal de kaï-kaï n'a pas été grandement modifié et est toujours composé de 02 femmes et 33 hommes

L'exécutif municipal comprend un maire accompagné par quatre adjoints, dont une femme (4^{ème} adjoint). La liste nominative des nouveaux conseillers municipaux est présentée ci-dessous.

Tableau 10: Liste nominative du nouvel exécutif de Kaï Kaï

Noms et prénoms	Noms et prénoms	Noms et prénoms	Noms et prénoms
ASSIEMSYA Geremie (Maire)	OUSMAN ABINANGA	SADJO AIMATI	ADOKAI Albert
WALNANKAYE Esaie (A1)	SIAMA WENDI Calman Levi	BACHIRE ADOGAYE	ATCHOUMFAKAYE André
EVELE Simon (A2)	SEINI Esaie	HOUDOUOLNA Raphael	DARA Gaston
SOUINA Samuel (A3)	ADAMA OUMARIRI	ADOKAI Marc	ASSIDAKAYE
HAOUA MAMAT (A4)	ARINSING ALAO	SERENA épse TCHEKE	KEBLET Albert
NAINA Ernest	Djibrille OUMAR	ABELE Maurice	MISSINANKAI André
EVELE Justin	MOUSSA David	DOMO Silas	YAGOUA
ATCHALTOUANG	AGALGABA Pierre GRENG	HAMANA Jonas	ALIOUM SALI
NDJIDDA Marcel	DJAKNA VINDI André	Etienne DOMO	

4.1.2 Ressources financières

4.1.2.1 Etat des recettes et dépense du Budget et compte administratif

⇒ Structure du budget

Le tableau ci-après présente le budget de la commune de kai-kai sur quelques e

Tableau 11: Budgets de la commune de Kai-kai de quelques années budgétaires:

Année	Budget	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Ratio de fonctionnement	Ratio d'investissement
2012	282550000	134821326	147728674	47,72%	52,28%
2011	495659832	106361259	389298543	21,45%	78,55%
2010	125000000	72902962	52097038	58,33%	41,67%

Sur le plan des prévisions budgétaires, on note une volonté ferme d'orienter les fonds vers l'investissement. Le ratio d'investissement moyen au cours de la période était en effet de l'ordre de 57%, largement au-dessus des prescriptions réglementaires (40%). Le budget global a quant à lui connu une augmentation de plus de 105%, se multipliant presque par 4 entre 2010 et 2011.

Tableau 12: Variation du budget communal.*::

Année	Budget	Recettes de fonctionnement	Recettes d'investissement
2012	282550000	282550000	0
2011	495659832	157345246	338314586
2010	125000000	125000000	0

⇒ Structure des comptes administratifs

Le Taux de recouvrement des taxes

Tableau 13: Evolution du taux de recouvrement des recettes:

Exercice	Recettes prévues			Recettes recouvrées			Taux de recouvrement
	RF	RI	Total	RF	RI	Total	
2012	282550000	0	282550000	154455219	29377571	183832790	65,06%
2011	57345246	338314586	495659832	152267500	34092227	186359727	37,60%
2010	125000000	0	125000000	121152282	0	121152282	96,92%

5 *Source : Comptes administratifs 2010, 2011 et 2012*

Les recettes recouvrées connaissent une hausse progressive ; elles sont passées de 121 à 279 millions F CFA entre 2010 et 2012.

Le Taux d'investissement

Tableau 14: Evolution du taux de réalisation des dépenses:

Exercice	DEPENSES prévues			REALISATION			Taux D'EXECUTION
	DF	DI	Total	DF	DI	Total	
2012	215483935	67063065	282550000	94759734	67063065	161822799	57,27%
2011	389298543	81 089 956	495659832	104543200	81 089 956	185 632 156	37,45%
2010	56 057 865	52097038	125000000	64063065	56 057 865	120 966 742	96,77%

Tableau 15: variation des recettes au cours de la période

	Recette de fonctionnement	Recette fiscale	CAC
2012	154455219	23134000	151000000
2011	152267500	23930000	131900000
2010	121152282	25530000	106804632

En fait, la Commune est largement dépendante des recettes extérieures, qui représentent la grande majorité des recettes globales. Les CAC sont eux en constante augmentation. Ils sont passés de 106 à 151 millions F CFA au cours de la période et constituaient environ 90% des recettes extérieures en 2011

Graphique 7 : Variation des recettes communales au cours de la période

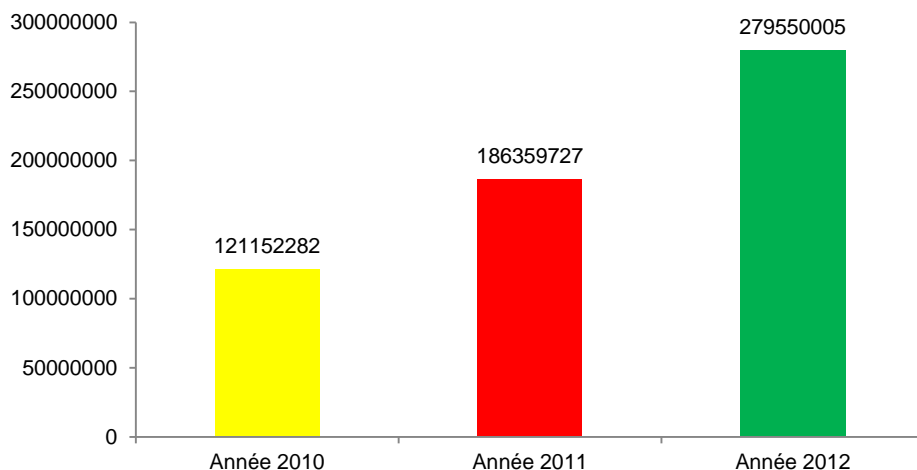


Tableau 16: Analyse des budgets et comptes administratifs:

Eléments	2010 (FCFA)	2011(FCFA)	2012 (FCFA)
Total recettes	121 152 282	186 359 727	183 832 790
Total dépense	120 966 742	185 632 156	161 822 799
Ecart	185 540	72 7571	22 009 991
Taux d'exécution	99,84%	99,61%	88,02%
Recettes			
➤ Recettes de fonctionnement	132 224 800	157345246	282550000
➤ Recettes d'investissement	5 550 000	338314586	0
➤ Recettes propres	1 572 850	0	0
➤ Recettes extérieures	12 774 800	0	0
➤ CAC	106804632	131900000	151000000
➤ Recettes fiscales	25530000	23930000	23134000
➤ Taxes communales indirectes	19 226 000		
➤ Total recettes/habitants	1730,74	2662,280	2626,180
➤ Recettes propres/habitants	22,455	0	
Dépenses			
➤ Dépenses de fonctionnement	64 908 877	104 542 200	94759734
➤ Dépenses d'investissement	56 057 865	81 089 956	67063065
➤ Dépenses de fonctionnement/habitant	927,26	1493,46	1353,71
➤ Dépenses d'investissement/habitant	800,82	1158,42	958,05

5.1.1 Patrimoine Communal

5.1.1.1 Typologie du patrimoine Communal

Le patrimoine communal est constitué de :

- Bâtiments (02 abattoirs à Kaï-kaï et Doreissou, 01 tribune municipale à Kaï-Kaï, 01 centre de santé à Maga, 01 bloc de latrines au sein de la Mairie, 02 hangars de marché à Bégué et Kaï-kaï et une mairie)
- Matériel roulant (02 camions benne de marque Toyota, dont un en très mauvais état et un nouvellement acquis, 01 véhicule tout, 06 motos).

- Matériel d'équipement (01 coffre-fort, 05 armoires et 01 étagère, 01 classeur métallique, 12 bureaux, 16 chaises en bois, 38 chaises en plastique, 06 fauteuils, 02 marmites, 25 plats et 05 plateaux, 01 amplificateur, 02 émetteurs micro, 02 ensembles baffle mixte, 02 groupes électrogènes).
- Matériel de bureau (02 ordinateurs portables et 01 machine à écrire, 02 agrafeuses, 02 cachets ronds, 05 cachets rectangulaires, 01 dictionnaire, 01 perforateur métallique, 01 poubelle en plastique).

Toutefois, le sommier est flou et dispersé dans divers documents. Le personnel n'est pas formé en techniques de gestion du patrimoine communal.

Tableau 17: sommier du patrimoine communal de kaï-Kaï:

Nature du bien	Nbre	Ancienneté	Valeur d'acquisition	Etat actuel (observation)	Lieu d'affectation
Abattoirs	02	2002 2002	2.350.000 1.000.000	Bon état	Kaï-Kaï Doreissou
Tribune municipale	01	2002	10.982.096	Bon état	Kaï-Kaï
Centre de santé	01	2007	14.000.000	Bon état	Maga
Toilette	01	2006	400.000	Mauvais	Mairie de Kaï-Kaï
Hangars de marché	02	2004 2005	6.000.000 9.600.000	Bon état Bon état	Bégué marché Kaï-Kaï
Hôtel de ville	01	2009			Mairie
Coffre-fort	01	2008			Mairie
Armoires en bois rouge 2 battants	05	2009	500.000	Bon état	Mairie
Bureaux en bois rouge	02	2009	26.000	Bon état	Mairie
Bureaux en bois rouges 6 tiroirs	06	2009	180.000	Bon état	Mairie
Bureau en bois rouge 2 tiroirs	01 01	2009	75.000 120.000	Bon état	Mairie
Bureau en bois rouge 4 tiroirs	01	2009	150.000	Bon état	Mairie
Bureau en bois rouge 1 tiroir	01	20010	70.000	Bon état	Mairie
Chaises en bois rouge fond rembourré mousse	03	2009	60.000	Bon état	Mairie
Chaises en bois rouge	13	2007	130.000	Bon état	Mairie
Chaises en plastique	38	2005	266.000	Mauvais état	Mairie
Chaises en plastique	33	2009	396.000	Bon état	Mairie
Classeur métallique 3 clapets	01	2007	50.000	Bon état	Mairie
Etagère en bois blanc 4 niveau	01	2009	50.000	Bon état	Mairie
Fauteuil métallique TRFD	01	2009	250.000	Bon état	Mairie
Fauteuils métalliques FD rembourré avec accoudoir	03	2009	750.000	Bon état	Mairie
Fauteuils	02	2009	86.000	Bon état	Mairie
Marmites aluminium traditionnelle	02	2009	50.000	Bon état	Mairie
Plats	25	2009	12.500	Bon état	Mairie
Plateaux	5	2009	30.000	Bon état	Mairie
Amplificateur	01	2009	250.000	Bon état	Mairie
Balaie	50	2009	175.000	Bon état	Mairie
Brouettes	02	2009	110.000	Bon état	Mairie
Emetteur micro	01	2009	1.000	Bon état	Mairie
Emetteur micro (2 câbleurs +1 fixe)	01	2009	90.000	Bon état	Mairie
Ensembles baffle mixte	02	2009	180.000	Bon état	Mairie
Groupe électrogène marque figer	01	2009	95.000	Bon état	Mairie
Groupe électrogène	01	2009	205.000	Bon état	Mairie
Ordinateurs portables	02	2009	900.000	Bon état	Mairie
Pelles rondes	05	2009	35.000	Bon état	Mairie
Pioches	04	2009	20.000	Bon état	Mairie
Ramasse feuilles	47	2009	117.500	Bon état	Mairie

Râteaux	54	2009	216.000	Bon état	Mairie
Sceaux en plastique	05	2009	17.500	Bon état	Mairie
Trépied	01	2009	38.000	Bon état	Mairie
Kit trépied micro	01	2009	75.000	Bon état	Mairie
Kit enceinte 01 mixeuse		2009	300.000	Bon état	Mairie
Trépieds pour baffle mixte	02	2009	100.000	Bon état	Mairie
Camion benne N°0059A Toyota	01	2009	70.000.000	Bon état	Mairie
Camionnette Toyota châssis DA hulux double cabine	01	2009	1.500.000	Bon état	Mairie
Camion benne Toyota châssis DA116111990 CE 4226R	01	2009	80.000.000	Bon état	Mairie
Motos Suzuki loncm lx100 châssis N°5478862732 couleur bleue	02	2009	1.000.000	Bon état	Mairie
Motocyclette de marque Oklink de cylindrée	02	2009	900.000	Bon état	Mairie
Motocyclette de marque Oklink de cylindrée 125	02	2009	1.500.000	Bon état	Mairie
Agrafeuses BB	02	2009	20.000	Bon état	Mairie
Cachets ronds	01 01	2009	10.000 15.000	Bon état	Mairie
Cachets rectangulaires	05	2009	50.000	Bon état	Mairie
Dictionnaire robert	01	2009	30.000	Bon état	Mairie
Perforateur métallique	01	2009	10.000	Bon état	Mairie
Poubelle en plastique	01	2009	3.000	Bon état	Mairie

Ce patrimoine très peu fourni ne comporte aucune ressource foncière. Le matériel roulant ne fait pas l'objet de procédures de gestion clairement définies, ce qui entrave sa rentabilité. Par conséquent, il est urgent non seulement de penser à l'acquisition du matériel roulant en rapport avec les missions dévouées à la commune de kaï-Kaï.

5.1.2 Gestion des relations

Les institutions et organisations avec lesquelles la Commune est en relation sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 18: Liste des institutions et organisations entretenant une relation avec la Commune

Nature	Nombre	Type de relations	Domaines d'activités	Zone d'intervention	Etat des relations avec la commune
Préfecture du Mayo-Danay	01	Collaboration	Administration territoriale	Département du Mayo-Danay	Bonne relation. Préfet très souvent sollicité lors des sessions du conseil et pour l'approbation du contenu du budget et du compte administratif
Sous-préfecture	01	Collaboration	Administration territoriale	Arrondissement de Kaï-kaï	Bonne relation. Sous préfet très souvent sollicité lors de la diffusion des messages à travers les autorités traditionnelles. Sous préfet présent lors des sessions du conseil
Délégation d'arrondissement du MINADER	01	Collaboration et appui technique	Développement des activités agricoles et appuis des agriculteurs	Tous les villages de l'arrondissement	Bonne relation. Délégué très impliqué dans la sensibilisation des populations
Délégation d'arrondissement du MINEPIA	01	Collaboration et appui technique	Développement des activités d'élevage et pêche, et		Bonne relation. Délégué fortement impliqué dans la mobilisation des pêcheurs et éleveurs et

			appuis des éleveurs		la diffusion des informations
Inspection d'arrondissement de l'Education de Base	01	Collaboration, appui technique et financier	Développement et appui au système éducatif primaire et maternel		Bonne relation. Délégué fortement sollicité dans la construction des édifices scolaires et la dotation des écoles en matériels didactiques
Chef de poste forestier	01	Collaboration et appui technique	Promotion des affaires sociales		Relations distantes
Chef de centre santé (CMA de KAI KAI)	01	Collaboration et appui technique	Promotion de la santé	Kaï-kaï, Madalam, Doreissou, Bégué plam, Dillia Djafga, Doukroye, Manga,	Bonne relation. Chef de centre constamment sollicité pour les problèmes sanitaires dans l'arrondissement.
Lycées, CES et CETIC	07	Collaboration, appui technique et financier	Enseignements secondaires	Kaï-kaï, Madalam, Doreissou, Bégué plam, Doukroye	Bonnes relations. Contributions de la Commune à la participation aux jeux FENASSCO, au conseil de gestion des établissements
Brigade de gendarmerie	01	Collaboration et appui technique	Sécurité et Maintien de l'ordre	Tout le territoire communal	Bonnes relations : appui au recouvrement
Chefferies	26	Collaboration et appui technique	Administration locale	Tout le territoire communal	Bonnes relations : les chefs sont impliqués dans les activités nécessitant une mobilisation sociale
FEICOM	01	Collaboration et appui technique	Financement de microprojets de développement	Tout le territoire communal	Bonnes relations
PNDP	01	Collaboration et appui technique	Développement participatif et communal	Tout le territoire communal	Relations mitigées : méfiance liée à la non mise en œuvre des anciens projets
Congrégations religieuses (musulmane, chrétiennes)	04	Collaboration et appui technique	Activités religieuses	Tout le territoire communal	Bonnes relations : elles interviennent dans la mobilisation sociale

Source : Entretiens avec le maire et l'ACD

Il ressort que la commune de Kaï-Kaï n'a pas développé une relation de jumelage avec d'autres communes voisines, mais elles entretiennent de bonne relation basé sur l'utilisation du matériel roulant. La relation intercommunale est faible. La collaboration intercommunale est faible. En réalité la mairie ne collabore presque pas avec le CVUC.

5.1.3 Forces et faiblesses

Tableau 19: Matrice des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la Commune

Axes d'analyses	Forces	Faiblesses
Ressources humaines	SG et RM bien formés -Personnel communal volontaire	Organigramme non fonctionnel -Système communal de documentation non informatisé -Faible responsabilisation du personnel et des Adjoints au Maire -Faible niveau de base du personnel et absence d'un personnel technique qualifié -Absence d'un plan de carrière au sein de la Commune -Absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel

		-Insuffisance de formations à l'endroit du personnel et des conseillers -Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal -Faible fonctionnalité des commissions techniques du conseil municipal Faible niveau scolaire de la majorité des CM Faibles exploitation des ressources naturelles
Ressources patrimoniales	Diversité des biens communaux -Présence d'un agent de suivi	Absence de système de mise à jour du sommier du patrimoine communal -Personnel non formé aux techniques de gestion du patrimoine -Insuffisance du matériel de bureau et du matériel informatique -Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal -Concentration du patrimoine communal dans l'espace urbain -Faible efficacité du système de mobilisation des recettes -Absence de plan d'occupation des sols Non disponibilité du document sur le plan d'occupation des sols
Ressources financières	Nombre élevé de contribuables -Présence de personnels formés à la fiscalité communale (ACF, RM) -Forte mobilisation du personnel communal autour du recouvrement des recettes	-Absence de système de mise à jour du fichier de contribuables -Système communal de documentation non informatisé Incivisme fiscal -Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal -Insuffisance du nombre d'agents percepteurs -Absence de plan de travail et de cahier de charges pour les agents percepteurs
Gestion des relations	Entretien de relations fortes et étroites avec les autorités traditionnelles et les congrégations religieuses, administratives	Faible diversification des partenaires étrangers -Insuffisance de ressources humaines aptes à la recherche et la valorisation des partenariats -Irrégularité des relations avec les sectoriels

Source : entretien du terrain

5.1.4 Pistes d'actions prioritaires

Ressources humaines

- Organiser les réunions de l'Exécutif sur une base mensuelle
- Organiser les réunions de bureau sur une base mensuelle
- Informatiser le système de documentation et de conservation des archives
- Elaborer et mettre en œuvre l'organigramme de la Commune conformément aux orientations réglementaires
- Recruter du personnel qualifié conformément aux orientations réglementaires
- Former les chefs de bureaux en techniques de gestion du personnel
- Former l'ensemble du personnel à l'utilisation des logiciels informatiques de base (Word, Excel, Powerpoint, Internet Explorer)
- Former les chefs de bureau aux techniques de rédaction administrative
- Former les conseillers municipaux aux questions relatives à l'encadrement réglementaire de la décentralisation
- Mettre à la disposition des conseillers des textes régissant leurs attributions
- Elaborer le règlement intérieur du personnel communal

Ressources patrimoniales

- Mettre à jour le sommier du patrimoine communal
- Construire les hangars des marchés pour augmenter les recettes de la Commune

- Aménager l'abattoir communal
- Former le personnel technique clé à la gestion du patrimoine communal
- Construire et équiper une bibliothèque communale

Ressources financières

- Systématiser l'utilisation des tickets pour le paiement des recettes dans les marchés
- Actualiser le fichier de contribuables
- Elaborer, actualiser et suivre la mise en œuvre du plan de travail de chaque agent percepteur
- Former les agents percepteurs et les membres du service financier à la fiscalité locale
- Mettre en place un système de motivation du personnel chargé du recouvrement

Gestion des relations

- Recenser les programmes et projets de développement potentiellement utiles pour la Commune
- Concevoir le site web de la Commune
- Construire le babillard et le mettre régulièrement à jour
- Nouer des partenariats avec les communes locales, nationales et étrangères
- Préparer des projets de développement à présenter aux potentiels partenaires (constituer une banque des idées de projet)

4.2 Synthèse des données sur la petite enfance

Tableau 20: Synthèse des données sur la petite enfance :

Domaines	Etats des lieux	Objectifs généraux	Principale activité à mener	Responsables et partenaires d'exécution	Villages concernés
Enregistrement des naissances	Environ 65% des enfants ont un acte de naissance Faible déclaration des naissances	-Garantir aux enfants leur citoyenneté	Etablir un acte de naissance à tous les enfants	Maire (Chef Service Etat-civil) ; CMA de KAI KAI	Tous les villages
Prévention du paludisme	Environ 5% des enfants dorment dans une moustiquaire 60% des femmes enceintes sont protégées contre le paludisme	Réduire la charge palustre dans la commune	Distribuer des moustiquaires aux femmes enceintes et aux mères Sensibiliser les femmes à l'utilisation des moustiquaires imprégnées Organisation des campagnes de lutte pour la destruction des zones d'incubation de l'anophèle, vecteur du paludisme	Maire (Chef de Service Etat-civil) ; CMA de KAI KAI	Tous les villages
Nutrition	10% des mères maîtrisent les méthodes de nutrition des enfants	Améliorer l'état nutritionnel de la petite enfance	Organisation de campagnes de sensibilisation des femmes sur les méthodes de nutrition des enfants	Maire (Chef de Service Etat-civil) ; CMA de KAI KAI	Tous les villages
Eau, hygiène et assainissement	30% des enfants ont accès à l'eau potable 70% des enfants souffrent de maladies hydriques	Faciliter l'accès des enfants à l'eau potable	Construire un (1) forage dans chaque village Organiser des campagnes de vulgarisation des méthodes de potabilisation de l'eau à domicile	Maire (Chef de Service Etat-civil) ; CMA de KAI KAI	Tous les villages
VIH/SIDA	30% des mères maîtrisent leur statut sérologique Eloignement du CTA/UPEC	Protéger les enfants contre le VIH-SIDA	Organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage des femmes enceintes contre le VIH/SIDA	Maire (Chef de Service Etat)	Tous les villages
Vaccination	50% des enfants sont vaccinés contre les différentes maladies	Renforcer le dispositif de protection des enfants contre la contamination des maladies infectieuses et endémiques	Organisation de campagnes de sensibilisation des femmes enceintes et des jeunes mères sur les périodes de vaccination des enfants	Maire (Chef de Service Etat)	Tous les villages
Education préscolaire	30% des enfants de 03 à 05 ans sont scolarisés	Faciliter l'accès à l'éducation des jeunes enfants	Création et construction de 36 écoles maternelles	MINEDUB ; Maire	Tous les villages

Synthèse des données sur les changements climatiques

Tableau 21: Tableau synthèse de la fiche des problèmes liés au changement climatique niveau communal :

Secteurs	Tendance	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité adaptation	Solutions envisagées	Villages concernés
Agriculture	Arrivée tardive des pluies	Erosion Baisse de la pluviométrie	Perturbation du calendrier agricole	Moyen	Utilisation de semences améliorées - Pratique de la jachère - Plantation des arbres fruitiers autour des concessions - La floraison du kapokier - Réduction de la coupe anarchique des arbres - Réduction de la culture du brûlis - Lutte contre les feux de brousse	Vulgariser les semences adaptées Vulgariser les techniques agro écologiques protégeant le sol Vulgariser les variétés agricoles résistantes Formation des producteurs en techniques modernes de production agricole (Organisation de 02 séminaires de formation au niveau communal par an pendant 03 ans) Appui à la structuration et la redynamisation de la coopérative	Tous les villages
Elevage, pêches et industries animales	Augmentation de la température ambiante	Raréfaction progressive des zones de pâturage	Conflits entre éleveurs et agriculteurs	Moyen	- Présence d'une grande rivière riche dans le village - Vaste zone de pâturage	Construire des champs fourragers Délimiter les zones de pâturage - Organiser les pêcheurs - Créer des étangs piscicoles - Construction des abreuvoirs - Apport d'un vétérinaire - Sensibiliser la population sur les techniques d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques	
Santé	Augmentation de la température ambiante Baisse progressive de la pluviométrie	Appauvrissement progressif de la nappe phréatique Tariement des sources en saison sèche	Taux de prévalence élevé des maladies hydriques	Elevé	Présence de cours d'eau permanents	Construction de forages Organiser des campagnes de vulgarisation des techniques de potabilisation d'eau - Etablir des partenariats entre le CMA, la commune et le CODASCARITAS ; - Sensibilisation sur l'importance de faire les examens sur la gestion durable des ressources forestières - Construire les points de vente des médicaments	
Eau et assainissement	Augmentation de la température ambiante Baisse progressive de la pluviométrie	Appauvrissement progressif de la nappe phréatique Tariement des sources en saison sèche	Taux de prévalence élevé des maladies hydriques	Elevé	Présence de cours d'eau permanents	Construction de forages Organiser des campagnes de vulgarisation des techniques de potabilisation d'eau - Aménagement des sources - Construction des pompes à motricité humaine	
Forêts et faune	Augmentation de la température ambiante	Réduction des espaces forestiers	Raréfaction du gibier et d'espèces ligneuses	Elevé	Existence de forêts sacrées	Sensibilisation sur la gestion durable des ressources faunique et floristique Reboisement Création d'une pépinière communale sensibilisation sur la gestion durable de la forêt et des ressources naturelles Intensifier le reboisement des plants	

4.3 Synthèse des problèmes du VIH/SIDA

Villages	Comportement à risque	causes	zones à risque
Tous les villages et l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport sexuel non protégé - vagabondage sexuel - utilisation des instruments souillés - viols - polygamie ; - vagabondage sexuel - infidélité - Habillement extravagant - Viol - Alcoolisme - Prostitution - Refus d'utiliser les préservatifs par certains partenaires dans les foyers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Délinquance juvénile - Utilisation des drogues (Tramol) - Mauvaise compagnie - Honte d'achat des préservatifs - Pression de la culture - Sous scolarisation - Absence de dépistage - Non croyance au SIDA - Utilisation des objets souillés - Prostitution (recherche d'argent) - Non utilisation des préservatifs - Manque d'éducation sexuelle - Insuffisance de l'éducation liée au fléau - Absence de structure d'encadrement - Insuffisance de revenu - Habillement extravagant - Infidélité - Absence de dépistage - Eloignement des centres de dépistages. - Transmission mère enfant - Ignorance du statut sérologique - Utilisation des lames souillées pour la scarification - Transfusion sanguine 	<ul style="list-style-type: none"> - Quartiers reculés - Petits bars - Les savanes éloignées - Les maisons abandonnées - Bars pour les boissons modernes - Vidéo club - Brousse - Sources éloignées - Guérisseurs lors des consultations traditionnelles - Plantation - Stades - Marché - Auberge - Boîte de nuit - Point d'eau éloignée - Buvette à boissons locales - Eglise - Champs éloignés

Tableau 22: Synthèse et besoins des populations vulnérables

Groupe vulnérable	Activités menées	Atouts	Problèmes rencontrés	Besoins exprimés	Solutions envisagées
Handicapés	Petit commerce Restaureurs Enseignement Call boxeur Agriculture	Existence d'aides ponctuelles des membres de la famille et des populations	Manque d'appui aux handicapés Faible prise en compte des handicapés Sous scolarisation Manque d'encadrement Absence des cartes d'invalidité Eloignement des services du centre des affaires sociales Manque d'organisation et d'association Absence d'un comité d'aide aux personnes handicapées Absence de recensement Difficulté de subvenir aux besoins Abandon à leur sort Faible connaissance des services publics Difficulté d'accès aux pièces d'invalidité	Faciliter la scolarisation des personnes vulnérables Facilitation de l'accès aux services des affaires sociales Recensement des personnes vulnérables Etablissement des cartes d'invalidité Construction d'un centre d'affaire sociale Prise en charge des personnes vulnérables Appui à la structuration des associations de personnes handicapées Sensibilisation de la population sur les services des affaires sociales	Aide matériel Etablissement de carte de vulnérabilité Recensement de personnes handicapées, Affectation du personnel des affaires sociales Equiper les services des affaires sociales Renforcement de capacité Appui des personnes handicapées à l'obtention de cartes d'invalidité
Orphelins	Petit commerce	Accès à l'éducation -Existence de la proche famille Prise en charge par la famille Milieu propice à la création des activités génératrices de revenus	Malnutrition Faible scolarisation Manque d'encadrement Faible prise en charge Difficulté de subvenir aux besoins Absence de structure d'encadrement des orphelins Pauvreté de la famille Difficulté d'accès aux services des Affaires Sociales Délinquance juvénile Ignorance des opportunités s'offrant aux personnes vulnérables Manque d'identification des orphelins Difficulté d'accès aux soins de santé	Facilitation de l'accès à la scolarisation Orientation / suivi scolaire et professionnel Faciliter l'accès des orphelins aux soins de santé Appui financier et formation aux petits métiers Faciliter l'accès aux services des affaires sociales Création des activités génératrices de revenus pour les orphelins Appui à la prise en charge des fournitures et frais de scolarité	Faciliter l'accès aux services des affaires sociales Création d'un champ communautaire pour personnes vulnérables Rapprochement des services du MINAS Mise en relation avec les programmes d'aides aux personnes vulnérables Création d'une structure d'encadrement des orphelins Recensement des orphelins Appui à la scolarisation des orphelins
Veuves	Cultivatrice, Commerce Elevage domestique du petit bétail Jardinage	Soutien des membres de la famille Existence des terres cultivables Milieu propice au développement des AGR Vie en famille	Manque de moyen financier Eloignement des services du MINAS Insuffisance des moyens financiers pour assurer la scolarité des enfants Pauvreté Insuffisance de soutien moral Ignorance des services des affaires sociales Difficile épanouissement de la veuve	Appui financier Scolarisation des enfants Recensement des veuves Rencontrer le responsable du centre des affaires sociales Sensibilisation des veuves sur leurs droits Encadrement Formation et création	Renforcement de capacité et encadrement Appui financier et matériel Recensement exhaustif des veuves Améliorer la qualité de la production agricole Appui moral et

			Absence d'identification des veuves Faible considération au sein de la famille Accès réduit à la terre	des AGR Appuis financiers pour la prise en charge des enfants Matériel agricole	financier aux veuves pour le financement de leurs activités. Formation sur les activités génératrices de revenus Organisation des veuves en associations
Vieillards	Aucune activité	Existence de la famille proche Prise en charge par la famille	Absence d'appui aux personnes âgées Difficulté d'accès aux soins de santé Sous-alimentation des personnes âgées Marginalisation Absence de suivi médical Absence d'un service social d'aide et d'assistance	Prise en charge Faciliter l'accès des personnes âgées aux soins de santé Suivi et encadrement régulier Recensement et identification Soins de santé Appui financier	Mise en place d'un système d'encadrement et d'assistance aux personnes du troisième âge Recensement des personnes âgées Equiper des centres de santé Création d'un centre social adapté aux besoins des personnes âgées
Enfants de la rue	Mendicité Plongeurs dans les restaurants	-Prise en charge par la famille	Non prise en charge par les services sociaux Non identification des orphelins Absence de structure d'encadrement des orphelins Insuffisance d'appuis pour la scolarisation	- Recensement des orphelins - Appui à la scolarisation des orphelins - Création d'une structure d'encadrement des orphelins	- Recensement des orphelins - Appui à la scolarisation des orphelins - Création d'une structure d'encadrement des orphelins
Aveugles et mal voyants	Aucune activité	Prise en charge par la famille	Manque de prise en charge par les services sociaux Sous-alimentation Sous-scolarisation Manque d'assistance (aide matérielle et financière) des services sociaux	Aide matériel (Cannes, lunettes) Suivi médical et social Apprentissage de l'écriture braille	Aide en canne blanche Aide financière Suivi médical et social Apprentissage de l'écriture braille
Sourds muets	Agriculture Elevage Petit commerce Artisanat	Prise en charge par la famille	Absence de prise en charge par les services sociaux Sous-scolarisation Difficulté d'insertion socioprofessionnelle Manque d'assistance des services sociaux	Suivi médical et social Apprentissage du langage des sourds muets Appui financière aux activités Encadrement technique aux activités artisanales	Aide financière au développement des AGR Suivi médical et social Apprentissage du langage

Tableau 23: Synthèse sur les populations Bororos

Village	Type de populations	Nombre	Activités menées	Atouts	Problèmes rencontrés	Besoins exprimés	Solutions envisagées
Manga, Gabarairou Manga, Doukroye, Djoffa, Kamas, Massouang, Vagandja, Magayel, Silla	Bororo	1000	Elevage Agriculture Commerce des produits laitiers Petit commerce	-Cheptel important -Elevage sentimental Résident permanant, possession de champs Connaissance profonde de la savane et de son potentiel naturel	Difficulté d'accès aux soins de santé Accès difficile à l'éducation pour les enfants Manque d'abreuvoir pour le bétail Difficulté d'approvisionnement en vaccin et remèdes pour le bétail Non considération par les autres groupes sociaux Conditions de vie précaires Absence de CNI pour les parents Absence d'acte de naissance Absence de semences améliorées et de matériels agricole Faible intégration sociale	Prise en compte de leurs droits et devoirs Appui à l'établissement des actes de naissance et cartes nationale d'identité Sensibilisation des parents bororos pour la scolarisation de leurs enfants Construction de Centre de santé Construction d'école	Recensement des familles bororos Création d'une association de bororos Action de plaidoyer pour la prise en compte des droits des populations Bororos Favoriser l'accès à l'éducation des jeunes Bororos Formation de sages femmes bororos Sensibilisation pour une bonne intégration

4.4 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 24 : Principaux problèmes consolidés par secteur

Secteur Agriculture et développement rural

Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés	Villages concernés
Faible productivité agricole	Faible niveau de maîtrise des techniques modernes de production agricole	-Faibles revenus des producteurs -Abandon de certaines cultures -Pauvreté -Exode rural	Formation et encadrement des agriculteurs sur les nouvelles techniques culturales, les méthodes de conservation et de transformation post-récolte	Tous les villages et l'espace urbain
	Facteurs de production ont un faible rendement (produits phytosanitaires, semences) de qualité		Mise en place et aménagement d'un magasin de vente / distribution de semences améliorées et d'intrants agricoles par les opérateurs privés	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible capacité financière pour le développement des activités agricoles		Appui à la mise en place d'une caisse villageoise d'appui au financement des producteurs	Tous les villages et l'espace urbain
	Insuffisance d'encadrement par les acteurs institutionnels (DAADER, chefs de poste agricole)		Construction et équipement de 5 postes agricoles	Kaï-kaï, Doreissou, Manga, Dafga, Madalam
			Affectation d'un personnel d'encadrement dans chaque poste agricole	
	Nombreuses pertes post-récolte		Construction d'un magasin de stockage/conservation	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible structuration des GIC et organisations de producteurs		Appui à la structuration et la redynamisation de la coopérative agricole	Espace urbain
Accompagnement des GICs et autres organisations de producteurs à leur transformation en coopérative agricole spécifique				

Secteur Elevage, pêches et industries animales

Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins	Villages concernés
Faible productivité des ressources animales et halieutiques	Encadrement technique insuffisant des éleveurs locaux	<ul style="list-style-type: none">-Réduction du cheptel-Exposition des consommateurs aux maladies-Faible niveau de développement des activités d'élevage-Faible niveau de revenus des producteurs	Réhabilitation et équipement de la délégation d'arrondissement du MINEPIA	Kaï-Kaï
	Faible couverture des services vétérinaires		Construction d'un centre zootechnique de contrôle sanitaire et vétérinaire	Kaï-kaï, Doreissou, Manga, Djafga
	Accès difficile aux intrants et matériels d'élevage		Construction d'un magasin de stockage de produits alimentaires pour le bétail, d'intrants et matériels d'élevage	Doukroye, Kaï-Kaï, Vagandja
	Faible organisation des éleveurs		Appui à la structuration des associations et GIC des éleveurs	Vagandja, Doukroye centre, Manga, Gabarairou, Djoffa, Silla, Kamas, Barkaya, Mihao, Doreissou, Magayel
			Appui à la création de 3 coopératives d'éleveurs pour la production, la transformation et de commercialisation des produits	Doukroye, Kaï-Kaï, Doreissou
	Accès difficile à l'eau pour l'abreuvement des bêtes		Création et construction d'une mare artificielle ou point d'eau pastoral	Manga, Doukroye Centre, Gabarairou, Yougougoura, Yougou, Djoffa, Magayel, Vagandja, Silla
	insuffisance des infrastructures de suivi des animaux (abattoir, parc vaccinogène, parc à bétail		Construction et équipement d'un abattoir moderne	Kaï-Kaï
			Construction d'un parc vaccinogène	Kaï-Kaï
				,
	Difficulté d'écoulement de la production de poisson		Construction d'un débarcadère pour les pêcheurs	Kaï-Kaï
			Construction d'un parc à bétail pour le suivi sanitaire des animaux	Tous les villages et l'espace urbain
			Construction et équipement de 5 magasins de conditionnement et de conservation du poisson	Kaï-kaï, Kéléo, Dougui, Yangha, Doreissou
Faible maîtrise des techniques d'embouche moderne	Organisation de sessions de renforcement des capacités des éleveurs aux techniques modernes d'élevage	Vagandja, Doukroye centre, Manga, Gabarairou, Djoffa, Silla, Kamas, Barkaya, Mihao, Doreissou, Magayel		
	Renforcement des capacités des pêcheurs en techniques modernes de pisciculture et de création des étangs piscicoles	Madalam Djaroua, Mogozi, Mbouktang, Dama Centre, Dama Dava, Nguidouang, Barkaya, Dedeke, Kaï-KaïSabongari, Kaï-KaïGolonbaye, Mihao, Massouang, Lougoye Massouang, Yangha, Kamas, Kalak, Dougui, Houmi, Malia, Plam, Tchomo, Waka, Doreissou centre, Waria, Koko. Balqam		

Secteur Santé

Problème central	Principales causes	Effets principaux	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Absence de centre de santé au village	<ul style="list-style-type: none">-Mauvaise prise en charge des malades-Recours aux médicaments de la rue et traitements douteux-Expansion des accouchements à domicile-Persistance des maladies-Expansion de la pratique de l'automédication-Dégradation de l'état de la santé des populations-Faible respect des règles d'hygiène-Pertes en vies humaines-Prise en charge tardive des malades-Dépenses supplémentaires en frais de transport	Création et construction de 27centres de santé	Madalam Djaroua, Mogozi, Sadamakou, Mbouktang, Dama Dava, Nguidouang, Barkaya, Dedeke, Mihao, Massouang, Lougoye Massouang, Baria Godjo, Vagandja, Yangha, Magayel, Djoffa, Keleo, Silla, Kamas, Kalak, Dougui, Houmi, Malia, Koko, Balgam, Gabarairou,
	Insuffisance de personnel médical qualifié		Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation de personnel qualifié supplémentaire (dentiste, ophtalmologue, gynécologue, pédiatre, généraliste, 12 IDE, 10 IB, 9 infirmières accoucheuses, 9 aides soignants, 6 matrones, 7 comis)	Kaï-Kaï Golombaye (1 M, 3 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Matrone), Doreissou centre (1 M, 2 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Matrone, 1 Comis), Manga centre(1 IDE, 2 IB, 1 AS, 1 Matrone), Bégué (1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Matrone, 1 Comis), Madalam Dilia (1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Matrone, 1 Comis), Waka(1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Comis), Doukroye centre(1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Comis), Dama centre (1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Matrone, 1 Comis), Waria(1 IDE, 1 IB, 1 AS, 1 Comis)
	Parcours de très longues distances vers les villes voisines pour achats des médicaments		Approvisionnement des centres de santé en médicaments	Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria
	Faible capacité d'absorption des demandes en réalisation danalyses		Equipement de 8 centres de santé en laboratoire d'analyses	Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria
	Nombreuses évacuations risquées pour les cas d'intervention d'urgence		Equipement de 9 centres de santé en une voiture d'évacuation chacun	Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria
	Détérioration des produits réactifs, des vaccins et médicaments divers		Equipement de 9 centres de santé en groupes électrogènes chacun	Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria
	Conditions hygiéniques précaires		Construction de 9 blocs de 3 latrines au sein des centres de santé	Kaï-Kaï Golombaye , Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria
			Construction de 9 forages au sein des centres de santé	Kaï-Kaï Golombaye (1), Doreissou (1), Manga centre (1), Bégué (1), Madalam Dilia (1), Waka (1), Doukroye centre (1), Dama centre (1), Waria (1)
Aménagement de 9 dispositifs de traitement des déchets au sein des centres de santé		Kaï-Kaï Golombaye (1), Doreissou (1), Manga centre (1), Bégué (1), Madalam Dilia (1), Waka (1), Doukroye centre (1), Dama centre (1), Waria (1)		

Secteur Travaux publics

Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté de déplacement en direction et au sein de l'espace communal	Mauvais état des routes	<ul style="list-style-type: none"> -Coût élevé des moyens de transport -Déplacement difficile des biens et des personnes -Perte post récolte Difficulté d'écoulement des produits 	Entretien/réhabilitation des routes principales	Tous les villages et l'espace urbain
			Reprofilage des routes principales	Kéleo- Kaï-Kaï (16 km), Doreisou-Dougui (11 km), Gabarairou- Kaï-Kaï (30 km); sadamakou-barkaya (25 km), sadamakou-Doukroye (20 km)
			Bitumage de l'axe reliant Kaï-Kaï aux chefs lieux de département	Kaï-Kaï - Yagoua (46 km); Kaï-Kaï – Maroua (60 km); Kaï-Kaï – Maga (40 km)
	Existence de nombreux points critiques entre les villages		Construction de 4 ponts	Dama, Madalam, Doreissou, Kamas (sur le Mayo Nguerleo)
	Mauvais entretien des routes		Mise en place et opérationnalisation de 42 comités d'entretien des routes	Tous les villages et l'espace urbain

Secteur Education de base

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès à l'éducation de base	Eloignement des structures scolaires pour les nombreux enfants de bas âge	<ul style="list-style-type: none"> -Encadrement insuffisant des élèves -Retard de scolarisation -Taux de réussite très bas et échecs scolaires -Mauvaise conditions de travail des 	Construction et équipement d'une école maternelle	Madalam, Madalam Mavadak, Doukroye Centre, Dama centre, Barkaya, Kaï-Kaï Golombaye, Manga, Madalam Dilia, Silla, Kamas, Mogozi, Sadamakou, Nguidouang, Massouang, Dobogo, Tikalaye, Daloa Doukroye, Kaivélé, Dougui, Houmi, Dédéké, Djoffa, Madalam Djaroua, Tchomo, Kéléo, Bah, Plam, Waka, Waria, Koko

	Insuffisance des enseignants	Affectation des enseignants (224)	EP Djokadaye (3), EP Djobaidai (3), EP Didim (6), EP Sirlawe-Djoffa (3), EP Lougoye- Djafga (3), EP Djougou (4), EP Bangal (3), EP Kotrombel (4), EP Yougou (3), EP Yangha Sud (3), EP Vagandja (3), EP Tikalaye (3), EP Sokomaye (3), EP Silla (4), EP Sadamakou (4), EP Paria Kouaye (3), EP Nguidouang Centre (4), EP Nguidouang (4), EP Mogozi (3), EP Mihao (3), EP Memie (3), EP Mbouktang (3), EP Massouang (3), EP Manga (2), EP Magayel (4), EP Madalam (5), EP Lougoye Massouang (4), EP Lougoye Kamas (2), EP Kolong (3), EP Keleo Sud (3), EP Kalao (3), EP Kaivele (3), EP Kai-Kai (4), EP Houmi (2), EP Douvouloum (3), EP Doukroye (3), EP Dougui (3), EP Doreissou (3), EP Dobogo (3), EP Djowelndjii (3), EP Djoffa Mousgoum (3) , EP Djafga (3), EP Dedeke (2), EP Dava (3), EP Karmakaye (4), EP Damarao (3), EP Dama (3), EP Dalwa (3), EP Bogol (3), EP Begue Palam (4), EP Barkaya (3), EP Baria Godjo (3), EP Balgam (4), EP Koko (3), EP Agomsou – Tchomo (4), EP Aravaye (3) EMP Begue (1), EMP Doreissou(1), EMP KaiKai(1), EMP Djarga(1), E PA Gabarairou(3), EPAR Lougoye Djafga(3), Doreissou(3), Bah (6)
	-Sureffectifs des élèves dans les salles de classe	Construction de 73 salles de classe	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim(6), EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP Kotrombel (6), EP Gabarairou (6), EP Yougou (6), EP Yangha Sud, EP Vagandja (6), EP Tikalaye (2), EP Sokomaye, EP Silla (2), EP Sadamakou (6), EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre (6), EP Nguidouang (2), EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang (2), EP Massouang, EP Manga (2), EP Magayel (2), EP Madalam (4), EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas (2), EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai (6), EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye(3), EP Dougui (4), EP Doreissou, EP Dobogo, EP Djowelndjii, EP Djoffa Mousgoum (5) , EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava, EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam (4), EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam (2), EP Koko, EP Agomsou – Tchomo (4), EP Aravaye, Bah (4) EMP Begue, EMP Doreissou, EMP Kai-Kai, EMP Djarga, E PAR Gabarairou (6), EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
		Réhabilitation des salles de classes (102)	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga, EP Djougou, EP Bangal, EP Yangha Sud, EP Tikalaye (2), EP Sokomaye, EP Silla (4), EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre (4), EP Nguidouang (4), EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang (4), EP Massouang, EP Manga (2), EP Magayel (2), EP Madalam (2), EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai (4), EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye (3), EP Dougui (2), EP Doreissou, EP Dobogo, EP Djowelndjii, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam (1), EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo (4), EP Aravaye, Bah (2) EMP Begue, EMP Doreissou, EMP Kai-Kai, EMP Djarga, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
		Construction et équipement d'une école primaire	Bah (1), Waria (1), Malia (1), Dama Dava (1), Kaï-Kaï Golombaye (1), Madalam Golbougaye (1), Kalak (1), Waka (1)
	Les enseignements théoriques ne sont pas soutenus par les démonstrations	Equipement des écoles en matériel didactique	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP TikalayeSokomaye, EP Silla, EP Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang, EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, EP Magayel, EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai,

				EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye, EP Dougui, EP Doreissou EP Dobogo, EP Djowelndjii, EP Djoffa Mousgoum , EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EMP Begue, EMP Doreissou, EMP Kai-Kai, EMP Djarga, E PA Gabarairou, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
	Les enfants sont assis fortement serrés sur les bancs de classe		Equipement des écoles primaires en tables-bancs (6063)	EP Djokadaye (60), EP Djobaidai (60), EP Didim (60), EP Sirlawe-Djoffa (60), EP Lougoye- Djafga (60), EP Djougou (60), EP Bangal (60), EP Kotrombel (60), EP Gabarairou(60), EP Yougou(60), EP Yangha Sud (60), EP Vagandja(60), EP Tikalaye (299), EP Sokomaye (60), EP Silla (140), EP Sadamakou(156), EP Paria Kouaye (60), EP Nguidouang Centre (166), EP Nguidouang (97), EP Mogozi (60), EP Mihao (60), EP Memie (60), EP Mbouktang (201), EP Massouang (60), EP Manga(116), EP Magayel(175), EP Madalam (426), EP Lougoye Massouang (60), EP Lougoye Kamas (60), EP Kolong (60), EP Keleo Sud (60), EP Kalao (60), EP Kaivele (60), EP Kai-Kai (60), EP Houmi (60), EP Douvouloum (60), EP Doukroye (100), EP Dougui (152), EP Doreissou (100), EP Dobogo (60), EP Djowelndjii (60), EP Djoffa Mousgoum (100), EP Djafga (60), EP Dedeke (60), EP Dava (60), EP Karmakaye (60), EP Damarao (60), EP Dama (60), EP Dalwa (60), EP Bogol (60), EP Begue Palam (352), EP Barkaya (60), EP Baria Godjo (60), EP Balgam (330), EP Koko (60), EP Agomsou Tchomo (186)– Tchomo (115), EP Aravaye (60) , E PA Gabarairou (120), EPAR Lougoy Djafga (60), Doreissou (60), Bah (312)
			Equipement des écoles maternelles en tables-bancs (240)	EMP Begue (60), EMP Doreissou (60), EMP KaiKai (60), EMP Djarga (60)
	Absence d'eau potable dans les écoles		Construction un point d'eau potable dans les écoles primaires	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP Tikalaye, EP Sokomaye, EP Silla, EP Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang, EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Houmi, EP Douvouloum, EP Dougui, EP Dobogo, EP Djowelndjii, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EMP Begue, EMP Doreissou, EMP KaiKai, EMP Djarga, EPAR Gabarairou, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
	Faibles conditions hygiéniques et sanitaires		Construction d'un bloc de latrines dans les écoles primaires	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP TikalayeSokomaye, EP Silla, EP Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang, EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, , EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai, EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye, EP Dougui, EP Doreissou EP Dobogo, EP Djowelndjii, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EMP Begue, EMP Doreissou, EMP KaiKai, EMP Djarga, E PA Gabarairou, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
	Insécurité dans les établissements		Constructions d'une clôture	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP

	scolaires		dans les écoles primaires et maternelles	Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP Tikalaye, EP Sokomaye, EP Silla, EP Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang, EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, EP Magayel, EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai, EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye, EP Dougui, EP Doreissou EP Dobogo, EP Djowelndji, EP Djoffa Mousgoum, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EMP Begue, EMP Doreissou, EMP Kai-Kai, EMP Djarga, E PA Gabarairou, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou
	Faible développement physique		Construction d'une aire de jeu dans les écoles primaires	EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga, EP Djougon, EP Bangal, EP Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP Tikalaye, EP Sokomaye, EP Silla, EP Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang, EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, EP Magayel, EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai, EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye, EP Dougui, EP Doreissou EP Dobogo, EP Djowelndji, EP Djoffa Mousgoum, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EMP Begue, EMP Doreissou, EMP Kai-Kai, EMP Djarga, E PA Gabarairou, EPAR Lougoy Djafga, Doreissou

Secteur Arts et culture

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible promotion de la culture locale	Difficulté de rencontre de partage et échange entre les membres des communautés	<ul style="list-style-type: none"> -Abandon progressif des coutumes -Difficulté de transmission des valeurs culturelles -Perte progressive de l'identité culturelle 	Construction et équipement d'un foyer communautaire dans 42 villages	Doukroye, Silla, Gabarairou, Sadamakou, Daloa, Djoffa, Manga, Barkaya, Magayel, Vagandja, Mbouktang, Madalam Dilia, kéléo, Baria Godjo, Lougoye Massouang, Kaï-Kaï Golombaye et Sabogari, Massouang, Dédéké, Waka, Tchomo, Djaroua, Dama, Dobogo, Tikalaye, Nguidouang, Mogozi, kalak, Mihao, Kamas, yangha, Kaivélé, Dougui, Bah, Dama Dava, Waria, Koko, Balam, Plam, Malia Houmi, Doreissou
	Incommodité lors des rencontres		Construction d'un musée d'arts et traditions	Kaï-Kaï ville
	Recul progressif des rites et des traditions		Organisation d'une journée culturelle annuelle	Tous les villages et l'espace urbain

Secteur Promotion de la femme et de la famille

Problèmes centraux	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible épanouissement de la femme et de la cellule familiale	Nombreux abus subis par les femmes	<ul style="list-style-type: none"> -Vulnérabilité des femmes -Dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme -Faible autonomie financière et foncière des femmes -Taux élevé d'unions libres 	Organisation de campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes -Création et accompagnement des associations de groupes de femmes à se faire légaliser afin de bénéficier des financements pour la réalisation des activités génératrices de revenus	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible niveau de revenus des			

	femmes	-Infidélité -Fragilité de la famille	Appui à la création des miroentreprises féminines	Kaï-Kaï ville
	Ignorance des connaissances et exigences relatives à la vie familiale		Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Kaï-Kaï ville
	Absence d'un système d'accompagnement des familles		-Organisation de campagnes d'information éducation des familles à la parenté responsable et sur les services du MINPROFF	Toute la commune
			Appui/conseil aux personnes victimes de violences conjugales et familiales	
	Faible propension des ménages à établir des actes de mariage		Organisation de célébrations collectives des unions	Tous les villages et l'espace urbain

Secteur Affaires sociales

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès des personnes vulnérables aux services sociaux	Faible niveau de connaissance des droits des personnes socialement vulnérables	<ul style="list-style-type: none">-Exposition des personnes vulnérables aux maladies et à l'isolement-Faible autonomisation des personnes vulnérables-Difficultés d'insertion sociale et économique des personnes vulnérables-Faible scolarisation des orphelins	Organisation de campagnes de sensibilisation à l'endroit des personnes vulnérables sur leurs droits et les moyens de les faire valoir	Toute la commune
	Les lieux de rencontres entre les personnes vulnérables et les agents des affaires sociales font défaut		Construction et équipement d'un centre social	Kaï-Kaï ville
	Insuffisance de matériel pour les personnes handicapées		Achats et distribution des appareillages aux personnes handicapées : (tricycles (49), béquilles (81), lunettes (10) ; cannes (20)	Toute la commune
	La configuration des infrastructures publiques ne prennent pas en compte l'handicap des personnes vulnérables		Installation des rampes d'accès dans les infrastructures publiques de la ville	Toute la commune
	Inexistence des dispositions favorisant les personnes vulnérables dans le cadre des programmes d'amélioration du bien-être des populations		Appuis des orphelins, enfants vulnérables et autres handicapés sur les plans scolaires, nutritionnels, médicaux	
	Faible organisation des personnes vulnérables		-Appui des personnes handicapées à l'établissement des cartes d'invalidité	
			Appui au regroupement des personnes socialement vulnérables en associations	

Secteur Eau et énergie

Sous secteur Eau

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès à l'eau potable	Insuffisance de points d'eau potable	-Consommation des eaux douteuses -Dépenses supplémentaires pour l'accès à d'autres sources d'approvisionnement -Prolifération de maladies hydriques -Dépenses en soins	Construction de 85 forages à motricité humaine	Sadamakou(01), Daloa Doukroye (01), Houmi (01), Malia (01), Mbouktang (01), Kalak (01), Nguidouang (01), Madalam Djaroua (01), Kaï-kaï Golombaye (03), Kaï-kaï Sabongari (01), Dama Centre (01), Magayel (01), Silla (01), Bégué (05), Mogozi (01), Vagandja (02), Mihao (01), Gabarairou Manga (04), Doboko (01), Tikalaye (01), Massouang (09), Kaivele (01), Kamas (01), Barkaya (04), Doreissou Centre (01), Lougoye Massouang (02), Tchomo (01), Dougui (01), Balgam (02),

		de santé - Pertes en vies humaines - Conflits au niveau des points d'eau		Dama Dava (02), Yangha (02), Mogozi (01), Djoffa (02), Waka (01), Dedeke (04), Kéléo (03), Bah (03), Manga Centre (03), Waria (03), Koko (03), Doukroye Centre (03), Kalack Doreissou (01), Kourboug (01), Sokomaye (01)
			Réhabilitation des forages en panne	Magayel (1), Vagandja (01), Silla (01), Doboko (01), Tchomo (01), Doukroye centre (2)
	Faible niveau de maîtrise des techniques de potabilisation de l'eau		Formation de la population en technique de potabilisation d'eau	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible structuration des systèmes d'entretien des points d'eau potable		Mise en place des comités de gestion des points d'eau et appui technique et financier pour leur entretien	Tous les villages et l'espace urbain

Sous secteur énergie

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès à l'énergie électrique	Absence de réseau électrique	- Insécurité - Exode rural - Limitation des activités liées à l'utilisation de l'énergie électrique - Faible développement des activités économiques - Difficulté de conservation des aliments - Insuffisance de points de loisir et de divertissement	Implantation du réseau électrique vers les 42 villages	Tous les villages et l'espace urbain
			Installation d'une station de distribution des produits pétroliers	Espaces urbain, Doukroye centre, Doreissou, Magayel
			Sensibilisation de la population sur l'utilisation des foyers améliorés et d'autres sources d'énergie autre que le bois de chauffe	Tous les villages et l'espaces urbain

Secteur Enseignements secondaires

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire au sein de l'espace communal	Absence d'établissement d'enseignement secondaire	- Faible couverture des programmes scolaires - Surcharge des enseignants - Mauvais suivi et contrôle des élèves - Abandon précoce des études et déperdition scolaire - Échecs scolaires - Exode rural - Faible développement des activités sportives au sein des établissements	Construction de 3 CES	Dama Centre (1), Lougoye Kamas (1) et Magayel(1)
	Sureffectif des élèves dans les salles de classe		Construction de 2 CETIC	Manga Centre (1) et Madalam (1)
	Insuffisance d'ateliers au sein des CETIC		Construction de 38 nouvelles salles de classes dans les lycées	Kaï-kaï (lycée : 6 ; CETIC : 4), Djafga (4), Bégué Plam (6), Doukroye (4) et Madalam (4), Doreissou (6) et Kaï-kaï (4)
	Insuffisance d'enseignants		Construction de 4 ateliers de pratique dans les CETIC	Doreissou (2) et Kaï-kaï (2)
			Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation de 40 enseignants	Lycée de Kaï-Kaï (10), Lycée de Bégué Plam (6), Lycée de Waka (4), Lycée de Doreissou (6), CES de Madalam (4), CETIC de Kaï-Kaï (4), CETIC de Doreissou (4), CES de Doukroye (2)

	Les enfants s'assayaient les uns sur les autres		Équipement des établissements en tables bancs	Lycée de Kai-Kai (150) ; Lycée de Bégué Plam (100), Lycée de Waka (100), Lycée de Doreissou (120), CES de Madalam (60), CETIC de Kai-Kai (60), CETIC de Doreissou (60), CES de Doukroye (60)
	Absence de lieux de lecture au sein des établissements		Construction et équipement de 8 bibliothèques dans les établissements secondaires	Lycée de Kai-Kai (1) ; Lycée de Bégué Plam (1) ; Lycée de Waka (1), Lycée de Doreissou (1), CES de Madalam (1), CETIC de Kai-Kai (1), CETIC de Doreissou (1), CES de Doukroye (1)
	Faible ouverture avec l'extérieur			
	Faible accès aux nouvelles technologies		Construction et équipement de 7 salles d'informatique au sein des établissements	Lycée de Bégué Plam (1) ; Lycée de Waka (1), Lycée de Doreissou (1), CES de Madalam (1), CETIC de Kai-Kai (1), CETIC de Doreissou (1), CES de Doukroye (1)
	Conditions hygiéniques et sanitaires déplorables		Aménagement de 5 blocs de latrines au sein des établissements	Kai-kai (lycée (1) et CETIC (1)), Doukroye (1), Madalam (1), Doreissou (1)
	Difficulté d'épanouissement physique au sein des établissements		Aménagement de 6 aires de jeux au sein des établissements	Kai-kai (lycée (1) et CETIC (1)), Waka (1), Bégué Plam (1), Madalam (1), Doreissou(1)
	Les enfants n'étanchent pas leur soif dans les établissements tout au long des journées		Construction de 4 points d'eau au sein des établissements	Kai-kai (lycée (1) et CETIC (1)), Doukroye (1), Doreissou (1)
	Insuffisance de blocs administratifs au sein des établissements		Construction et équipement de 3 blocs administratifs au sein des établissements	Doukroye (1), Madalam (1), Doreissou (1)

Secteur Emploi et formation professionnelle

Problème central	Causes principales	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès à l'emploi et aux opportunités de formation professionnelle	Absence de structure de formation spécialisée (SAR/SM)	<ul style="list-style-type: none"> - Exode rural - Oisiveté des jeunes - Délinquance et exposition à l'alcoolisme - Faible présence d'AGR - Taux élevé du chômage chez les jeunes - Prolifération des petits métiers (moto taximen, vendeur de carburant frelaté) - Faible développement des activités économiques 	Construction et équipement de 03 SAR /SM	Doreissou (1), Manga (1) et Kai-Kai (1)
	Faible niveau de connaissance des jeunes sur les opportunités de financement (PAJER U, PIAASI, FNE)		Organisation de journées de sensibilisation et d'information des jeunes sur les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE)	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible niveau de maîtrise des techniques de montage de projet par les jeunes et les femmes		Organisation de sessions de formation des jeunes sur le montage de projet	Tous les villages et l'espace urbain

Secteur Travail et sécurité sociale

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès des travailleurs de l'espace communal à la couverture sociale	Faible niveau de connaissance de leurs droits par les travailleurs	- Taux de salaire bas - Faible prise en charge des cas d'accidents de travail	Organisation de campagnes de sensibilisation des travailleurs et employeurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible organisation des travailleurs en syndicats	- Conditions de travail difficiles - Insécurité sociale	Organisation de campagnes de sensibilisation des employeurs au reversement des cotisations sociales	
	Instabilité des structures employeurs	- Indigence après la retraite - Exode rural - Instabilité de l'emploi	Structuration des groupes de défense des intérêts des travailleurs (moto taximen, artisans)	
	Faible développement institutionnel des organismes employeurs		Elaboration et mise en oeuvre des politiques de pérennisation des structures	
	Non respect des clauses de travail		Renforcement des capacités institutionnel des structures d'emplois Affiliation du personnel à la CNPS	

Secteur Tourisme et loisirs

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible valorisation du potentiel touristique local	Non réglementation des activités touristiques	- Faible valorisation des richesses naturelles du village - Perte de devises - Dévalorisation des sites touristiques	Création, construction et équipement d'un Office communal du tourisme	Espace urbain
	Ignorance du potentiel touristique communal		Réalisation d'un inventaire du potentiel touristique communal	Tous les villages et l'espace urbain
	Non matérialisation des richesses touristiques de la commune		Conception d'un document de présentation touristique de la Commune et organisation de sa diffusion au niveau national et international	
	Faible capacité d'accueil des structures d'hébergement		Construction d'un centre d'accueil d'intérêt communal	Espace urbain

Secteur Forêts et faune

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Dégradation progressive du couvert végétal	Absence de système de reboisement	<ul style="list-style-type: none">-Diminution de la diversité floristique et faunique-Raréfaction de certaines espèces animales et végétales-Diminution du couvert végétal	Création d'une pépinière communale et approvisionnement des jeunes plants d'espèces forestières pour reboisement des espaces vides.	Tous les villages et l'espace communal
			Approvisionnement des jeunes plants d'espèces forestières pour reboisement des espaces vides.	
	Insuffisance d'encadrement des services du MINFOF (absence de locaux pour le poste forestier)		Construction et équipement d'un poste forestier et faunique	
			Sensibilisation des populations aux techniques de régénération des espèces forestières de lutte contre la déforestation	
			Organisation des campagnes de Vulgarisation des pratiques agroécologiques et pastorales respectueuses de l'environnement	
	Pratique des feux de brousse			

Secteur Environnement, protection de la nature et développement durable

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Dégradation de l'environnement et pollution des sols et des	Absence de système de traitement et de gestion des ordures ménagères	- Prolifération des moustiques et maladies	Installation de 42 bacs à ordures	Tous les villages

cours d'eau de l'espace communal	Absence de toilette publique	- Insalubrité - Pollution de l'environnement par les plastiques	Construction et gestion de 10 toilettes publiques	Kaï-Kaï Golombaye (1), Doreissou (1), Manga (1), Doukroye (1), Madalam (1), Bégué Palm (1), Barkaya (1), Kaï-Kaï Sabogari (1), Kamas (1), Lougoué Massaoung (1)
	Faible niveau de connaissance et de respect des normes dans la construction des latrines et des habitations		Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information des habitants sur l'utilisation des foyers améliorés	Tous les villages et l'espace urbain
			Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information des habitants sur la plantation d'arbres	
	Depot des plastiques dans l'environnement		Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information des habitants sur la lutte contre le phénomène des plastics	

Secteur Habitat et développement urbain

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Précarité de l'habitat	Occupation anarchique de l'espace foncier	<ul style="list-style-type: none">-Dégradation des maisons-Précarité de l'habitat-Insalubrité-Pollution des cours d'eau et de la nappe phréatique-Prolifération des moustiques et des maladies-Exode rural	Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible niveau de connaissance et de respect des normes de construction et règles d'hygiène en milieu urbain		Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information autour des règles d'hygiène et salubrité	
	Absence de décharge municipale		Aménagement d'une décharge municipale	
	Absence de toilette publique		Construction et gestion des toilettes publiques	
	Gestion inadéquate des ordures ménagères		Mise en place d'un dispositif communal de collecte et de gestion des ordures ménagères	
			Aménagement d'une décharge municipale	

Secteur Domaines, cadastre et affaires foncières

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'acquisition des terres en propriété	Occupation anarchique de l'espace foncier	<ul style="list-style-type: none"> - Litiges fonciers - Occupation anarchique des terres - Terrains non titrés - Ventes illicites des terrains - Réduction des terres cultivables 	Elaboration d'un plan d'occupation des sols	Tous les villages et l'espace urbain
	Présence de nombreux terrains non immatriculés		Organisation de séances de sensibilisation des populations sur la procédure d'obtention des titres fonciers	
	Faible niveau de connaissance de la réglementation relative à l'immatriculation des terres par la population		Education de la population à la maîtrise des procédures réglementaires y relatives	

Secteur Recherche scientifique et innovation

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès des producteurs aux résultats de la recherche	Ignorance des résultats de la recherche scientifique chez les producteurs	<ul style="list-style-type: none">- Utilisation d'intrants agricoles désuets- Faibles rendements agricoles- Faible productivité agricole- Faibles revenus des populations	Organisation des journées portes ouvertes et des journées d'information sur l'utilisation de ssemences améliorées	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible niveau de maîtrise des méthodes et techniques pastorales et agricoles modernes		Formation de la population sur les modes d'utilisations des intrants agricoles	
			Organisation des séminaires de formation aux techniques modernes de production, de conservation et de transformation des produits agricoles	

Secteur Commerce

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté de commercialisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques au sein de l'espace communal	Exposition des marchandises et des commerçants aux intempéries de la nature	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition des produits agricoles et animaux aux intempéries - Détérioration des produits - Vente à vil prix - Faibles revenus des producteurs - Occupation anarchique de la voie publique (désordre urbain) - Insalubrité 	Construction de 40 boutiques dans les marchés existants	Kaï-kaï (10), Doreissou (10), Djafga (3), Bégué (3), Dama (2), Doukroye (2), Madalam (2), Magayel (3), Manga (2) et Kaïvélé (2)
			Construction de 19 hangars avec comptoirs dans les marchés existants	Kaï-kaï (4), Doreissou (4), Djafga (2), Bégué (2), Dama (1), Doukroye (1), Madalam (2), Magayel (1), Manga (1) et Kaïvélé (1)
			Construction de 2 magasins de stockage des marchandises	Kaï-kaï (1), Doreissou (1)
	Difficulté e désaltération à longueur de journée dans les marchés		Construction de 2 forages au sein des marchés	Kaï-kaï (1), Doreissou (1)
	Insalubrité dans les marchés		Construction de 2 blocs de latrines au sein des marchés	Kaï-kaï (1), Doreissou (1)
	Insuffisance de points de vente		Construction de 2 nouveaux hangars	Djoglaini (1), Balgam (1)
	Faible organisation des commerçants		Appui à la structuration des associations de commerçants dans les marchés existants	Kaï-kaï, Doreissou, Djafga, Bégué, Dama, Doukroye, Madalam, Magayel, Manga, Kaïvélé

Secteur Jeunesse et éducation civique

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible épanouissement des jeunes au sein de l'espace communal	Incommodité du personnel d'encadrement	- Chômage des jeunes - Délinquance juvénile - Insécurité	Construction et équipement d'une DAJEC	Kaï-kaï, ville
	faible équipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ)	- Vagabondage - Sexualité précoce - Prostitution - Oisiveté des jeunes	équipement de la CMPJ en table, bureau, chaises et matériel roulant	Kaï-kaï, ville
	Insuffisance d'encadrement des jeunes	- Exposition aux maladies sexuellement transmissibles et au VIH/SIDA - Exode rural	Organisation de stages de formation des jeunes aux petits métiers	Tous les villages et l'espace urbain
	Insuffisance d'appui aux jeunes		Appuis financiers des jeunes à la création des micro entreprises économiques	
	Insuffisance d'infrastructures sportives et de lieux de loisirs		Organisation des championnats de vacance	
			Construction et équipement d'un foyer des jeunes dans l'arrondissement de Kaï-Kaï	
	Faible représentativité des jeunes dans l'espace public		Appui à la mise en place	

Secteur Sports et éducation physique

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible développement des activités sportives au sein de l'espace communal	Infrastructures sportives de qualité approximative	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de divertissement des jeunes - Oisiveté - Faible épanouissement des jeunes 	Construction et aménagement d'un stade municipal	Kaï-kaï, ville
			Aménagement d'un aire de jeux dans les villages	Tous les villages
			Construction d'un mini-complexe multisports	Kaï-kaï, ville
	Insuffisance d'événements sportifs au sein de l'espace communal		Organisation de championnats de vacances	Tous les villages et l'espace urbain
	Insuffisance d'encadreurs sportifs		Affectations des enseignants d'EPS et des moniteurs dans les établissements primaires et secondaires	Lycée de Kaï-Kaï (1PEPS) ; Lycée de Bégué Plam (1 PEPS) ; Lycée de Waka (1 PEPS), Lycée de Doreissou (1 PEPS), CES de Madalam (1 PEPS) , CETIC de Kaï-Kaï (1 PEPS) , CETIC de Doreissou (1 PEPS) , CES de Doukroye (1 PEPS) 1 moniteur chacune : EP Djokadaye, EP Djobaidai, EP Didim, EP Sirlawe-Djoffa, EP Lougoye- Djafga EP Djougou, EP Bangal, EP Kotrombel, EP Gabarairou, EP Yougou, EP Yangha Sud, EP Vagandja, EP Tikalaye, EP Sokomaye, EP Silla, EP

				Sadamakou, EP Paria Kouaye, EP Nguidouang Centre, EP Nguidouang (4), EP Mogozi, EP Mihao, EP Memie, EP Mbouktang, EP Massouang, EP Manga, EP Magayel, EP Madalam, EP Lougoye Massouang, EP Lougoye Kamas, EP Kolong, EP Keleo Sud, EP Kalao, EP Kaivele, EP Kai-Kai, EP Houmi, EP Douvouloum, EP Doukroye, EP Dougui, EP Doreissou EP Dobogo, EP Djowelhandji, EP Djoffa Mousgoum, EP Djafga, EP Dedeke, EP Dava EP Karmakaye, EP Damarao, EP Dama, EP Dalwa, EP Bogol, EP Begue Palam, EP Barkaya, EP Baria Godjo, EP Balgam, EP Koko, EP Agomsou – Tchomo, EP Aravaye EPAR Gabarairou, EPAR Lougoye Djafga, Doreissou, Bah
	Absence d'associations sportives		Appui à la création, à la structuration et au fonctionnement des associations sportives	Tous les villages et l'espace urbain

Secteur PME, économie sociale et artisanat

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible développement des petites entreprises au sein de l'espace communal	Capacités entrepreneuriales non développées	<ul style="list-style-type: none">- Réduction des opportunités d'emplois- Faible visibilité des produits de l'artisanat local- Faibles revenus des producteurs- Exode rural- Disparition progressive de certaines techniques artisanales- Pauvreté	Organisation de 03 campagnes d'information des artisans et groupes de l'économie sociale locale sur les opportunités offertes par le MINPMEESA	Tous les villages et l'espace urbain
			Organisation de 06 sessions de formation des acteurs de l'économie sociale aux techniques de transformation des produits agricoles et de recherche des partenaires	Tous les villages et l'espace urbain
			Appui des structures de l'économie locale au montage de projets et à la mobilisation de financements	Tous les villages et l'espace urbain
	Faible développement organisationnel des producteurs et artisans		Tous les villages et l'espace urbain	
	Appui à la structuration et au fonctionnement des GIC et coopératives locales			
	Sensibilisation des travailleurs sur l'avantage d'être en groupe afin de bénéficier de l'appui du MINPMEESA			
Absence de système de promotion des produits locaux et des activités des structures de l'économie locale	Organisation des foires d'exposition des produits locaux	Tous les villages et l'espace urbain		

Secteur Industrie, mines et développement technologique

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible développement du secteur industriel et minier local	Exploitation artisanale des carrières de sable	<ul style="list-style-type: none">- Perte d'opportunités d'emplois- Faibles revenus financiers des populations- Faible niveau de vie des populations- Faible développement de l'espace communal- Chômage- Exode rural	Création, équipement et gestion d'une unité d'exploitation des carrières de sable	Tous les villages et l'espace urbain
			Création d'un fonds communal de financement pour l'exploitation de 07 carrières de sable	Kaï-kaï, ville
	Non identification des ressources minières du sol et du sous-sol		Exploration, cartographie et inventaire des ressources minières du sol et sous-sol de la commune	Tous les villages
			Inventaire exhaustif du potentiel minier de la Commune	

Secteur Transports

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté de déplacement au sein de l'espace communal	Désordres dans le stationnement des moyens de transport en commun	<ul style="list-style-type: none"> - Ecoulement difficile des produits agricoles - Difficulté de déplacement des biens et des personnes - Difficulté d'approvisionnement - Enclavement des villages - Isolement des populations - Insécurité routière (accidents de la circulation fréquents) 	Création et construction d'une gare routière	Espace urbain
	Coût élevé du transport		Création d'une station service	Kaï-kaï, ville
	Faible approvisionnement en carburant			
	Faible organisation des transporteurs		Appui au regroupement des transporteurs en association et à leur structuration	Kaï-kaï, ville

Secteur Postes et télécommunications

Problème central	Principales causes	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès aux services postaux et aux TIC	Faible couverture du réseau téléphonique	<ul style="list-style-type: none">- Difficulté à communiquer- Sous information de la population- Exode rural- Isolement des populations des villages	Installation de 04 antennes relais	Doreissou (1), Madalam (1), Magayel (1)
	Absence d'infrastructures de services de télécommunication		Création et aménagement d'un cybercafé communal	Kaï-kaï ville
			Construction et aménagement d'un centre multimédia communal avec accès internet par VSAT ou WIMAX	Kaï-kaï ville
			Création de six (6) télécentres communautaires	Kaï-kaï ville (1) , Doreissou (1) , Madalam (1) , Kaivélé (1) , Nguidouang (1) , Manga (1)

Secteur Communication

Problème central	Causes	Effets	Besoins	Village concernés
Difficulté d'accès à l'information au sein de l'espace communal	Faible couverture de l'espace communal par les signaux de radio	- Sous information de la population - Exode rural	Ouverture et gestion d'une radio communautaire	Kaï-kaï, ville, Doreissou, Madalam, Bégué Palam, Nguidouang, Manga
	Éloignement des points de vente de journaux		Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	Kaï-kaï, ville
			Création d'un journal communautaire	Kaï-kaï, ville
			Installation des tableaux d'affichage	Tous les villages et l'espace urbain
			Construction d'un kiosque à journaux	Kaï-kaï. ville.

Secteur Administration, sécurité et maintien de l'ordre

Problème central	Causes principales	Effets	Besoins	Villages concernés
Faible collaboration entre l'administration et les populations	Insuffisance d'information de la population sur le rôle de la Commune et les services qu'elle délivre	- Etablissement difficile des documents administratifs - Difficulté d'établissement des pièces administratives	Organisation des campagnes d'information de la population sur le rôle de la Commune et les services qu'elle délivre	Tous les villages
	Bâtiments désuets à la Sous-préfecture		Construction et équipement d'une nouvelle Sous-préfecture	Kaï-kaï, ville,
	Logements d'astreinte vétustes à la Sous-préfecture		Construction d'un nouveau logement d'astreinte à la Sous-préfecture	Kaï-Kaï
	Insuffisance de centres d'état-civil		Création de 06 centres spéciaux d'état-civil	Kaï-kaï ville (1), Doreissou (1), Madalam (1), Bégué Palam (1), Nguidouang (1), Manga (1)
Insécurité	Faible couverture de l'espace communal par les services de sécurité / Absence de poste de sécurité	Viols et vols réguliers au sein de l'espace communal	Création et équipement d'un poste de police	Kaï-kaï, ville,
	Structuration insuffisante des comités de vigilance dans les villages		Appui à la structuration des comités de vigilance contre l'insécurité	tous les villages
	Insuffisance de moyens de transport au Poste de gendarmerie / Bâtiments désuets au Poste de gendarmerie		Réhabilitation et équipement de la Brigade de gendarmerie	Kaï-kaï, ville
	Logements d'astreinte vétustes au Poste de gendarmerie		Réaménagement du logement d'astreinte de la Brigade	Kaï-kaï, ville

Secteur Enseignement supérieur

Problème central	Causes principales	Effets	Besoins	Villages concernés
Difficulté d'accès des jeunes à l'enseignement supérieur	Faibles revenus des parents	- Abandon des études - Mauvaises conditions de vie dans les mini-cités - Découragement des parents	Mise à la disposition des élèves méritants des bourses d'études	Tous les villages de l'arrondissement de Kaï-kaï,
	Coût élevé des formations universitaires			
	Eloignements des établissements supérieurs		Organisation de journées d'orientation des jeunes bacheliers	Toute la commune
	Absence de système d'orientation des bacheliers			

4.5 Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires

Tableau 25 Présentation des 08 microprojets prioritaires par village

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
1	MADALAM GOULBOUGAYE ET DILIA	Rénovation du CSI de Madalam (électrification, adduction en eau)	Projet d'acquisition de 60 tables-banc pour l'EP	Construction d'un nouveau forage au quartier Madalam Dilia	Construction d'un bloc de deux salles de classe et équipement au CES de Madalam	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Projet d'appui à la création d'un verger communautaire	Projet de construction d'un magasin de stockage	Projet d'achat d'un groupe électrogène communautaire		Projet de rénovation du CSI de Madalam (électrification, adduction en eau)	4.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		4.000.000	1.800.000	8.000.000	17.000.000	8.000.000	5.000.000	8.000.000	2.000.000	53.800.000			
2	MADALAM DJAROUA	Construction d'un forage Madalam HARWAYE	Construction d'un forage au Nord du village	Réhabilitation de la piste agricole reliant le village Djaroua à la route	Construction d'un forage devant la cours du Djaoro, à l'Est	Aménagement d'une mare à bétail	Installation d'un moulin à céréales communautaire au village	acquisition d'une motopompe pour le jardinage du GIC Golongournaye	Appui à l'acquisition des intrants agricoles au GIC golongournaye		Construction d'un forage devant la cours du Djaoro, à l'Est	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	8.000.000	5.000.000	8.000.000	4.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	39.000.000			
3	MOGOZI	Equipement de l'EP de Mogozi en 60 Tables-bancs	Transformation de l'école des parents de Melfet en EP	Construction d'un forage à au quartier Moraï	Construction d'un forage à au quartier Lividi	Construction d'un forage à au quartier Wadai	Acquisition d'une motopompe communautaire	Acquisition d'un moulin communautaire	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage à au quartier Moraï	8.500.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		1.800.000	2.000.000	8.000.000	8.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	39.800.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
4	SADAMA KOU	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Réhabilitation de la piste agricole reliant Sadamakou au CSI de Manga Centre	Construction d'un forage à l'EP	Construction d'un forage au Lawanat	Equipement de l'EP en 60 Tables-banc	Acquisition d'un moulin à céréale communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe communautaire		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	10.000.000	8.000.000	8.000.000	1.800.000	2.000.000	8.000.000	2.000.000	56.800.000			
5	MBOUKTANG	Construction d'un forage à l'EP	Equipement de l'école publique en 60 tables-bancs	Création et construction d'un centre zootechnique vétérinaire	Création d'un champ communautaire	Construction d'un forage au Lawanat	Acquisition d'une motopompe communautaire	Acquisition d'une pirogue communautaire	Acquisition d'un moulin communautaire		Construction d'un forage à l'EP	8.000.000	Accès difficile des écoliers et de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	1.800.000	10.000.000	4.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	37.800.000			
6	DAMA CENTRE	Réhabilitation du forage non fonctionnel du Lawanat	Réfection de deux salles de classe de l'EP	Equipement en 60 tables-banc de l'EP	Aménagement de la piste agricole Dama-Doreissou	Construction d'un forage à l'EP	Construction de 3 hangars au marché périodique	Aménagement d'un étang piscicole	Acquisition d'un moulin à céréale		Réhabilitation du forage non fonctionnel du Lawanat	2.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		2.000.000	10.000.000	1.800.000	15.000.000	8.000.000	5.000.000	3.000.000	2.000.000	46.800.000			
7	DAMA DAVA	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Construction d'un forage au Lawanat	Réhabilitation de la piste agricole Dama-Doreissou	Création d'un point d'eau à bétail	Création et construction d'un centre zoo technique	Acquisition d'une motopompe communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Appui à la création des champs communautaires		Construction d'un forage au Lawanat	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		17.000.000	8.000.000	10.000.000	5.000.000	10.000.000	2.000.000	8.000.000	5.000.000	65.000.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
8	NGUIDO UANG	Construction d'un forage à l'EP	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Création d'une pro pharmacie	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Aménagement d'une mare à bétail	Construction de 4 hangars au marché	Acquisition d'un moulin à céréales communautaire	Acquisition d'un groupe électrogène communautaire		Construction d'un forage à l'EP	8.000.000	Accès difficile des écoliers et de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	17.000.000	2.000.000	1.800.000	2.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	42.800.000			
9	BARKAYA	Construction d'un bloc de deux salles de classes à l'EP	Aménagement d'un bain étiqueur	Aménagement d'une mare a bétail	Construction d'une pro pharmacie au niveau du Lawanat	Aménagement de la piste agricole Barkaya-Kaï-Kaï	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe	Acquisition d'un groupe électrogène		Construction d'un bloc de deux salles de classes à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	4.000.000	2.000.000	5.000.000	10.000.000	10.000.000	2.000.000	4.000.000	54.000.000			
10	DEDEKE	Construction d'un bloc de deux salles de classes à l'EP	Construction d'un forage à l'EP	Construction d'un forage au Lawanat	Construction d'une pro pharmacie communautaire	Aménagement de la piste agricole Dédéké-Kaï-Kaï	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin à céréale	Acquisition d'un moulin à décortiquer		Construction d'un forage au Lawanat	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		17.000.000	8.000.000	8.000.000	5.000.000	10.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	60.000.000			
11	KAÏ-KAÏ SABONGARI	Appui matériel pour la canalisation des eaux de pluie	Construction d'un forage au niveau du Djaoro	Aménagement d'un bain étiqueur	Reboisement du périmètre limitrophe du village	Appui à l'acquisition des foyers améliorés	Acquisition d'une motopompe communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin à céréale communautaire		Appui matériel pour la canalisation des eaux de pluie	2.000.000	Les inondations détruisent plusieurs habitations tous les ans
		2.000.000	8.000.000	4.000.000	5.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	5.000.000	38.000.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
12	KAÏ-KAÏ GOLONB AYE	Appui matériel pour la construction d'un canal d'irrigation des eaux d'inondation	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Appui à l'acquisition des foyers améliorés	Création d'une pro pharmacie communautaire	Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Appui à la création d'un champ communautaire	Appui à la valorisation des berges du Mayo	Construction d'un magasin de stockage		Appui matériel pour la construction d'un canal d'irrigation des eaux d'inondation	5.000.000	Les inondations détruisent plusieurs habitations tous les ans
		5.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	17.000.000	4.000.000	2.000.000	8.000.000	48.000.000			
13	MIHAO	Construction des diguettes contre les eaux d'inondation	Construction d'un forage au nouveau site de l'EP	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Appui en plants pour le reboisement	Appui à l'acquisition des foyers améliorés	Appui à l'acquisition d'une pirogue à moteur pour la pêche	Appui à l'acquisition d'un moulin communautaire	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage au nouveau site de l'EP	8.000.000	Accès difficile des écoliers et de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		5.000.000	8.000.000	8.000.000	4.000.000	2.000.000	2.000.000	5.000.000	8.000.000	42.000.000			
14	MASSOU ANG	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Reboisement du périmètre frontalier du village	Création d'une pro pharmacie	Construction d'un forage au quartier Djaka	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Appui à l'acquisition d'une motopompe	Appui à l'acquisition des intrants pour la pêche	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage au niveau du Lawanat	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	17.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	49.000.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
15	LOUGOYE MASSOUANG	Construction d'un forage au centre du village	Construction d'une case de santé/dispensaire	Création et construction d'une école maternelle au centre du village	Construction d'un forage au quartier Djaka	Renforcement des capacités des femmes en hygiène et qualité d'accouchement	Dotation de la communauté en 10 charrues complètes pour l'agriculture	Dotation de matériels de pêche (hameçons, filets, deux pirogues à moteur)	Construction et aménagement des points d'eau agricole		Construction d'un forage au centre de Lougoye Massouang	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	10.000.000	25.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	5.000.000	64.000.000			
16	YANGHA	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de Kalao	Construction d'un forage au quartier Kalao	Construction d'un forage au quartier Moola	Aménagement d'une mare à bétail	Acquisition de deux motopompes	Acquisition de matériel de pêche	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage au quartier Kalao	8.000.000	Accès difficile de la population à de l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		17.000.000	17.000.000	8.000.000	8.000.000	2.000.000	4.000.000	2.000.000	8.000.000	66.000.000			
17	VAGANG JA	Construction d'un bloc de deux salles de classe sur le nouveau site de l'EP	Construction d'un forage sur le site de l'EP	Aménagement des pistes du village	Reboisement alentours des habitats	Projet d'appui à l'acquisition des foyers améliorés	Projet d'appui à l'acquisition des charrettes pour transport marchandise	Acquisition d'un moulin à céréales communautaire	Projet construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage sur le site de l'EP	8.000.000	Accès difficile des populations à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		17.000.000	8.000.000	10.000.000	4.000.000	2.000.000	10.000.000	2.000.000	8.000.000	61.000.000			
18	MAGAYEL	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Construction d'un forage à Sarata	Aménagement de la piste agricole Magayel - Sadamakou	Acquisition des plants pour le reboisement	Création d'une zone fourragère à la périphérie du village	Construction d'un marché	Acquisition d'un moulin à céréales communautaire	Acquisition d'une motopompe communautaire		Construction d'un forage à Sirata	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		17.000.000	8.000.000	10.000.000	2.000.000	2.000.000	10.000.000	2.000.000	2.000.000	53.000.000			existence plusieurs maladies hydriques
19	DJOFFA	Construction d'un bloc de deux salles classe à l'EP	Construction d'un forage à Kalack	Construction d'un canal d'irrigation des eaux d'inondation	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin à céréale	Acquisition d'un groupe électrogène		Construction d'un forage à Kalack	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		17.000.000	8.000.000	5.000.000	4.000.000	1.800.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	47.800.000			
20	KELEO	Construction d'un bloc de deux salles classe à l'EP	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Construction d'un forage à l'EP	Acquisition d'intrant agricole	Aménagement d'une mare à bétail	Acquisition d'un moulin à céréale	Acquisition d'une motopompe	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un bloc de deux salles classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	1.800.000	8.000.000	10.000.000	4.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	52.800.000			
21	SILLA	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Construction d'un bloc de deux salles classe à l'EP	Construction d'un forage à l'EP	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Acquisition d'un groupe électrogène	Acquisition d'un moulin à céréale	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un forage au niveau du Lawanat	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		1.800.000	17.000.000	8.000.000	4.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	50.800.000			
22	MANGA	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Equipement en 60 tables-banc de l'EP	Construction d'un centre zootechnique et vétérinaire	Extension du CSI et affectation du personnel soignant	Construction d'un forage à l'EP	Construction d'un magasin de stockage	Construction de 10 boutiques au marché	Acquisition d'un moulin à écraser		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs écoliers ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	1.800.000	10.000.000	10.000.000	8.000.000	10.000.000	20.000.000	2.000.000	78.800.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{ier}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
23	GABARA IROU MANGA	Installation d'un forage à de l'EP	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Equipement de l'EP en 30 tables-banc	Elargissement de la piste à bétail (Gabarairou – Djoulérou – Djaoussakou)	Aménagement d'une mare à bétail	Construction d'un hangar au marché	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un groupe électrogène		Installation d'un forage à de l'EP	8.000.000	Accès difficile des écoliers à l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	17.000.0000	900.000	5.000.000	3.000.000	4.000.000	10.000.000	2.000.000	49.900.000			
24	DOUKROYE CENTRE	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES	Réfection des salles de classes endommagées de l'EP	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Réhabilitation de 3 forages non fonctionnels	Aménagement d'une mare à bétail	Réfection du magasin de stockage du marché	Construction de deux boutiques au marché	Appui à la création d'un champ communautaire		Réfection des salles de classes endommagées de l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	10.000.000	1.800.000	6.000.000	2.000.000	1.000.000	20.000.000	4.000.000	78.800.000			
25	DALOA DOUKROYE	Installation d'un forage au niveau du Djaoro	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES	Equipement de l'EP en 30 tables-banc	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Aménagement d'une mare à bétail	Appui à l'acquisition des intrants agricoles	Acquisition d'un groupe électrogène	Construction d'un hangar au marché		Installation d'un forage au niveau du Djaoro	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	17.000.000	900.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	4.000.000	37.900.000			
26	KAMAS	Construction des Canaux pour l'irrigation des d'inondation	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Aménagement d'une mare à bétail	Construction d'un bain d'étiqueur	Aménagement d'une piste agricole	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une pirogue communautaire pour la pêche		Construction d'un forage au niveau du Lawanat	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		5.000.000	8.000.000	4.000.000	5.000.000	10.000.000	2.000.000	10.000.000	2.000.000	47.000.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
27	KALAK	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES	Aménagement d'une piste agricole Kalak – Kaï-Kaï	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Création d'une pharmacie communautaire	Création d'un site de reboisement et appui à l'acquisition des foyers améliorés	Construction d'un magasin de stockage	Appui à la pasteurisation et à la commercialisation du Lait	Appui à la vente groupée des produits		Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	10.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	8.000.000	1.000.000	1.000.000	49.000.000			
28	DOUGUI	Construction d'un forage au quartier Gamada	Création d'une pharmacie communautaire	Réfection de l'EP	Construction d'un forage au quartier Djafga	Aménagement de la piste agricole Kaï-Kaï – Dougui - Bégué	Construction d'un magasin de stockage au niveau du Lawanat	Acquisition d'une motopompe	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire		Construction d'un forage	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	2.000.000	6.000.000	8.000.000	10.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	49.000.000			
29	HOUMI	Construction d'un forage au niveau du Lawanat	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Aménagement d'un bain d'été	Construction d'un forage à l'EP	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Acquisition d'un groupe électrogène	Appui à la création d'un champ communautaire		Construction d'un forage au niveau du Lawanat	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	17.000.000	1.800.000	2.000.000	8.000.000	2.000.000	4.000.000	5.000.000	47.800.000			
30	PLAM	Construction des diguettes autour du village pour la canalisation des inondations	Construction d'un forage au niveau du Djaoro	Appui au reboisement et de distribution des foyers améliorés	Création d'une pharmacie communautaire	Construction d'un forage à l'EP	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Appui à l'acquisition des charrettes pour évacuation des produits agricoles		Construction des diguettes autour du village pour la canalisation des inondations	5.000.000	Les inondations récurrentes causent plusieurs dégâts matériels et humains (noyade,

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		5.000.000	8.000.000	5.000.000	2.000.000	8.000.000	10.000.000	4.000.000	5.000.000	47.000.000			maladies hydriques)
31	KAIVELE	Construction d'un forage au niveau du Djaoro	Aménagement de la piste agricole Kaïvéle - Bah	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Construction d'une mare à bétail	Construction d'un forage au niveau de la limite Kaïvéle - Bah	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe		Construction d'un forage au niveau du Djaoro	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	10.000.000	2.000.000	3.000.000	8.000.000	2.000.000	8.000.000	2.000.000	43.000.000			
32	TCHOMBO	Construction d'un forage au quartier Doram	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Construction d'un poste agricole	Construction des diguettes autour du village pour la canalisation des inondations	Construction d'un forage à Baragariam	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Acquisition d'une pirogue communautaire pour la pêche	Appui à la création d'un champ communautaire		Construction d'un forage au quartier Doram	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	2.000.000	10.000.000	5.000.000	8.000.000	4.000.000	2.000.000	2.000.000	41.000.000			
33	WAKA	Electrification et équipement en matériel du CSI	Construction d'une salle de classe à l'EP	Aménagement de la piste agricole Waka - Djafga	Construction d'un forage à moudouk	Equipement de l'EP en 60 tables-banc	Acquisition d'une motopompe communautaire	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Construction d'un magasin de stockage		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		10.000.000	8.500.000	10.000.000	8.000.000	1.800.000	2.000.000	4.000.000	8.000.000	52.300.000			
34	DOBOGO	Construction d'un forage à l'EP	Création d'une pharmacie communautaire	Construction des diguettes pour la canalisation des inondations	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Aménagement d'un bain d'étiqueur	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Appui à la création d'un champ communautaire		Construction d'un forage à l'EP	8.000.000	Accès difficile des écoliers à l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	2.000.000	3.000.000	17.000.000	4.000.000	4.000.000	8.000.000	2.000.000	48.000.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
35	DOREIS SOU CENTRE	Construction d'un forage au quartier Doram	Extension, rénovation et équipement du CSI	Aménagement de la piste agricole Doreissou - Waka - Tchomo	Construction des diguettes pour la canalisation des inondations	Construction d'un poste agricole	Acquisition d'une pirogue communautaire pour la pêche	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire		Construction d'un forage au quartier Doram	8.000.000	Accès difficile des populations du quartier à l'eau potable et existence plusieurs maladies hydriques
		8.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	2.000.000	15.000.000	4.000.000	69.000.000			
36	WARIA	Réfection du forage de l'EP	Extension, rénovation et équipement du CSI	Electrification du village	Construction d'un forage au quartier Djaoro	Construction des diguettes pour la canalisation des inondations	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe communautaire	Acquisition d'une pirogue communautaire pour la pêche		Réfection du forage de l'EP	3.000.000	Accès difficile des écoliers à l'eau potable et existence de plusieurs maladies hydriques
		3.000.000	10.000.000	8.000.000	8.000.000	10.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	51.000.000			
37	KOKO	Extension du réseau électrique	Rénovation extension et équipement du CSI	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Construction d'un forage au niveau du Djaoro	Construction des diguettes pour la canalisation des inondations	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe communautaire	Appui à la commercialisation des produits de pêche		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		3.000.000	10.000.000	17.000.000	8.000.000	5.000.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	55.000.000			
38	BALGAM	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Equipement en 60 tables-banc de l'EP	Construction d'un forage au niveau du Marché	Construction d'un CSI	Construction d'un forage à l'EP	Acquisition d'un moulin à écraser communautaire	Construction d'un magasin de stockage	Appui à la création d'un champ communautaire		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	1.800.000	8.000.000	50.000.000	8.000.000	2.000.000	8.000.000	5.000.000	101.800.000			

N°	Village/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	1 ^{ier}	2 ^{ième}	3 ^{ième}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justificati on de la sélection
39	TIKALAY E	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	Extension et équipement du CSI	Aménagement d'un bain d'étiqueur	réhabilitation des pistes agricole	Equipeme nt en 60 tables- banc de l'EP	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'une motopompe communautair e	Acquisitio n d'une pirogue communa taire pour la pêche		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	17.000.000	Plusieurs ne vont pas à l'école car ils y sont exposés aux intempéries
		17.000.000	10.000.000	3.000.000	10.000.000	1.800.000	8.000.000	2.000.000	2.000.000	53.800.000			
40	Bah	Construction d'un forage au quartier Maré	Construction d'un forage au quartier KOUDOUK	Electrification du village	Construction d'un bloc de deux salles de classe au lycée Bégué- Bah	Equipeme nt du centre de santé en matériel	Acquisition d'une décortiqueuse de céréal	Acquisition des instrants agricoles	Constructi on d'un magasin de stockage		Construction d'un forage au quartier Maré	8 000 000	Difficulté d'accès à l'eau
		8 000 000	8 000 000	10 000 000	17 000 000	5 000 000	5 000 000	3 000 000	8 000 000	64 000 000			
41	Malia	Création et construction d'une école primaire	Ravitaillement du centre de santé en médicament et affectation du personnel	Construction de 4 forages à malia	Renforceme nt de la Digue sur le logone	Aménage ment du puits à ciel ouvert	Acquisition de deux motopompes pour irrigation des champs	Ravitaillement en intrant agricole	Constructi on d'un magasin de stockage du RIZ		Création et construction d'une école primaire	50 000 000	Plusieurs ne vont pas à l'école car exposition aux intempéries
		50 000 000	8 000 000	32 000 000	5 000 000	3 000 000	4 000 000	3 000 000	8 000 000	113 000 000			
	Espace urbain	Equipement en table banc de l'EP groupe I et II (300) et de l'école maternelle (50)	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP de Massouang	Electrification de la ville par groupe électrogène	Construction des latrines publiques (04 donc un bloc par quartier)	Constructi on d'une adduction d'eau	Construction d'une auberge municipale de 10 chambres	Construction de la gare routière	Constructi on de la case du paysan		Equipement en table banc de l'EP groupe I et II (300) et de l'école maternelle (50)	10 500 000	Les enfants s'assent à même le sol
		10 500 000	21 600	30 000 000	14 000 000	50 000 000	30 000 000	5 000 000	10 000 000	185 100 000			
Total									2 468 200 000			106 050 0000	

4.6 Liste des villages par ordre de priorité du maire et de son exécutif

Tableau 26: priorisation des villages

N°	Nom Des Village	Ordre De Financement
1	MADALAM GOLBOUGAYE ET DILIA	1 ^{er}
2	MADALAM DJAROUA	2 ^{ème}
3	DAMA CENTRE	3 ^{ème}
4	DAMA DAVA	4 ^{ème}
5	PLAM	5 ^{ème}
6	BAH	6 ^{ème}
7	MBOUKTANG	7 ^{ème}
8	BARKAYA	8 ^{ème}
9	DOUKROYE CENTRE	9 ^{ème}
10	KAI KAI SABONGARI	10 ^{ème}
11	KALAK	11 ^{ème}
12	MOGOZI	12 ^{ème}
13	SADAMAKOU	13 ^{ème}
14	YANGHA	14 ^{ème}
15	WAKA	15 ^{ème}
16	DOREISSOU CENTRE	16 ^{ème}
17	VAGANDJA	17 ^{ème}
18	BARIA GODJO	18 ^{ème}
19	NGUIDOUANG	19 ^{ème}
20	DEDEKE	20 ^{ème}
21	MAGAYEL	21 ^{ème}
22	DOUGUI	22 ^{ème}
23	HOUMI	23 ^{ème}
24	BALGAM	24 ^{ème}
25	LOUGOYE MASSOUANG	25 ^{ème}
26	KAIVELE	26 ^{ème}
27	DOBOKO	27 ^{ème}
28	KAMAS	28 ^{ème}
29	KAI KAI GOLONBAYE	29 ^{ème}
30	KOKO	30 ^{ème}
31	KELEO	31 ^{ème}
32	MALIA	32 ^{ème}
33	TIKALAYE	33 ^{ème}
34	MIHAO	34 ^{ème}
35	MANGA CENTRE	35 ^{ème}
36	TCHOMO	36 ^{ème}
37	MASSOUANG	37 ^{ème}
38	WARIA	38 ^{ème}
39	DJOFFA	39 ^{ème}
40	DALOA DOUKROYE	40 ^{ème}
41	SILLA	41 ^{ème}
42	GABARAIROU MANGA	42 ^{ème}

CHAPITRE V

PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision

A l'horizon 2025, la Commune de Kai-Kai est un centre économique de grande ampleur entièrement désenclavé et électrifié, géré par une institution forte, dont la population a un accès suffisant aux services sociaux de base et valorise son potentiel culturel dans un contexte d'intégration systématique des préoccupations des personnes vulnérables et peuples autochtones dans les actions de développement.

5.1.2 Indicateurs

- La production agricole est accrue de 70%
- Les recettes propres de la Commune sont portées à 700 millions F CFA
- Le temps moyen nécessaire pour relier les principaux centres urbains de l'espace communal est réduit de 50%
- Les habitants de tous les villages ont un accès permanent à l'énergie électrique
- 70% de la population a un accès régulier à l'eau potable
- 90% des jeunes de moins de 25 ans ont une éducation primaire et 70% une éducation secondaire de fin de premier cycle
- Les taux de morbidité et de mortalité au sein de l'espace communal sont réduits de 50%

5.1.3 Objectifs du PCD

5.1.2.1 Objectif global du PCD

Améliorer durablement les conditions et le cadre de vie des habitants de la Commune de Kai-Kai

5.1.2.2 Objectifs spécifiques du PCD

Le plan de développement communal de Kai-Kai vise à :

- Améliorer l'accès des habitants à l'eau potable, à l'énergie électrique, à l'éducation et aux soins de santé ;
- Améliorer durablement le niveau de revenus des habitants ;
- Faciliter les déplacements au sein de l'espace communal ;
- Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ;
- Faciliter l'insertion socioéconomique des personnes socialement vulnérables ;
- Renforcer le dispositif de partenariat de la Commune ;
- Renforcer la collaboration avec l'ensemble des acteurs intervenant dans le développement de la Commune.

5.2 Cadres logiques par secteur

Tableau 27: Cadres logiques par secteur

SECTEUR : Agriculture et développement rural								
PROBLEME : Faible productivité agricole								
OBJECTIF SUPERIEUR : Accroître la production agricole en vue de satisfaire les besoins alimentaires des populations et des agro-industries								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la production et la productivité agricole dans l'espace communal de Kaï-kaï								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les capacités de production des agriculteurs au sein de l'espace communal	1.1 Les capacités d'intervention des acteurs d'encadrement institutionnel des producteurs sont renforcées	05 postes agricoles construits et dotés de personnel	1.1.1 Construction et équipement de 05 postes agricoles (Kaï-kaï, Doreissou, Manga, Dafga, Madalam)	Commune	DAADER	50 000 000	BIP	50 000 000
	1.2 Les agriculteurs maîtrisent mieux les techniques modernes de production	1000 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application de nouvelles techniques agricoles	1.2.1 Formation des producteurs en techniques modernes de production agricole (Organisation de 02 séminaires de formation au niveau communal par an pendant 03 ans)	Commune	DAADER	12 000 000	Commune	12 000 000
	1.3 Les agriculteurs ont un accès facilité aux intrants agricoles	Dispositif communal de distribution des semences améliorées et intrants agricoles opérationnel à travers la coopérative communale	1.3.1 Mise en place et aménagement d'un magasin de vente / distribution de semences améliorées et d'intrants agricoles	Commune	DAADER	22 000 000	Commune	22 000 000
			1.3.2 Appui à la structuration et la redynamisation de la coopérative	Commune	DAADER	2 000 000	Commune	2 000 000
			1.3.3 Appui à la mise en place d'une caisse villageoise d'appui au financement des producteurs à Kaï-Kaï ville	Commune	DAADER	10 000 000	Commune	10 000 000
2. Améliorer la capacité de commercialisation des produits agricoles au sein de l'espace communal	2.1 L'accès des produits agricoles de l'espace communal aux marchés est renforcé	42 magasins de stockage construits et opérationnels	2.1.1 Construction de magasins de stockage dans les 42 villages de l'espace communal	Commune	DAADER	924 000 000	BIP	924 000 000
TOTAL						1 020 000 000	Commune BIP	46 000 000 974 000 000

SECTEUR : Elevage, pêches et industries animales								
PROBLEME : Faible productivité des ressources animales et halieutiques								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter les rendements de l'ordre de 30% par rapport au niveau de 2005 en vue d'assurer la sécurité alimentaire et renforcer l'emploi dans le secteur de l'élevage et des pêches								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité des ressources animales et halieutiques dans l'espace communal de Kaï-kaï								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Augmenter la capacité de production animale	1.1 Les capacités d'intervention des acteurs d'encadrement institutionnel des éleveurs sont renforcées	- 04 CSCZV construits et opérationnels - 01 DAEPIA construite et équipée	1.1.1 Construction et équipement d'une DEAPIA	Commune	DAEPIA	30 000 000	BIP	30 000 000
			1.1.2 Construction de 04 centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire (Kaï-kaï, Doreissou, Manga, Djafga	Commune	DAEPIA	80 000 000	BIP	80 000 000
	1.2 Les capacités de production des éleveurs de l'espace communal sont durablement renforcées	- 500 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application des techniques modernes d'élevage - 10 projets d'élevage à forte valeur ajoutée opérationnels - 01 magasin de distribution des intrants et produits d'élevage opérationnel - 08 points d'eau pastoraux fonctionnels	1.2.1 Construction de 08 points d'eau pastoraux (Manga, Doukroye Centre, Gabarairou, Yougougoura, Yougou, Djoffa, Magayel, Silla)	Commune	DAEPIA	20 000 000	Commune	20 000 000
			1.2.2 Organisation de 03 sessions de formation aux techniques modernes d'élevage au niveau communal	Commune	DAEPIA	3 000 000	Commune	3 000 000
			1.2.3 Mise en place d'un magasin communal de distribution des intrants, produits et matériels d'élevage	Commune	DAEPIA	15 000 000	Commune	15 000 000
			1.2.4 Appui financier à la mise en œuvre de microprojets d'élevage	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
			1.2.5 organisation des sessions de renforcement des capacités des pêcheurs en techniques modernes de pisciculture et de création des étangs	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
2. Améliorer la capacité de commercialisation des produits animaux et halieutiques	2.1 Le dispositif d'appui à la commercialisation des produits pastoraux est renforcé	- 05 magasins de conservation du poisson opérationnels - 01 abattoir moderne construit et opérationnel - 01 mars artificiel construite - 01 parc vaccinogène	2.1.1 Construction et équipement de 05 magasins de conditionnement et de conservation du poisson (Kaï-kaï, Kéléo, Dougui, Yangha, Doreissou)	Commune	DAEPIA	25 000 000	Commune	25 000 000
			2.1.2 Construction et équipement d'un abattoir moderne à Kaï-kaï	Commune	DAEPIA	25 000 000	Commune	25 000 000

		construit - 01 débarcadère construit - 01 parc à bétail construit	2.1.3 Création d'une mars artificielle ou puits pastoral	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
			2.1.4 Construction d'un parc vaccinogène	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
			2.1.5 Construction d'un débarcadère	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
			2.1.6 Construction d'un parc à bétail	Commune	DAEPIA	10 000 000	Commune	10 000 000
TOTAL						258 000 000	BIP Commune	110 000 000 148 000 000

SECTEUR : Santé								
PROBLEME : Difficulté d'accès aux soins de santé								
OBJECTIF SUPERIEUR : Garantir, de manière pérenne, l'accès universel aux services et soins de santé de qualité à travers l'amélioration de leur offre et le financement appropriée de la demande de santé								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès aux soins de santé dans l'espace communal de Kaï-kaï								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Améliorer la couverture sanitaire des habitants de la Commune	1.1 La capacité d'accueil et de soin des malades est accrue au sein de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - 30 cases de santé supplémentaires construites et fonctionnelles - Infrastructures du CMA et du CSI de Manga Centre conformes aux exigences réglementaires 	1.1.1 Construction et équipement de 30 cases de santé (Doukroye Centre, Barkaya, Nguidouang, Magayel, Madalam Djaroua, Keleo ; Gabarairou, Lougoye Massouang, Mihao, Baria Godjo, Dama Centre, Dougui, Vagandja, Mbouktang, Houmi, Daloa Doukroye, Balgam ; Malia, Sadamakou, Mogozi, Dama Dava, Massouang, Yangha, Kamas, Djoffa, Kalak, Dedেকে, Koko, Silla, Kaï-Kaï Sabongari)	Commune	Responsable aire de santé	750 000 000	Commune	750 000 000
			1.1.2 Réhabilitation et équipement du CMA	Commune	Responsable aire de santé	50 000 000	BIP	50 000 000
			1.1.3 Réhabilitation et équipement du CSI de Manga Centre	Commune	Responsable aire de santé	25 000 000	BIP	25 000 000
	1.2 Les conditions de soin dans les centres de santé de l'espace communal sont durablement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Les centres de santé existants dotés d'un laboratoire équipé, d'un groupe électrogène fonctionnel, d'un forage fonctionnel, de latrines décentes et d'un dispositif de traitement des déchets 	1.2.1 Réfection du laboratoire du CMA et de 09 laboratoires des CSI existants (Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	60 000 000	BIP	60 000 000
			1.2.2 Appui à l'approvisionnement régulier des centres de santé en médicaments et réactifs	Commune	Responsable aire de santé	15 000 000	Commune	15 000 000

		<ul style="list-style-type: none"> - Les centres de santé existants dotés de médicaments et intrants médicaux en quantité suffisante - Une ambulance disponible et opérationnelle au sein de l'espace communal - 08 voitures d'évacuation disponible 	1.2.3 Equipement des centres de santé en 09 groupes électrogènes (Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	27 000 000	Commune	27 000 000
			1.2.4 Construction de 09 forages au sein des centres de santé (Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	93 500 000	Commune	93 500 000
			1.2.5 Aménagement de 09 blocs de latrines au sein des centres de santé (Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	33 000 000	Commune	33 000 000
			1.2.6 Aménagement de 09 dispositifs de traitement des déchets au sein des centres de santé (Kaï-Kaï Golombaye, Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	9 000 000	Commune	9 000 000
			1.2.7 Acquisition d'une ambulance au profit du CMA	Commune	Responsable aire de santé	20 000 000	Commune	20 000 000
			1.2.8 équipement de 08 centre de santé en voiture d'évacuation (Doreissou, Manga centre, Bégué, Madalam Dilia, Waka, Doukroye centre, Dama centre, Waria)	Commune	Responsable aire de santé	80 000 000	Commune	80 000 000
2. Attirer des personnels soignants en quantité et en qualité suffisante au sein des centres de santé existants	2.1 Les personnels soignants affectés au sein des centres de santé de l'espace communal restent durablement à leurs postes	Un logement d'astreinte construit et habitable	2.1.1 Construction d'un logement d'astreinte au sein du CMA	Commune	Responsable aire de santé	15 000 000	Commune	15 000 000
TOTAL						1 058 000 000	Commune BIP	923 00 000 135 000 000

SECTEUR : Travaux publics								
PROBLEME : Difficulté de déplacement en direction et au sein de l'espace communal								
OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer l'offre en infrastructures routières								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès aux différents villages de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Faciliter les déplacements au sein de l'espace communal et vers les communes voisines	1.1 Les principaux axes routiers de l'arrondissement sont durablement praticables	03 axes routiers durablement aménagés 04 ponts construits 01 route principale reprofilée * 01 route bitumée (45 km)	1.1.1 Construction d'un pont à Kamas sur le mayo Guerleo	Commune	DDTP	2 000 000 000	BIP	2 000 000 000
			1.1.2 Construction d'un pont à Dama	Commune	DDTP	15 000 000	BIP	15 000 000
			1.1.3 Construction d'un pont à Madalam	Commune	DDTP	15 000 000	BIP	15 000 000
			1.1.4 Construction d'un pont à Doreissou	Commune	DDTP	15 000 000	BIP	15 000 000
			1.1.5 Reprofilage de la route Kéleo-Kaï-Kaï, (30 km)	Commune	DDTP	150 000 000	BIP	150 000 000
			1.1.6 Reprofilage de la route Doreisou-Dougui (70 km)	Commune	DDTP	250 000 000	BIP	250 000 000
			1.1.7 Reprofilage de la route Gabarairou- Kaï-Kaï,(35 km)	Commune	DDTP	140 000 000	BIP	140 000 000
			1.1.8 Reprofilage de la route sadamakou-barkaya,(40 km)	Commune	DDTP	147 000 000	BIP	147 000 000
			1.1.9 Reprofilage de la route Kaï-Kaï- maga, (60 km)	Commune	DDTP	600 000 000	BIP	600 000 000
			1.1.10 Reprofilage de la route sadamakou-Doukroye (50 km)	Commune	DDTP	225 000 000	BIP	225 000 000
			1.1.11 Bitumage de l'axe reliant aux Kaï-Kaï, chefs lieux du département (45 km)	Commune	DDTP	950 000 000	BIP	950 000 000
			1.1.12 Entretien de la route Kaï-Kaï – Madalam Golbougaye	Commune	DDTP	87 500 000	BIP	87 500 000
			1.1.13 Entretien de la route Kaï-Kaï - Doreissou	Commune	DDTP	70 000 000	BIP	70 000 000
			1.1.14 Entretien de la route Kaï-Kaï – Doukroye centre	Commune	DDTP	105 000 000	BIP	105 000 000
	1.2 Les capacités de la population en matière d'entretien des routes sont améliorées		1.2.1 Appui à la création et l'équipement des comités d'entretien des routes	Commune	DDTP	9 000 000	BIP	9 000 000
TOTAL						4 778 500 000	BIP	4 778 500 000

SECTEUR : Education de base								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'éducation de base								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès à l'éducation de base au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les infrastructures d'enseignement primaire et préscolaire au sein de l'espace communal	1.1 La capacité d'accueil des élèves du primaire au sein de l'espace communal est améliorée	- 08 nouvelles écoles primaires construites et opérationnelles - 30 nouvelles écoles primaires construites et opérationnelles - 102 salles de classes réhabilitées	1.1.1 Création/construction de 08 nouvelles écoles primaires (Bah, Waria, Malia, Dama Dava, Kaï-Kaï Golombaye, Madalam Golbougaye, Kalak, Waka)	Commune	IAEB / DDEDUB	480 000 000	BIP	480 000 000
			1.1.2 Construction de 30 nouvelles écoles maternelles (Madalam, Madalam Mavadak, Doukroye Centre, Dama centre, Barkaya, Kaï-Kaï Golombaye, Manga, Madalam Dilia, Silla, Kamas, Mogozi, Sadamakou, Nguidouang, Massouang, Dobogo, Tikalaye, Daloa Doukroye Kaivélé, Dougui, Houmi, Dédéké, Djoffa, Madalam Djaroua, Tchomo, Kéléo, Bah, Plam, Waka, Waria, Koko)	Commune	IAEB / DDEDUB	750 000 000	BIP Commune	500 000 000 250 000 000
			1.1.3 Réhabilitation de 102 salles de classes dans les écoles primaires	Commune	IAEB / DDEDUB	408 000 000	BIP	408 000 000
	Attirer des enseignants en quantité et en qualité suffisante au sein des établissements d'enseignement primaire	Les enseignants affectés au sein des écoles primaires de l'arrondissement restent durablement à leurs postes	Organisation d'un plaidoyer pour la mise à disposition des enseignants qualifiés auprès des écoles	Commune	IAEB / DDEDUB	4 000 000	BIP Commune	3 000 000 1 000 000
	1.2 Les conditions d'enseignement dans les écoles primaires sont durablement améliorées	257 nouvelles salles de classe construites et opérationnelles Chaque école existante dotée d'un forage de tables bancs, de	1.2.1 Construction de 257 nouvelles salles de classe	Commune	IAEB / DDEDUB	2 184 500 000	BIP Commune	2 000 000 000 184 500 000
			1.2.2 Construction de 49 forages au sein des écoles existantes	Commune	IAEB / DDEDUB	416 500 000	Commune	416 500 000
			1.2.3 Construction de 44 blocs de latrines au sein des écoles existantes	Commune	IAEB / DDEDUB	132 000 000	Commune BIP	32 000 000 100 000 000

		matériel didactique, d'une clôture, d'aire de jeux et d'un bloc de latrines décentes	1.2.4 Equipement des écoles en matériel didactique	Commune	IAEB / DDEDUB	30 000 000	BIP	30 000 000
			1.2.5 Equipement des écoles primaires en tables-bancs (5000)	Commune	IAEB / DDEDUB	150 000 000	BIP	150 000 000
			1.2.6 Equipement des écoles maternelles en tables-bancs (240)	Commune	IAEB / DDEDUB	4 800 000	commune	4 800 000
			1.2.7 Constructions des clôtures dans les écoles primaires et maternelles	Commune	IAEB / DDEDUB	1 260 000 000	BIP	1 260 000 000
			1.2.8 Construction des aires de jeu dans les écoles primaires	Commune	IAEB / DDEDUB	640 000 000	BIP	640 000 000
TOTAL						6 459 800 000	BIP Commune	5 571 000 000 888 800 000

SECTEUR : Arts et culture								
PROBLEME : Faible promotion de la culture locale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir le développement des besoins culturels								
OBJECTIF GLOBAL : Valoriser le potentiel culturel de la Commune								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Faciliter le développement des activités culturelles au sein de l'espace communal	1.1 Les infrastructures culturelles sont renforcées au sein de l'espace communal	42 foyers communautaires construits et fonctionnels	1.1.1 Construction et équipement de 42 foyers communautaires (tous les villages)	Commune	DDAC	630 000 000	Commune BIP	126 000 000 504 000 000
	1.2 Les capacités d'organisation des événements culturels au sein de l'espace communal sont renforcées	03 éditions d'un festival culturel organisées au niveau communal	2.1.1 Organisation de 03 éditions d'un festival culturel annuel Kai-kai	Commune	DDAC	15 000 000	Commune	15 000 000
		Au moins 10 éditions de journées culturelles organisées dans les villages	2.1.2 Appui à l'organisation des journées culturelles dans les villages	Commune	DDAC	6 000 000	Commune	6 000 000
TOTAL						651 000 000	BIP Commune	504 000 000 147 000 000

SECTEUR : Promotion de la femme et de la famille								
PROBLEME : Faible épanouissement de la femme et de la cellule familiale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs								
OBJECTIF GLOBAL : Favoriser l'épanouissement de la femme et la promotion du bien être au sein des familles								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui	Coûts estimatifs	Source de financement	

					technique			
1. Vulgariser les droits des femmes au sein de l'espace communal	1.1 Les connaissances des femmes concernant leurs droits sont améliorées	01 réseau d'associations de femmes fonctionnel au niveau communal	1.1.1 Appui à la structuration des associations de femmes et à leur regroupement au niveau communal	Commune	DDPROFF	5 000 000	Commune	5 000 000
		1000 personnes sensibilisées sur les droits des femmes	1.1.2 Organisation de campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes (01 campagne par an pendant 03 ans)	Commune	DDPROFF	3 000 000	Commune	3 000 000
2. Faciliter l'autonomisation économique des femmes	2.1 Les capacités économiques des femmes de la Commune sont durablement renforcées	01 CPFF construit et fonctionnel	2.1.1 Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille à Kai-Kai ville	Commune	DDPROFF	90 000 000	BIP	90 000 000
		100 AGR portées par des femmes renforcées/créées	2.1.2 Accompagnement des femmes au montage et à la réalisation des microprojets économiques	Commune	DDPROFF	15 000 000	Commune	15 000 000
3. Promouvoir le bien-être au sein des familles	3.1 Le bien-être est renforcé au sein des familles	03 mariages collectifs organisés	3.1.1 Organisation de 03 mariages collectifs	Commune	DDPROFF	6 000 000	Commune	6 000 000
		100 couples unis officiellement 500 familles sensibilisées aux droits des enfants	3.1.2 Sensibilisation des familles aux droits des enfants et à l'établissement des actes de naissance	Commune	DDPROFF	3 000 000	Commune	3 000 000
TOTAL						122 000 000	BIP Commune	90 000 000 32 000 000

SECTEUR : Affaires sociales

PROBLEME : Difficulté d'accès des personnes vulnérables aux services sociaux

OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir la solidarité nationale par la lutte contre l'exclusion sociale des groupes marginalisés et la mise en œuvre des initiatives locales d'entraide, d'accompagnement et d'encadrement familial et des individus

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux au sein de l'espace communal

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les capacités d'encadrement des acteurs institutionnels	1.1 Le centre social est construit et opérationnel	01 centre social opérationnel	1.1.1 Construction et équipement d'un centre social	Commune	DDAS	50 000 000	BIP	50 000 000
		02 motos acquises et opérationnelles	1.1.2 Mise à disposition de 02 motos au profit du Centre Social	Commune	DDAS	2 000 000	Commune	2 000 000
2. Améliorer les connaissances et les pratiques des habitants en matière d'appui aux personnes socialement vulnérables	2.1 Les habitants sont aptes à identifier des cas sociaux	03 séances de sensibilisation organisées 1000 personnes sensibilisées	2.1.1 Organisation de séances de sensibilisation sur les droits des personnes vulnérables (01 par an)	Commune	DDAS	1 500 000	Commune	1 500 000
	2.2 Les personnes vulnérables connaissent leurs droits et les procédures d'accès aux aides sociales		2.2.1 Sensibilisation à l'endroit des personnes vulnérables sur leurs droits et les procédures d'accès aux aides sociales	Commune	DDAS	1 500 000	Commune	1 500 000

3. Développer les services d'appui aux personnes socialement vulnérables	3.1 L'accès des personnes vulnérables aux appuis sociaux est amélioré	01 association fonctionnelle au niveau communal 30 AGR créées et rentables	3.1.1 Appui au regroupement des personnes socialement vulnérables en associations	Commune	DDAS	2 000 000	Commune	2 000 000
			3.1.2 Appuis financiers des personnes socialement vulnérables à la création d'AGR	Commune	DDAS	15 000 000	Commune	15 000 000
			3.1.3 Acquisition et distribution des appareillages au profit des personnes handicapées	Commune	DDAS	5 000 000	Commune	5 000 000
			3.1.4 Appui aux personnes vulnérables (scolaire, sanitaire, matériel roulant)	Commune	DDAS	5 000 000	Commune	5 000 000
			3.1.5 installation des rampes d'accès dans les infrastructures publiques	Commune	DDAS	10 000 000	Commune	10 000 000
TOTAL						97 000 000	BIP Commune	0 000 000 77 000 000

SECTEUR : Eau								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'eau potable								
OBJECTIF SUPERIEUR : Porter le taux d'accès à l'eau potable à 75 % et le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement à plus de 60% en 2020								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès à l'eau potable au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Accroître le taux de couverture de la population en eau potable	1.1 Les infrastructures d'eau potable sont renforcées au sein de l'espace communal	Au moins 85 forages fonctionnels	1.1.1 Construction de 85 forages à Sadamakou (01), Daloa Doukroye (01), Houmi (01), Malia (01), Mbouktang (01), Kalak (01), Nguidouang (01), Madalam Djaroua (01), Kaï-kaï Golombaye (03), Kaï-kaï Sabongari (01), Dama Centre (01), Magayel (01), Silla (01), Bégué (05), Mogozi (01), Vagandja (02), Mihao (01), Gabarairou Manga (04), Doboko (01), Tikalaye (01), Massouang (09), Kaivele (01), Kamas (01), Barkaya (04), Doreissou Centre (01), Lougoye Massouang (02), Tchomo (01), Dougui (01), Balgam (02), Dama Dava (02), Yangha (02), Mogozi (01), Djoffa (02), Waka (01), Dedeke (04), Kéléo (03), Bah (03), Manga Centre (03), Waria (03), Koko (03), Doukroye Centre (03), Kalack Doreissou (01), Kourboug (01), Sokomaye (01)	Commune	DDEE	722 500 000	BIP Commune	500 000 000 222 500 000
		5 forages réhabilités	Réhabilitation de 5 forages en pannes (Magayel (1), Vagandja (01), Silla (01), Doboko (01), Tchomo (01))	Commune	DDEE	15 000 000	Commune	15 000 000
	1.2 Les capacités de la population en matière de potabilisation de l'eau à	1000 personnes sensibilisées	1.2.1 Organisation de 06 campagnes de vulgarisation des techniques de potabilisation de l'eau à domicile	Commune	DDEE	6 000 000	Commune	6 000 000

	domicile sont renforcées							
2. Faciliter la pérennisation des infrastructures existantes	2.1 Un système de pérennisation des infrastructures d'eau potable est opérationnel	Tous les forages existants offrent une eau de qualité Un comité de gestion de chaque point d'eau potable est opérationnel Les fonds nécessaires à la maintenance de chaque point d'eau potable sont mobilisés	2.1.1 Appui à la création/redynamisation et au fonctionnement des comités de gestion des points d'eau potable au sein de l'espace communal	Commune	DDEE	5 000 000	Commune	5 000 000
TOTAL						748 500 000	BIP Commune	500 000 000 248 500 000

SECTEUR : Energie								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'énergie électrique								
OBJECTIF SUPERIEUR : Accroître significativement la production énergétique par une valorisation du potentiel hydroélectrique et gazier, des énergies alternatives et la modernisation des réseaux de distribution								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès à l'énergie électrique au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Faciliter l'extension du réseau électrique au sein de l'espace communal	1.1 L'espace communal est relié au réseau électrique	Tous les villages de l'espace communal ont un accès permanent à l'énergie électrique	Extension du réseau électrique MT/BT vers les 42 villages de l'espace communal			2 000 000 000	BIP	2 000 000 000
			Organisation des séances de sensibilisation de la population sur l'utilisation des foyers améliorés et d'autres sources d'énergie autre que le bois de chauffe	Commune	DDEE	5 000 000	Commune	5 000 000
	1.2 l'espace communal a accès au produit pétrolier	01 station service construite	Installation d'une station de distribution des produits pétroliers	Commune	DDEE	2 000 000 000	BIP	2 000 000 000
TOTAL						4 005 000 000	commune BIP	5 000 000 4 000 000 000

SECTEUR : Enseignements secondaires								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire au sein de l'espace communal								
OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer le développement d'un enseignement secondaire de deuxième cycle de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement d'une économie appelée à s'industrialiser davantage								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des jeunes de la Commune à l'enseignement secondaire								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les infrastructures d'enseignement	1.1 La capacité d'accueil des élèves du secondaire au sein de	03 CES et 02 CETIC construits et opérationnels	1.1 Création/construction et équipement de 03 CES à Dama Centre, Lougoye Kamas et Magayel	Commune	DDESEC	150 000 000	BIP	150 000 000

secondaire au sein de l'espace communal	l'espace communal est améliorée		1.2 Construction et équipement de 02 CETIC à Manga Centre et Madalam	Commune	DDESEC	270 000 000	BIP	270 000 000
	1.2 Les conditions d'enseignement dans les établissements d'enseignement secondaire sont durablement améliorées	34 nouvelles salles de classe et 03 nouveaux blocs administratifs construits et opérationnels 02 ateliers de travaux pratiques, 07 bibliothèques et 07 salles informatiques équipés et opérationnels 04 forages et 03 blocs de latrines supplémentaires fonctionnels Amélioration de la praticabilité de 06 aires de jeux Disponibilité permanente du matériel didactique au sein des établissements 480 tables bancs disponible	1.2.1 Construction de 16 salles de classe aux lycées de Kaï-kaï (06), Djafiga (04), Bégué Plam (06)	Commune	DDESEC	144 000 000	BIP	144 000 000
			1.2.2 Construction de 08 salles de classe aux CES de Doukroye (04) et Madalam (04)	Commune	DDESEC	72 000 000	BIP	72 000 000
			1.2.3 Construction de 10 salles de classe aux CETIC de Doreissou (06) et Kaï-kaï (04)	Commune	DDESEC	90 000 000	BIP	90 000 000
			1.2.4 Construction et équipement de 02 ateliers de travaux pratiques aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	120 000 000	BIP	120 000 000
			1.2.5 Construction et équipement de 08 bibliothèques aux lycées de Kaï-kaï, Djafiga, Bégué Plam, Doreissou, aux CES de Doukroye et Madalam et aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	40 000 000	Commune	40 000 000
			1.2.6 Construction et équipement de 08 salles informatiques aux lycées de Kaï-kaï, Djafiga, Bégué Plam, doreissou, aux CES de Doukroye et Madalam et aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	160 000 000	BIP	160 000 000
			1.2.7 Construction et équipement de 03 blocs administratifs aux CES de Doukroye et Madalam et au CETIC de Doreissou	Commune	DDESEC	54 000 000	BIP	54 000 000
			1.2.8 Construction de 04 forages au lycée de Kaï-kaï, au CES de Doukroye et aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	34 000 000	Commune	34 000 000
			1.2.9 Construction et équipement de 05 blocs de latrines au lycée de Kaï-kaï, aux CES de Doukroye et Madalam et aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	15 000 000	Commune	15 000 000
			1.2.10 Aménagement de 06 aires de jeux dans les lycées de Kaï-kaï, Djafiga et Bégué Plam, le CES de Madalam et aux CETIC de Doreissou et Kaï-kaï	Commune	DDESEC	12 000 000	Commune	12 000 000
			1.2.11 Appui des établissements en matériels didactiques	Commune	DDESEC	9 000 000	Commune	9 000 000
			1.2.12 équipements des établissements en tables bancs 480 Lycée de Kaï-Kaï (60), Lycée de Bégué Plam(60), Lycée de Waka(60), Lycée de Doreissou(60), CES de Madalam (60), CETIC de Kaï-Kaï(60), CETIC de Doreissou(60), CES de Doukroye(60)	Commune	DDESEC	14 400 000	BIP	14 400 000
2. Attirer des enseignants en quantité et en qualité	2.1 Les enseignants affectés au sein des établissements d'enseignement	Accroissement du nombre de postes d'enseignants pourvus au sein des	2.1.2 Participation au paiement des salaires des ECI et enseignements vacataires	Commune	DDESEC	6 000 000	Commune	6 000 000
			Mobilisation des pouvoirs publics pour	Commune	DDESEC	34 000 000	Commune	34 000 000

suffisante au sein des établissements d'enseignement secondaire	secondaire de l'espace communal restent durablement à leurs postes	établissements	l'affectation de 40 enseignants (Lycée de Kaï-Kaï (10), Lycée de Bégué Plam (6), Lycée de Waka (4), Lycée de Doreissou (6), CES de Madalam (4), CETIC de Kaï-Kaï (4), CETIC de Doreissou (4), CES de Doukroye (2))					
TOTAL						1 224 400 000	BIP Commune	1 074 400 000 125 000 000

SECTEUR : Emploi et formation professionnelle								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'emploi et aux opportunités de formation professionnelle								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter fortement l'offre d'emplois et améliorer sensiblement la qualité de la formation professionnelle								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès à des emplois décents au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Développer l'offre de formation professionnelle	1.1 Le dispositif de formation professionnelle au sein de l'espace communal est durablement renforcé	03 SAR/SM construites et opérationnelles	1.1.1 Construction et équipement de 03 SAR/SM à Doreissou, Manga et Kaï-Kaï	Commune	DDEFOP	348 000 000	BIP	348 000 000
2. Faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux financements	2.1 L'accès des femmes et des jeunes aux financements est durablement amélioré	1000 personnes sensibilisées 500 jeunes formés 30 AGR créées et rentables	2.1.1 Sensibilisation et d'information des jeunes sur les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE)	Commune	DDEFOP	2 000 000	Commune	2 000 000
			2.1.2 Formation des jeunes aux techniques de montage des projets et à la recherche de financements	Commune	DDEFOP	3 000 000	Commune	3 000 000
			2.1.3 Accompagnement des jeunes et des femmes à la réalisation des AGR	Commune	DDEFOP	15 000 000	Commune	15 000 000
TOTAL						368 000 000	BIP Commune	348 000 000 20 000 000

SECTEUR : Travail et sécurité sociale								
PROBLEME : Difficulté d'accès des travailleurs de l'espace communal à la couverture sociale								
OBJECTIF SUPERIEUR : Elargir le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale au plus grand nombre								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des travailleurs de l'espace communal à la couverture sociale								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les capacités des travailleurs et employeurs sur les questions de sécurité sociale	1.1 Les travailleurs et employeurs connaissent leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	05 groupes de défense des intérêts des travailleurs structurés et fonctionnels 1000 travailleurs et employeurs sensibilisés	1.1.1 Structuration des groupes de défense des intérêts des travailleurs locaux	Commune	DDTSS	1 000 000	Commune	1 000 000
			1.1.2 Sensibilisation des travailleurs et employeurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	Commune	DDTSS	1 000 000	Commune	1 000 000
			1.1.3 Invitation de tous les travailleurs à s'immatriculer à la CNPS en se regroupant en coopérative	Commune	DDTSS	1 000 000	Commune	1 000 000
			1.1.4 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des employeurs au versement des cotisations sociales	Commune	DDTSS	4 000 000	Commune	4 000 000
TOTAL						7 000 000	Commune	7 000 000

SECTEUR : Tourisme et loisirs								
PROBLEME : Faible valorisation du potentiel touristique local								
OBJECTIF SUPERIEUR : Doubler l'effectif annuel de touristes extérieurs entre 2010 et 2020								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités touristiques au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Valoriser le potentiel touristique de la Commune	1.1 Le potentiel touristique communal est connu au niveau régional, national et international	01 office de tourisme fonctionnel 01 dépliant de présentation de la Commune disponible	1.1.1 Création et équipement d'un Office communal du tourisme	Commune	DDTOUL	5 000 000	Commune	5 000 000
			1.1.2 Réalisation d'un inventaire exhaustif du potentiel touristique communal : conception d'un document de présentation touristique de la Commune et organisation de sa diffusion au niveau national et international	Commune	DDTOUL	5 000 000	Commune	5 000 000
			1.1.3 Création d'un Office communal du tourisme et équipement de ses locaux	Commune	DDTOUL	5 000 000	Commune	5 000 000
			1.1.4 Conception d'un document de présentation touristique de la Commune et organisation de sa diffusion au niveau national et international	Commune	DDTOUL	1 000 000	Commune	1 000 000
2. Accroître les capacités d'accueil des visiteurs	2.1 La Commune dispose d'infrastructures d'accueil des visiteurs étrangers	01 centre d'accueil construit et opérationnel	2.1.1 Construction d'un centre d'accueil communal	Commune	DDTOUL	100 000 000	Commune	100 000 000
TOTAL						116 000 000	Commune	116 000 000

SECTEUR : Forêts et faune								
PROBLEME : Dégradation progressive du couvert végétal								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter les superficies de l'ordre de 30% par rapport au niveau de 2005								
OBJECTIF GLOBAL : Réduire la pression sur le couvert forestier de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer le couvert forestier de l'espace communal	1.1 Les capacités d'intervention du poste forestier sont renforcées	01 poste forestier construit et fonctionnel	1.1.1 Construction et équipement du poste de contrôle forestier à kai-kai	Commune	Chef de poste forestier	30 000 000	Commune	30 000 000
	1.2 La superficie du couvert forestier de l'espace communal est accrue	-01 pépinière communale aménagée et approvisionnée en espèces forestières 06 journées organisées 1000 personnes sensibilisées 100 000 arbres plantés	1.2.1 Création d'une pépinière communale pour le reboisement	Commune	Chef de poste forestier	10 000 000	Commune	10 000 000
			1.2.2 Organisation de 06 journées communales de reboisement	Commune	Chef de poste forestier	6 000 000	Commune	6 000 000
			1.2.3 Organisation de 03 campagnes de vulgarisation des techniques de régénération forestière	Commune	Chef de poste forestier	6 000 000	Commune	6 000 000
	1.3 La population participe en permanence à la surveillance et la régénération des forêts	03 sessions de sensibilisation tenues 02 séances de vulgarisation tenues 600 plants distribués	1.3.1 Sensibilisation des populations aux techniques de régénération des espèces forestières et lutte contre la déforestation (médiations, réunions avec les populations concernées)	Commune	Chef de poste forestier	3 000 000	Commune	3 000 000
			1.3.2 organisation des sessions de vulgarisation des pratiques agroécologiques et pastorales respectueuses de la biodiversité	Commune	Chef de poste forestier	5 000 000	Commune	5 000 000
			1.3.3 Approvisionnement des jeunes plants d'espèces forestières pour le reboisement des espaces vides.	Commune	Chef de poste forestier	5 000 000	Commune	5 000 000
TOTAL						65 000 000	Commune	65 000 000

SECTEUR : Environnement, protection de la nature et développement durable								
PROBLEME : Pollution des sols, de la nappe phréatique et des cours d'eau de l'espace communal								
OBJECTIF SUPERIEUR : Organiser et encourager les initiatives des particuliers, des associations, des partenaires, de la société civile, etc. en faveur d'un développement durable et rationnel de l'environnement								
OBJECTIF GLOBAL : Contribuer à la protection de l'environnement au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Lutter contre les pratiques locales néfastes	1.1 Un dispositif de lutte contre la défécation à l'air libre est opérationnel au sein de l'espace	1000 personnes sensibilisées	1.1.1 Organisation de 03 campagnes de sensibilisation contre la défécation à l'air libre	Commune	DDEDED	1 500 000	Commune	1 500 000
		02 blocs de toilette construits et fonctionnelles	1.1.2 Construction de 02 blocs de toilettes publiques dans l'espace urbain communal	Commune	DDEDED	8 000 000	Commune	8 000 000

pour l'environnement	communal							
	1.2 Un dispositif de collecte des ordures ménagères est opérationnel au sein de l'espace urbain communal	10 bacs à ordures disponibles Une décharge municipale opérationnelle	1.2.1 Installation de 10 bacs à ordures au marché de Kai-kaï	Commune	DDEDED	1 000 000	Commune	1 000 000
			1.2.2 Aménagement d'une décharge municipale	Commune	DDEDED	30 000 000	Commune	30 000 000
			1.2.3 Installation de 42 bacs de pré collectes des ordures dans les villages	Commune	DDEDED	42 000 000	Commune	42 000 000
TOTAL						82 500 000	Commune	82 500 000

SECTEUR : Habitat et développement urbain

PROBLEME : Précarité de l'habitat

OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le niveau d'urbanisation de la ville de Kai-kaï

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Planifier le développement de l'espace urbain communal	1.1 La visibilité du développement de l'espace urbain communal par les autorités municipales est améliorée	01 plan sommaire d'urbanisme disponible	1.1.1 Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme	Commune	DDH DU	15 000 000	Commune	15 000 000
2. Promouvoir le respect des règles d'hygiène et d'urbanisme	2.1 Un dispositif de lutte contre la défécation à l'air libre est opérationnel au sein de l'espace communal	1000 personnes sensibilisées	2.1.1 Organisation de 03 campagnes de sensibilisation contre la défécation à l'air libre	Commune	DDH DU	Voir cadre logique Environnement	Commune	3 000 000-
		02 blocs de toilette construits et fonctionnelles	1.1.2 Construction de 2 blocs de toilettes publiques dans l'espace urbain communal	Commune	DDH DU	Voir cadre logique Environnement	Commune	7 000 000-
	2.2 Un dispositif de collecte des ordures ménagères est opérationnel au sein de l'espace urbain communal	un dispositif de collecte et gestion des ordures ménagères disponibles	1.2.1 Mise en place d'un dispositif communal de collecte et de gestion des ordures ménagères	Commune	DDH DU	Voir cadre logique Environnement	Commune	2 000 000-
		Une décharge municipale opérationnelle	1.2.2 Aménagement d'une décharge municipale	Commune	DDH DU	Voir cadre logique Environnement	Commune	40 000 000-
TOTAL						67 000 000	Commune	67 000 000

SECTEUR : Domaines, cadastre et affaires foncières

PROBLEME : Difficulté d'acquisition des terres en propriété

OBJECTIF SUPERIEUR : Lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication, stimuler la création de moyennes et grandes exploitations dans le secteur rural, maîtriser le développement urbain et améliorer le climat des affaires

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès en propriété des terres au sein de l'espace communal

Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsa	Partenaires	Coûts	Source de financement	
-----------	--------------------	--------------------------	--------------------------	----------	-------------	-------	-----------------------	--

spécifiques				bles	/ Appui technique	estimatifs		
1. Améliorer les connaissances des communautés locales en matière de sécurisation foncière	1.1 Les populations connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers	1000 personnes connaissent les procédures d'immatriculation des terrains	1.1.1 Organisation de campagnes de sensibilisation sur les procédures de sécurisation foncière (01 campagne dans les villages par an pendant 02 ans)	Commune	DDDCAF	2 000 000	Commune	2 000 000
2. Faciliter l'accès de la Commune et à la propriété foncière	2.1 Le patrimoine foncier de la commune est sécurisé	Disponibilité de réserves foncières communales sécurisées	2.1.1 Constitution et sécurisation des réserves foncières communales	Commune	DDDCAF	30 000 000	Commune	30 000 000
TOTAL						32 000 000	Commune	32 000 000

SECTEUR : Recherche scientifique et innovation

PROBLEME : Difficulté d'accès des producteurs aux résultats de la recherche

OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir et valoriser les innovations technologiques disponibles

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des producteurs de l'espace communal aux résultats de la recherche

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Mettre les résultats pertinents de la recherche en matière agricole, pastorale et halieutique à la portée des producteurs de la Commune	1.1 Les producteurs agricoles, de l'arrondissement maîtrisent l'utilisation des innovations technologiques pouvant leur permettre d'accroître leur production	2 000 producteurs connaissent une innovation technologique pouvant leur permettre d'accroître leur production et les moyens de la mettre en pratique	1.1.1 Organisation de 03 campagnes de vulgarisation et de distribution des semences et races animales améliorées	Commune	DRRESI	6 000 000	Commune	6 000 000
			1.1.2 Organisation de 03 séminaires de formation des producteurs aux techniques modernes adaptées de production, de conservation et de transformation des produits agricoles	Commune	DRRESI	6 000 000	Commune	6 000 000
			Organisation de 5 séminaires de formation de la population sur les modes d'utilisations des intrants agricoles	Commune	DRRESI	7 500 000	Commune	7 500 000
TOTAL						19 500 000	Commune	19 500 000

SECTEUR : Commerce

PROBLEME : Difficulté de commercialisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques au sein de l'espace communal

OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités commerciales au sein de l'espace communal

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui	Coûts estimatifs	Source de financement
-----------------------	--------------------	--------------------------	--------------------------	--------------	---------------------	------------------	-----------------------

					technique			
1. Accroître les capacités de commercialisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques locaux	1.1 La capacité d'accueil des principaux marchés de la Commune est améliorée	40 boutiques construites et opérationnelles 19 hangars construits et opérationnels dans les marchés existants 02 forages et 02 blocs de latrines fonctionnels dans les principaux marchés	1.1.1 Construction de 40 boutiques dans les marchés de Kaï-kaï (10), Doreissou (10), Djaŋga (3), Bégué (3), Dama (2), Doukroye (2), Madalam (2), Magayel (3), Manga (2) et Kaïvélé (2)	Commune	DDCommerc e	80 000 000	Commune	80 000 000
			1.1.2 Construction de 19 hangars avec comptoirs dans les marchés de Kaï-kaï (4), Doreissou (4), Djaŋga (2), Bégué (2), Dama (1), Doukroye (1), Madalam (2), Magayel (1), Manga (1) et Kaïvélé (1)	Commune	DDCommerc e	190 000 000	BIP Commune	120 000 000 70 000 000
			1.1.3 Construction de 02 magasins de stockage aux marchés de Kaï-kaï et Doreissou	Commune	DDCommerc e	30 000 000	Commune	30 000 000
			1.1.4 Construction de 02 forages aux marchés de Kaï-kaï et Doreissou	Commune	DDCommerc e	17 000 000	Commune	17 000 000
			1.1.5 Construction de 02 blocs de latrines aux marchés de Kaï-kaï et Doreissou	Commune	DDCommerc e	6 000 000	Commune	6 000 000
	1.2 La Commune dispose de points de vente supplémentaires	02 hangars opérationnels dans 02 nouveaux marchés	1.2.1 Construction de 02 hangars à Djoglaini (1) et Balam (1)	Commune	DDCommerc e	20 000 000	Commune	20 000 000
TOTAL						343 000 000	BIP Commune	120 000 000 223 000 000

SECTEUR : Jeunesse

PROBLEME : Faible épanouissement des jeunes au sein de l'espace communal

OBJECTIF SUPERIEUR : Permettre aux jeunes de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs

OBJECTIF GLOBAL : Contribuer à l'épanouissement des jeunes de la Commune

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les capacités d'intervention des acteurs institutionnels d'encadrement des jeunes	1.1 Les infrastructures de la délégation d'arrondissement (DAJEC) et du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) sont opérationnelles	01 CMPJ doté d'un équipement adéquat 01 DAJEC construite et dotée d'un équipement adéquat	1.1.1 Equipement du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ)	Commune	DAJEC	50 000 000	BIP	50 000 000
			1.1.2 Construction et équipement de la Délégation d'arrondissement de la Jeunesse	Commune	DAJEC	25 000 000	BIP	25 000 000
			1.1.3 Construction et équipement d'un foyer à Kaï-kaï,	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.4 Construction et équipement d'un foyer à Doreissou	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.5 Construction et équipement d'un foyer à Djaŋga	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.6 Construction et équipement d'un foyer à Bégué	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.7 Construction et équipement d'un foyer à	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000

			Dama					
			1.1.8 Construction et équipement d'un foyer à Doukroye	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.9 Construction et équipement d'un foyer à Madalam	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.10 Construction et équipement d'un foyer à Magayel	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.11 Construction et équipement d'un foyer à Manga	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
			1.1.12 Construction et équipement d'un foyer à Kaïvélé	Commune	DAJEC	20 000 000	BIP	20 000 000
2. Vulgariser les opportunités du MINJEC auprès des jeunes	2.1 Les jeunes de la Commune connaissent les opportunités offertes par le MINJEC	1000 jeunes connaissent les opportunités économiques promues par les organismes publics	2.1.1 Organisation de 03 campagnes d'information des jeunes sur les opportunités offertes par le MINJEC	Commune	DAJEC	3 000 000	Commune	3 000 000
		200 projets portés par des jeunes de la Commune déposés auprès du PAJER U, du PIAASI et/ou du PIFMAS	2.1.2 Organisation de 03 sessions de formation et d'accompagnement des jeunes au montage des projets pouvant être financés par le PAJER U, le PIAASI et/ou le PIFMAS.	Commune	DAJEC	3 000 000	Commune	3 000 000
TOTAL						281 000 000	BIP Commune	275 000 000 6 000 000

SECTEUR : Sports et éducation physique

PROBLEME : Faible développement des activités sportives au sein de l'espace communal

OBJECTIF SUPERIEUR : Favoriser le développement des infrastructures sportives pour le sport d'élite et celui de masse, et l'encadrement du mouvement sportif

OBJECTIF GLOBAL : Contribuer au développement des activités sportives au sein de l'espace communal

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Développer et améliorer les infrastructures sportives de la Commune	1.1 Les aires de jeux de l'espace communal sont durablement aménagées	01 complexe multisports et 01 stade construits et opérationnels	1.1.1 Construction d'un mini-complexe municipal multisports à Kaï-kaï	Commune	DDSEP	50 000 000	Commune	50 000 000
			1.1.2 Construction et aménagement d'un stade municipal	Commune	DDSEP	50 000 000	Commune	50 000 000
			1.1.3 aménagement des aires de jeux dans les villages	Commune	DDSEP	42 000 000	Commune	42 000 000
2. Développer des activités sportives et de divertissement	2.1 Le mouvement sportif est structuré au sein de l'espace communal	03 éditions d'un championnat de vacances organisées	2.1.1 Appui à la structuration et au fonctionnement des associations sportives au sein de l'espace communal	Commune	DDSEP	5 000 000	Commune	5 000 000
		01 association sportive structurée et	2.2.2 Organisation de 03 championnats de vacances	Commune	DDSEP	15 000 000	Commune	15 000 000
	2.2 Des compétitions		2.2.3 Sollicitation de l'affectation de 06 cadres	Commune	DDSEP	200 000	Commune	2000 000

nt au sein de la Commune	sportives sont organisées au sein de l'espace communal	fonctionnelle	d'appui au CMPJ de Kai-Kai					
TOTAL						162 200 000	Commune	162 200 000

SECTEUR : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLEME : Faible développement des petites entreprises au sein de l'espace communal

OBJECTIF SUPERIEUR : Améliorer la performance et la rentabilité de l'économie sociale

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des petites entreprises au sein de l'espace communal

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Informer les artisans et les groupes locaux de l'économie sociale sur les opportunités existantes	1.1 La connaissance des opportunités d'appui par les groupes de l'économie sociale est améliorée	1000 artisans et membres de groupes de l'économie sociale connaissent les opportunités offertes par le MINPMEESA et d'autres acteurs d'appui	1.1.1 Organisation de 03 campagnes d'information des artisans et groupes de l'économie sociale locale sur les opportunités offertes par le MINPMEESA	Commune	DDPMEESA	3 000 000	Commune	3 000 000
2. Renforcer la visibilité des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale	2.1 Les produits de l'artisanat et des groupes locaux de l'économie sociale sont connus par des partenaires et intermédiaires commerciaux	03 éditions d'une foire d'exposition organisées 500 partenaires et intermédiaires commerciaux mobilisés	2.1.1 Organisation de 03 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux	Commune	DDPMEESA	15 000 000	Commune	15 000 000
3. Faciliter l'accès des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale aux appuis techniques et financiers	3.1 La rentabilité des activités artisanales et de l'économie sociale est durablement améliorée	300 producteurs formés Rentabilité de 60 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale durablement améliorée	3.1.1 Organisation de 06 sessions de formation des acteurs de l'économie sociale aux techniques de transformation des produits agricoles et de recherche des partenaires	Commune	DDPMEESA	6 000 000	Commune	6 000 000
			3.1.2 Accompagnement des groupes d'artisans à la recherche de financements	Commune	DDPMEESA	3 000 000	Commune	3 000 000
			3.1.3 Appuis financiers à la redynamisation d'AGR par les artisans et groupes de l'économie sociale	Commune	DDPMEESA	15 000 000	Commune	15 000 000
TOTAL						42 000 000	Commune	42 000 000

SECTEUR : Industrie, mines et développement technologique								
PROBLEME : Faible développement du secteur industriel et minier local								
OBJECTIF SUPERIEUR : Favoriser et encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nécessaires au développement économique et social du pays								
OBJECTIF GLOBAL : Développer le secteur industriel et minier local								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Faciliter l'exploitation rationnelle du potentiel naturel et minier local	1.1 L'exploitation des carrières de sable de l'espace communal est rationalisée	01 unité industrielle communale d'extraction et d'exploitation du sable créée et opérationnelle	1.1.1 Inventaire exhaustif du potentiel de production du sable au sein de l'espace communal	Commune	DDIMIDT	10 000 000	Commune	10 000 000
			1.1.2 Réalisation des études de prospection et de cartographie des ressources minières du sol et sous-sol de la commune	Commune	DDIMIDT	1 000 000	Commune	1 000 000
			1.1.3 Création, équipement et gestion d'une unité communale d'exploitation des carrières de sable (recrutement du personnel, achat des équipements nécessaires à l'exploitation : camions, machines)	Commune	DDIMIDT	200 000 000	Commune	200 000 000
TOTAL						211 000 000	Commune	211 000 000

SECTEUR : Transports								
PROBLEME : Difficulté de déplacement au sein de l'espace communal								
OBJECTIF SUPERIEUR : Bâtir à moindre coût un réseau de transport intégré, performant, quadrillant tout l'espace national et résolument ouvert vers les pays voisins								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter les déplacements au sein de l'espace communal et vers les communes voisines								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Développer les infrastructures de transport	1.1 La capacité d'accueil des passagers dans l'espace communal est durablement accrue	01 gare routière et 05 hangars de stationnement construits et opérationnels	Construction et équipement d'une gare routière à Kaï-Kaï	Commune	DDTransports	30 000 000	Commune	30 000 000
			Aménagement de 05 hangars de stationnement dans les villages de l'espace communal	Commune	DDTransports	2 500 000	Commune	2 500 000
Organiser le secteur des motos taxis	Les acteurs du secteur des transports de la Commune de Kaï- Kaï sont structurés		Accompagnement des acteurs du secteur des transports de la Commune à la mise en place d'un cadre de concertation	Commune	DDTransports	2 000 000	Commune	2 000 000
			Création d'un comité de régulation des prix du transport	Commune	DDTransports	3 000 000	Commune	3 000 000
			Appui au regroupement des transporteurs en association et à leur structuration	Commune	DDTransports	1 000 000	Commune	1 000 000
TOTAL						37 500 000	Commune	37 500 000

SECTEUR : Postes et télécommunications							
PROBLEME : Difficulté d'accès aux services postaux et aux TIC							
OBJECTIF SUPERIEUR : Porter la télé densité fixe à 45% à la télé densité mobile à 65%							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès de la population aux technologies de l'information de la communication au sein de l'espace communal							
Objectifs	Résultats	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsa	Partenaires	Coûts	Source de financement

spécifiques	attendus			bles	/ Appui technique	estimatifs		
1. Faciliter l'accès à Internet et au réseau téléphonique au sein de l'espace communal	1.1 Les habitants de la Commune ont accès à Internet et au réseau téléphonique	06 télécentre communautaire construit et opérationnel	1.1.1 Construction et équipement d'un télécentre communautaire à Manga	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
			Construction et équipement d'un télécentre communautaire (Kai-kai ville	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
			Construction et équipement d'un télécentre communautaire Doreissou,	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
			Construction et équipement d'un télécentre communautaire à, Madalam,	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
			Construction et équipement d'un télécentre communautaire à Bégué Palam,	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
			Construction et équipement d'un télécentre communautaire à Nguidouang)	Commune	DRPOSTEL	75 000 000	BIP	75 000 000
	1.2 Le signal des réseaux téléphoniques est capté dans tous les villages de l'espace communal	01 cyber café communal est opérationnel 01 centre multimédia avec accès Internet est ouverte et fonctionnelle dans la Commune 04 antennes relais installées	1.2. 1 Création et aménagement d'un cybercafé communal à Kai-kai ville	Commune	DRPOSTEL	5 000 000	BIP	5 000 000
			1.2.2 Construction et aménagement d'un centre multimédia communal à Kai-Kai ville avec accès internet par VSAT ou WIMAX	Commune	DRPOSTEL	15 000 000	BIP	15 000 000
			1.2.3 Sollicitation auprès des opérateurs MTN, Orange et CAMEL de l'installation des d'antenne relais dans l'espace géographique de la Commune	Commune	DRPOSTEL	100 000	Commune	100 000
TOTAL						470 100 000	BIP Commune	470 100 000 100 000

SECTEUR : Communication

PROBLEME : Difficulté d'accès à l'information au sein de l'espace communal

OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable

OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès à l'information au sein de l'espace communal

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Assurer la circulation de l'information au sein de l'espace communal	1.1 Les habitants ont un meilleur accès à l'information	01 journal communal opérationnel	1.1.1 Installation de 42 tableaux d'affichage public au sein de l'espace communal	Commune	DRCOM	21 000 000	Commune	21 000 000
		05 tableaux d'affichage installés dans les villages et régulièrement actualisés	1.1.2 Ouverture d'un kiosque à journaux dans la Commune	Commune	DRCOM	5 000 000	Commune	5 000 000
			1.1.3 Création et édition d'un journal communal	Commune	DRCOM	10 000 000	Commune	10 000 000
		01 bibliothèque communale construite	Construction d'une bibliothèque municipale	Commune	DRCOM	5 000 000	Commune	5 000 000
TOTAL						44 000 000	Commune	44 000 000

SECTEUR : Administration, sécurité et maintien de l'ordre								
PROBLEME : Insécurité et difficulté d'accès de la population aux services administratifs								
OBJECTIF SUPERIEUR : Reduire les écarts entre les administrations et la population en assurant la durabilité dans la performance des institutions								
OBJECTIF GLOBAL : Renforcer la sécurité et la collaboration entre les services publics et la population au sein de l'espace communal								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Renforcer les capacités d'intervention des services administratifs	1.1 L'équipement des services administratifs est amélioré	01 brigade et 01 sous-préfecture dotées de bâtiments et d'équipements adéquats	1.1.1 Construction de nouveaux bâtiments et amélioration de l'équipement de la Sous-préfecture (01 véhicule 4x4, 02 ordinateurs, 01 photocopieur, 01 moto)	Sous-préfet	Préfecture	80 000 000	BIP	80 000 000
			1.1.2 Réfection des bâtiments et amélioration de l'équipement de la Brigade (02 ordinateurs, 01 imprimante, 01 photocopieur, 01 véhicule 4x4, 01 moto)	Sous-préfet	Préfecture	30 000 000	BIP	30 000 000
			1.1.3 Construction d'un nouveau logement d'astreinte à la Sous-préfecture	Sous-préfet	Préfecture	5 000 000	BIP	5 000 000
			1.1.4 Création et équipement d'un poste de police	Sous-préfet	Préfecture	10 000 000	BIP	10 000 000
			1.1.5 Réaménagement du logement d'astreinte de la Brigade	Sous-préfet	Préfecture	1 000 000	BIP	1 000 000
	1.2 Des centres spéciaux d'état-civil sont opérationnels dans les coins reculés de l'espace communal	05 nouveaux centres d'état-civil créés et fonctionnels	2.1.1 Création de 05 nouveaux centres spéciaux d'état-civil à Madalam Dilia et Golbougaye, Doreissou, Vagandja, Manga	Commune	Préfecture	3 000 000	Commune	2 500 000
3. Renforcer le système de lutte contre l'insécurité	3.1 : L'implication des populations dans la lutte contre l'insécurité est renforcée	01 comité de vigilance fonctionnel dans chaque village de l'espace communal	3.1.1 Appui à la création/redynamisation et au fonctionnement des comités de vigilance dans l'espace communal	Commune	Commandant de Brigade	9 000 000	Commune	9 000 000
TOTAL						138 000 000	BIP Commune	126 000 000 12 000 000

SECTEUR : Enseignement supérieur								
PROBLEME : Difficulté d'accès des jeunes de l'espace communal à l'enseignement supérieur								
OBJECTIF SUPERIEUR : Augmenter la proportion d'étudiants pour le porter de 13,7% en 2009, à 25% en 2020								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès jeunes bacheliers issus de l'espace communal à l'enseignement supérieur								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires / Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1. Préparer les élèves à l'accès à l'enseignement supérieur	1.1 Les opportunités de l'enseignement supérieur sont régulièrement présentées aux	500 élèves des classes terminales connaissent les filières et opportunités de l'enseignement	Organisation de 03 journées d'orientation et d'information des élèves sur les filières et les débouchés de l'enseignement supérieur	Commune		3 000 000	Commune	3 000 000

	bacheliers de l'arrondissement	supérieur						
2. Faciliter l'accès des jeunes étudiants à l'enseignement supérieur	2.1 L'inscription au sein des établissements d'enseignement supérieure est garantie chaque année pour les meilleurs bacheliers	60 jeunes étudiants et nouveaux bacheliers issus de l'espace communal bénéficient d'une bourse	Mise à disposition des bourses annuelles au profit des étudiants et nouveaux bacheliers issus de l'espace communal (1 million par an pendant 03 ans)	Commune		3 000 000	Commune	3 000 000
TOTAL						6 000 000	Commune	6 000 000

Tableau 28: Cadre logiques changement climatique

SECTEUR : CHANGEMENTS CLIMATIQUES								
PROBLEME : Baisse de la productivité agro-sylvopastorale et halieutique								
Objectif supérieur : inverser les tendances climatiques								
OBJECTIF GLOBAL : améliorer la productivité agro-sylvopastorale et halieutique								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Apport technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Améliorer la productivité agricole	1.1 Augmentation des rendements et des productions culturales	Nombre diguettes utilisées	Utilisation des diguettes / cultures en terrasse	Commune	MINADER	8.000000	Commune	PNDP
		Superficie des parcelles	Utilisation de la fumure organique	Commune	MINADER	10.000 000	Commune	PNDP
		Qualité de rendement	Fertilisation des sols (minérale et organique)	Commune	MINADER	5.000000	Commune	PNDP
		Qualité et quantité du rendement	Traitement des semences	Commune	MINADER		Commune	PNDP
		Qualité des semences	Traitement des plants	Commune	MINADER	6 000 000	Commune	PNDP
		Qualité des plants	Assolement / rotation des cultures	Commune	MINADER	10 000 000	Commune	PNDP
		Type de pratique utilisé	Semis à sec avant pluies	Commune	MINADER	2 000 000	Commune	PNDP
		Type de pratique utilisée	Utilisation des semences améliorées	Commune	MINADER	2 000 000	Commune	PNDP
2- Améliorer la productivité sylvicole	Augmentation des services et production/produits forestiers	Nombre et type d'arbres	Reboisement communautaire	Commune	MINFOF	10 000 000	Commune	MINFOF
		Thèmes de sensibilisation développée	Promotion de la planification d'aménagement territoire	Commune	MINFOF	2 000 000	Commune	MINFOF
		Quantité forêt mis en défens	Mise en défens des forêts dégradées	Commune	MINFOF	4 000 000	Commune	MINFOF
		Type d'animaux domestiqué	Promotion de domestication de faune sauvage	Commune	MINFOF	2 000 000	Commune	MINFOF
		Nombre de seminaires/ateliers	Promotion des énergies alternatives	Commune	MINFOF	1 000 000	Commune	MINFOF
		Nombre de séminaires/ateliers	Promotion des plantations des arbres fruitiers et médicinales hors forêt	Commune	MINFOF	2 000 000	Commune	MINFOF
3- Améliorer la productivité halieutique	Augmentation des espaces de pêche et de la productivité halieutique	Quantité de poisson	Utilisation des sons de mais pour attirer les poissons	Commune	MINFOF	2 000 000	Commune	MINEPIA
		Nombre d'étangs piscicoles	Création des étangs piscicoles	Commune	MINFOF	1 000 000	Commune	MINEPIA

4- Améliorer la productivité pastorale	Augmentation des cheptels et de la productivité animale pastorale	Nbre de marres	Création des mares artificielles	Commune	MINEPIA	2 000 000	Commune	MINEPIA
		Nombre puits pastoraux	Création des puits pastoraux	Commune	MINEPIA	400 000	Commune	MINEPIA
TOTAL						69 400 000 FCFA		

Tableau 29: Cadre logique économie locale

SECTEUR : économie locale								
PROBLEME : baisse de la production agricole								
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs								
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/A pui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Faciliter l'accès à la propriété foncière	1.1 Les populations connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers	1000 personnes connaissent les procédures d'immatriculation des terrains	Organisation de campagnes de sensibilisation sur les procédures de sécurisation foncière (01 campagne dans les villages par an pendant 02 ans)	Commune	DDDCAF	2 000 000	Commune	2 000 000
2 Améliorer la capacité de commercialisation des produits agricoles au sein de l'espace communal	L'accès des produits agricoles de l'espace communal aux marchés est renforcé	5magasins de stockage construits et opérationnels	Construction d'un magasin de stockage à Kaï-kaï,	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
			Construction d'un magasin de stockage à Doreissou,	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
			Construction d'un magasin de stockage à Manga,	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
			Construction d'un magasin de stockage à Dafga,	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
			Construction d'un magasin de stockage à Madalam	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
Aménager les bassins de production	Les abords des mares d'eau sont aménagés	Nombre de bassin de production développé aménagés	Développement des services divers dans les bassins de production	Commune	DAADER	10 000 000	BIP	10 000 000
TOTAL						62 000 000		62 000 000

Tableau 30: Cadre logiques institution communale

SECTEUR : PETITE ENFANCE									
PROBLEME : <i>Faibles capacités de gestion des ressources et des relations</i>									
OBJECTIF SUPERIEUR : (DSCE) Mobiliser les ressources et les énergies de tous les acteurs locaux au sein et à l'extérieur de la commune pour un développement économique, social, culturel, sanitaire et sportif de la Commune									
OBJECTIF GLOBAL : <i>Renforcer l'institution communale</i>									
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement		
Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des ressources humaines	Les Adjoints du Maire participent en permanence à la gestion de la Commune	Augmentation du nombre de documents signés par les Adjoints	Déléguer les pouvoirs aux Adjoints conformément à la réglementation	Maire et Adjoints	Préfecture	-	Commune		
	01 séance est tenue chaque mois	Augmentation de la fréquence des réunions	Organiser des séances de concertation régulières entre les Adjoints et les conseillers municipaux	Adjoints, Conseillers	Préfecture	200 000-	Commune		200 000
	01 réunion est tenue chaque mois	Augmentation de la fréquence des réunions	Organiser les réunions de l'Exécutif et les réunions de bureau	SG, Maire, Adjoints	Préfecture	3 000 000	Commune		3 000 000
	01 session de formation est organisée chaque année	-Augmentation du nombre de conseillers formés -Amélioration du niveau de maîtrise des textes par les conseillers	Organiser des sessions de formation des conseillers sur leurs rôles et missions et sur la réglementation de la décentralisation	SG et Maire	Services du Gouverneur Préfecture	1 000 000 F CFA	Commune		1 000 000
	01 recueil de textes est disponible	Disponibilité du recueil pour chaque conseiller	Mettre à la disposition des conseillers des textes régissant leurs attributions	Maire, SG, Adjoints	Préfecture	1 000 000 F CFA	Commune		1 000 000
	Chaque chef de service/bureau participe à une formation technique	Augmentation du nombre de personnels formés -Amélioration du niveau de maîtrise de leurs tâches par le personnel	Organiser des sessions de formation du personnel	Maire, SG, Préposé matières, conseillers	Services du Gouverneur Préfecture	1 000 000 F CFA	Commune		1 000 000
	01 règlement intérieur est disponible et connu par chaque membre du personnel	Document du règlement intérieurs	Elaboration du règlement intérieur du personnel communal	SG, Exécutif	Services du Gouverneur Préfecture	200 000	Commune		300 000
	Une bibliothèque équipée de livres et de journaux est opérationnelle	Bibliothèque construite	Construction et équipement d'une bibliothèque communale	commission grands travaux SG, RM, Exécutif	DDAC	5 000 000	Commune		5 000 000
	-Le profil du personnel est conforme à celui proposé	Nombre de personnel qualifié recruté	Recrutement du personnel qualifié	SG, Maire, Adjoints,	Services du Gouverneur	5 000 000 F CFA par an	Commune		5 000 000

	par l'arrêté 00136 -L'organisation des services est conforme à celle proposée par l'arrêté 00136	Organigramme disponible	Elaboration d'un organigramme de la Commune conformément aux orientations réglementaires et le faire partager par l'ensemble du personnel	Conseillers	Préfecture			
Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des ressources financières	Le fichier des contribuables est actualisé	Nombre de contribuables enregistrés	Actualisation du fichier des contribuables	RM, SG, Maire, a	Sous-préfecture FMO	300 000 F CFA	Commune	300 000
	La recette Municipale de Kaï-kaï dispose d'une moto pour le recouvrement	01 moto disponible	Achat d'une moto pour le recouvrement des recettes	Exécutif et conseillers	Sous-préfecture	1 000 000	Commune	1 000 000
	Tous les postes de collecte des taxes sont couverts	Nombre d'agent de recouvrement recruté	Recrutement de 05 agents percepteurs supplémentaires	Exécutif et conseillers	Sous-préfecture	5 000 000	Commune	5 000 000
	Un plan de travail est disponible pour chaque agent et mis à jour en fonction de ses réalisations	Plan de travail disponible Cahier de charge disponible	Elaboration d'un cahier de charges pour chaque agent percepteur	Exécutif et conseillers	Sous-préfecture	1 000 000	Commune	1 000 000
	01 session de formation est organisée Le taux de recouvrement des recettes communales est amélioré de 60%	Nombre de session organisé	Organisation des sessions de formation des agents percepteurs et des membres du service financier à la fiscalité locale	Exécutif et conseillers	Sous-préfecture	1 000 000	Commune	1 000 000
Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion du patrimoine	La capacité d'accueil du marché de Kaï-kaï, Bégué et de Doreissou est améliorée de 50% 04 nouveaux hangars sont construits et opérationnel (Kaï-kaï (01) , Bégué (02)et de Doreissou (01)	Nombre d'hangars construits	Construire de nouveaux hangars dans le marché de Kaï-kaï, Bégué et de Doreissou	Maire et conseillers SG, RM, Agents de recouvrement	Services du Gouverneur Préfecture	1 000 000 F CFA	Commune	1 000 000 F CFA
	La Commune dispose d'une voiture tout terrain et d'un manuel de gestion associé	Existence et fonctionnement du pick up et de la benne	Acheter une benne et un véhicule pick up tout terrain	Maire, conseillers, SG, Préposé matières	-	100 000 000 F CFA	Commune	20 000 000 F CFA
	Chaque bureau dispose d'un ordinateur et d'un climatiseur	Nombre d'ordinateurs disponible	Equiper les services communaux en ordinateurs et en climatiseurs	Maire, conseillers, SG, Préposé matières	-	6 000 000 F CFA	Commune	6 000 000 F CFA
	Un foyer culturel communal est opérationnel	-Existence du foyer -Capacité à accueillir des cérémonies	Construire un foyer municipal	Maire, conseillers, Commission des grands travaux	DDCulture	15 000 000	Commune	15 000 000
	Un organe de gestion des infrastructures à caractère culturel, sportif et/ou touristique est créé et	Existence et fonctionnement de l'organe	Mettre en place un organe communal de gestion des infrastructures à caractère culturel, sportif et/ou touristique	Chargé des affaires culturelles, Maire	Préfecture DDMintour	1 000 000 F CFA	Commune	1 000 000 F CFA

	opérationnel							
	Les latrines publiques sont opérationnelles	Nombre de latrines construites	Construire les latrines publiques dans les grandes agglomérations	SG, RM, Exécutif	Sous-préfecture	10 000 000	Commune	10 000 000
	Une bibliothèque équipée de livres et de journaux est opérationnelle	Existence de la bibliothèque	Construction et équipement d'une bibliothèque communale	Maire, conseillers, Commission des grands travaux	DDCulture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des relations	-Un répertoire des partenaires potentiels est disponible -Les partenaires répertoriés sont rencontrés / les dossiers de réponse aux appels d'offres sont constitués et déposés 04 conventions de collaboration avec des communes sont signées	-Augmentation du nombre de partenaires -Augmentation du nombre d'appels d'offres auxquels répond la Commune	Recherche des partenariats avec les communes locales, Nationales et étrangères	Chargé des études, Maire	CAFER	1 000 000 F	Commune	5 000 000
	-Un répertoire des OSC est disponible -Un protocole de collaboration est signé avec chaque OSC répertoriée	-Existence du répertoire -Nombre de protocoles signés	Recenser toutes les OSC présentes dans l'espace communal	SG, RM, Chargé des études, Maire	CAFER	300 000 F	Commune	3 000 000
	-Un répertoire des projets et programmes est disponible -Un protocole de collaboration est signé avec chaque projet / programme pertinent	-Existence du répertoire -Nombre de protocoles signés	Recenser tous les programmes et projets de développement potentiellement utiles pour la Commune	SG, RM, Chargé des études, Maire, Adjoints	CAFER	1 000 000 F	Commune	1 000 000
	-03 communes sont approchées -Des projets communs avec d'autres communes sont conçus	-Nombre de communes approchées -Nombre de projets conçus	Collaborer avec les différentes communes voisines	Maire, Adjoints, SG, Chargé d'études	CVUC	2 000 000 F	Commune	1 000 000
	01 banque d'idées de projets est créée et contient en permanence au moins 10 projets	Nombre d'idées de projets disponibles	Préparer des projets de développement à présenter aux opérateurs économiques	Chargé d'études	CAFER Sectoriels	1 000 000 F	Commune	1 000 000
	Le site web de la Commune de Kai-kaï est opérationnel	Existence du site web	Conception du site web de la Commune	ACD, SG Exécutif et CM ACD, ACF, SG, RM	sectoriel	2 000 000	Commune	2 000 000
Total								95 800 000

Tableau 31: Cadre logique de la petite enfance

SECTEUR : PETITE ENFANCE							
Objectif Supérieur : Renforcer le système de santé des enfants de la commune de Kai-Kai							
PROBLEME : Faible épanouissement de la petite enfance							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le cadre et les conditions de vie des petits enfants							
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Garantir aux enfants leur citoyenneté	Les actes de naissances sont établis chaque année aux enfants en âges scolaires	Nombre d'actes de naissance établis chaque année	Identification des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles ;	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	500 000	Commune
			Confection d'un répertoire des enfants sans acte de naissance	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	50 000	Commune
			Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	50 000	Commune
			Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance	Commune	-MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	1 000 000	Commune
			Proposer à l'autorité compétente la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres.	Commune	-MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	100 000	Commune
			Créer des passerelles entre les systèmes d'accouchement traditionnels et le système formel de l'état civil en vue d'encourager davantage l'enregistrement des naissances	Commune	-MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	50 000	Commune
2- Améliorer l'état nutritionnel de la petite enfance	Les enfants de moins de 8 ans sont à l'abri des carences nutritionnelles	Nombre d'enfants mal nutris pris en charge chaque année	Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	100 000	Commune
			Organisation des séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	100 000	Commune
			Distribution des suppléments nutritifs dans les écoles et villages	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	1 000 000	Commune
			Renforcement des stocks des centres de santé en matière de vitamines et autres substances nutritives	Commune	-MINAS, MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	2 000 000	Commune
			Administration des vermifuges dans les écoles et villages	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	500 0000	Commune

					- MINSANTE		
			Proposer et superviser, le cas échéant, l'introduction des cultures et des élevages alternatifs selon la zone géographique de la commune.	Commune	-MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	1 000 000	Commune
3- Protéger la petite enfance contre les maladies contagieuses courantes	Tous les enfants de moins de - de 8 ans sont vaccinés contre les maladies contagieuses courantes	Nombre d'enfants vaccinés au cours de l'année	Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents ;	Commune	-MINAS, MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	2 000 000	Commune
			Sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination ;	Commune	-MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	1 000 000	Commune
4-Améliorer les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi	Les conditions de vie des enfants en conflits avec la loi sont réduites de 80%	Nombre d'enfants en situation conflictuelle avec la loi pris en charge au cours de l'année	Appui à la discrimination des espaces entre enfants et adultes	Commune	MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	500 000	Commune
			Appui à la discrimination des espaces entre garçons et filles	Commune	- MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	200000	Commune
			Appui à l'aménagement des latrines	Commune	- MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	2 000 000	Commune
			Création des blocs d'apprentissage pour l'alphabétisation et l'initiative à des formations professionnelles pour les enfants détenus ;	Commune	MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	2 000 000	Commune
			Création ou approvisionnement des bibliothèques, vidéothèques et espaces de jeux ;	Commune	- MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	2 000 000	Commune
			Organisation des activités de loisirs telles que la danse, la télévision, le cinéma, les jeux de sociétés, le sport ;	Commune	MINAS -MINADT (Chefferie, sous préfecture)	1 000 000	Commune
			Création des mécanismes d'insertion et de réinsertion des enfants après leur détention.	Commune	MINAS, -MINADT (Chefferie, sous préfecture) - MINSANTE	2 000 000	Commune
TOTAL						15 000 000	

5.3 Coût estimatif du PCD

Tableau 32: Coût estimatif du plan communal de développement

Secteurs	Coût total (en F CFA)
Agriculture et développement rural	1 020 000 000
Elevage, pêches et industries animales	258 000 000
Santé publique	1 058 000 000
Travaux publics	4 778 500 000
Education de base	6 459 800 000
Culture	651 000 000
Promotion de la femme et de la famille	122 000 000
Affaires sociales	97 000 000
Eau	748 500 000
Energie	4 005 000 000
Enseignements secondaires	1 224 000 000
Emploi et formation professionnelle	368 000 000
Travail et sécurité sociale	7 000 000
Tourisme et loisirs	116 000 000
Forêts et faune	65 000 000
Environnement, protection de la nature et développement durable	82 500 000
Habitat et développement urbain	67 000 000
Domaines, cadastre et affaires foncières	32 000 000
Recherche scientifique et innovation	19 500 000
Commerce	343 000 000
Jeunesse et éducation civique	281 000 000
Sports et éducation physique	162 200 000
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	42 000 000
Industrie, mines et développement technologique	211 000 000
Transports	37 500 000
Postes et télécommunications	470 100 000
Communication	44 000 000
Administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre	138 000 000
Enseignement supérieur	6 000 000
Institution communale	95 800 000
Economie locale	62 000 000
Changement climatique	69 400 000
Pétite enfance	15 000 000
TOTAL	23 290 800 000

Source : Cadres logiques

5.4 Développement de l'économie locale

L'économie locale est dominée par le secteur primaire, essentiellement l'agriculture (80%) et l'élevage, qui emploient 42% des actifs, suivie du secteur tertiaire (commerce). Parmi les principales spéculations, on a le sorgho (SS, SP et le riz pluvial), niébé, le fonio, etc. les bovins, les porcins, les asins, les équins la volaille (poulets, canards, pintades).

De façon générale, la daba est l'outil le plus utilisé par les agriculteurs. Cette situation les confine dans une agriculture traditionnelle extensive qui se caractérise par l'emploi d'un niveau faible ou nul d'intrants, par l'association culturale (mode traditionnel). L'autoconsommation est la principale destination de la production. Ce type d'agriculture occupe la majorité des agriculteurs (environ 80

% des exploitations), et une diversité culturelle à base de vivriers. Il est peu rentable mais coûteux en temps, en énergie et en main d'œuvre. Les variétés généralement sont des variétés locales améliorées qui s'adaptent aux conditions des exploitants.

Depuis quelques années, les productions annuelles sont assez faibles dans la commune au regard des rendements. Cette situation s'explique en partie par :

- La dégradation progressive des sols causée entre autre par l'exploitation intensive des champs et l'absence de jachère
- L'accès limité aux crédits ;
- La faible utilisation des engrais ;
- La faible maîtrise de l'eau.

La seconde grande activité menée dans la commune de kaï-Kaï est l'élevage. Elle est pratiquée par l'ensemble de la population car chaque famille possède un nombre minimum de bétail. Mais il reste de type traditionnel car sédentaire et extensif. Néanmoins quelques peulhs disséminés dans l'ensemble des villages font de l'élevage leur activité principale. Il est diversifié ; Les espèces élevées à Kaï-kaï comprennent les bovins, les caprins, les ovins, les porcins, les Asins, les équins, et la volaille. Le corps des éleveurs professionnels est fortement représenté dans le paysage socio économique. L'élevage traditionnel (très répandu) qui amène les ménages à entretenir diverses bêtes (moutons, chèvres, pintades, ânes, poules) autour des habitations, côtoie l'élevage bovin et ovin qui est en général investi par des personnes nanties.

L'élevage est principalement celui des bovins, des ovins et de la volaille. Il est pratiqué à une échelle semi-intensive par quelques éleveurs. L'élevage des ovins est un peu moins dense mais sa pratique est non négligeable bien que traditionnel. L'aviculture et l'élevage des caprins et des porcs est strictement artisanal ; l'élevage des chevaux n'est pas répandu mais concerne quelques individus nantis. Les éleveurs de bovins pratiquent la transhumance, à la recherche de pâturages pour leur bétail, même s'ils se sédentarisent de plus en plus.

La pêche est l'activité phare dans l'espace urbain ; elle est pratiquée de manière artisanale, principalement par les hommes. Ils s'y adonnent au niveau du Mayo Guerleo, du Logone, de la Bénoué et du lac de Maga. Les espèces aquatiques régulièrement pêchées sont les carpes (toute la saison), les silures (tout temps), la sardine (fin septembre –fin octobre), le kanga (tout temps), les machoïrons et les capitaines (tout temps). Les pêcheurs utilisent des filets. Ils revendent leur production sur le marché de Kaï- Kaï ou directement sur place aux revendeuses. Les femmes pratiquent généralement la pêche à la nasse, au plus fort de la saison sèche. Elles procèdent aussi au fumage du poisson.

Plus de la moitié des habitants s'adonnent au commerce de manière temporaire ou permanente. Il s'est développé principalement autour des activités agricoles et pastorales, et en réponse au potentiel halieutique. La production des poissons, tout en occupant environ 149 hommes, alimente le travail des femmes spécialisées dans la vente de poisson frais ou fumé. Les éleveurs et les agriculteurs écoulent leur production au sein du marché local.

Les éleveurs, agriculteurs et pêcheurs vivent au rythme du marché hebdomadaire local (chaque mercredi) pour l'écoulement de leurs produits. Les revendeurs et intermédiaires commerciaux vont au-delà du marché de Kaï-kaï et vont vers les différents marchés hebdomadaires du département.

Les agriculteurs vendent le produit de leurs récoltes et les éleveurs celui de leur cheptel ; ils s'approvisionnent en intrants agricoles (engrais biologiques et chimiques, semences, provende, outils) auprès de magasins appropriés. Les épiciers approvisionnent les habitants des quartiers en produits de première nécessité. Les quincailliers vendent les matériaux de construction et les outils de bricolage. La station service met à disposition les produits pétroliers.

Tableau 33: Secteurs createurs des riches et d'emplois dans la commune

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
Agriculture : Culture de sorgho, maïs, manioc	Organisation en GIC (environ 150 GICs) Relief de la zone Terres cultivables disponibles -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production agricole -Proximité d'une station de recherche agricole -Existence des voies d'accès -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité	-Difficultés d'accès aux terres, -Absence des financements	Améliorer la productivité pour bousier la production et créer les richesses et les emplois directs	-Faciliter l'accès à la propriété foncière -Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage, Aménager les bas-fonds	-Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune Développement des services divers dans les bassins de production	-Auto emploi -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation

5.5 Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal

Tableau 34 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Kaï-Kaï

Unité de paysage	Localisation	Potentiel	Utilisateurs	Contrôleurs	Modes de gestion (accès)	Tendance	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Zone agro pastorale	Golbougaye et Dilia, Madalam djaroua, Mogozi, Sadamakou, Mbouktang, Dama centre, Dama dava, Barkaya, Dedeke, Kai kai sabongari, Mihao, Massouang, Lougoye massouang, Yangha, Vagandja, Magayel, Djoffa, Keleo, Silla, Gabarairou manga, Doukroye centre, Daloa doukroye, Kamas, Kalak, Houmi, Plam, Kaïvele, Tchomo, Waka, Doboko, Doreissou centre, Waria, Koko, Balgam, Tikalaye	-Fort potentiel -Sert à l'élevage (pâturage), l'agriculture, la construction et le crépissage des maisons	Toute la population	Lawans	Accès libre en fonction du capital foncier de chaque famille	Sous exploitation du sol	-Absence de titres fonciers -Conflits fonciers -Absence de plan d'urbanisation	-Sensibilisation sur la réglementation foncière -Matérialisation des limites entre villages -Séparation des zones de culture et de pâturage
Argile	Sadamakou, Mbouktang, Barkaya, Dama Centre, Nguidouang, Dedeke, Kai Kai Golonbaye, Kai Kai sabongari, Mihao, Massouang, Yangha, Vagandja, Keleo, Magayel, Djoffa, Silla, Manga Centre, Gabarairou Manga, Doukroye Centre, Daloa Doukroye, Kamas, Kalak, Dougui, Houmi, Malia, Bah, Kaïvele, Tchomo, Waka, Doboko, Doreissou Centre, Waria, Koko, Balgam, Tikalaye	-Fort Potentiel : terre très argileuse dans l'arrondissement -Sert à la fabrication des briques et le polissage des maisons	Toute la population	Toute la population	Accès libre	Faible résistance	-Faible résistance des briques non cuites -Absence de combustible pour le chauffage des briques	-Faire cuire des briques faites avec de l'argile -Utilisation des combustibles autres que le bois et le charbon
Sable	Kaï-Kaï Madalam Golbougaye et Dilia, Madalam Djaroua, Mogozi, Sadamakou, Mbouktang, Dama Centre, Dama Dava, Nguidouang, Barkaya, Dedeke, Kai Kai Sabongari, Mihao, Massouang, Lougoye Massouang, Yangha, Vagandja, Magayel, Djoffa, Keleo, Silla, Manga Centre, Gabarairou Manga, Doukroye Centre, Daloa Doukroye, Kamas, Kalak, Dougui, Houmi, Malia, Plam, Bah, Kaïvele, Tchomo, Waka, Doboko, Doreissou	-Fort potentiel -Sert à la construction des maisons et puits	Population	Mairie, MINEPIA (contrôleurs du lac)	Accès libre	Ne sert qu'en saison sèche	Accidents lors de l'extraction du sable	-Construction de ponts sur les mayos -Acquisition du matériel moderne d'extraction du sable

	Centre, Waria, Koko, Balam, Tikalaye							
Flore (herbes) : Savane herbacée et arborée, forêts	Nguidouang, Barkaya, Dedeke, Kai Kai Sabongari, Mihao, Massouang, Lougoye Massouang, Yangha, Vagandja, Magayel, Djoffa, Keleo, Silla, Manga Centre, Gabarairou Manga, Doukroye Centre, Daloa Doukroye, Kamas, Kalak, Dougui, Houmi, Malia, Plam, Bah, Kaïvele, Tchomo, Waka, Doboko, Doreissou Centre, Waria, Koko, Balam, Tikalaye	Nutrition des animaux, traitement médicinal (nimes, rôniers), fabrication des nattes (rôniers), rétention d'eau (eucalyptus), alimentation (fruits), ombrage, construction (fabrication toitures, clôture)	Hommes, femmes, jeunes	Aucun	Libre	Rareté de plusieurs espèces végétales	-Feux de brousse -Coupes d'arbres -Faible reboisement de l'espèce	-Mise en place d'un comité de surveillance du couvert végétal -Amélioration du reboisement de l'espèce

[illegible]

CHAPITRE VI

PROGRAMMATION

6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

6.1.1 Ressources mobilisables et échéances le tableau de mobilisation des ressources est unique pour le CDMT et le PIA

Tableau 35 : Tableau de mobilisation des ressources

Source	Nature	Montant Total	Années de mobilisation et montants			Secteurs	Observation
			2014	2015	2016		
PNDP	Subvention	68 585 251	68 585 251			MINEE / MINEDUB / MINESEC	Contrepartie de la commune attendue (10%)
	Subvention	33 738 747	33 738 747			MINADER	Contrepartie de la commune attendue (10%)
CODAS CARITAS	Subvention	180 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	MINEE	Contrepartie de la commune attendue (10%)
PADFA	Subvention	42 000 000	42 000 000			MINADER	Contrepartie de la commune attendue (10%)
CBLT	Subvention	63 600 000	21 600 000	21 600 000	21 600 000	MINADER	Contrepartie de la commune attendue (10%)
PLAN CAM/SNV	Don	56 000 000	56 000 000			MINEE	Contrepartie de la commune attendue (10%)
MIDIMAR	Subvention	72 000 000		72 000 000		MINADER	Contrepartie de la commune attendue (10%)
COMMUNE		206100 000	68 700 296	68 700 296	68 700 296	MINEE MINEDUB MINESEC	
TOTAL		722 023 998	294 624 294	150 300 296	150 300 296		

Tableau 36: Cadre de dépenses à moyen terme:

Projets	Côté Total (FCFA)	Contributi on de chaq. partenaire	SOURCES DE FINANCEMENT	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Harway (Madalam Djaroua)				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	PNDP	Barkaya				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	Plan /UNICEF	Mbouktang				MINEE
Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	Plan /UNICEF	Bah Marré				MINEE
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de Dama Centre	17 000 000	1 530 000	PNDP	Dama Centre				MINEDUB
		170 000	Commune					
Construction d'un bloc de 0é salles de classe à l'EP de Dama Dava	17 000 000	1 530 000	PNDP	Dama (EP djo Baiday)				MINEDUB
		170 000	Commune					
Construction d'un forage à l'EP de Paria	8 500 000	7 650 000	PNDP	Paria dans Begue Plam				MINEE
		850 000	Commune					
Construction et é quipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Barkaya	28 000 000	28 000 000	Plan /UNICEF	Barkaya				MINEDUB
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Mbouktang	28 000 000	28 000 000	Plan /UNICEF	Mbouktang				MINEDUB
Equipement de deux salles de classe en table banc (60)	3 600 000	3 240 000	PNDP	CES de Doukroye				MINEDUB
		360 000	Commune					
Construction d'un magasin de stockage	50 000 000	50 000 000	PNDP /AGRI	Kalak Sokomaye				MINADER
Dotation de 03 motopompes	4 500 000	4 500 000	CBLT	Mogozi				MINADER
Dotation d'un moulin à céréale	3 900 000	3 900 000	PNDP	Sadamakou				MINADER
Dotation des agriculteurs de deux motopompes pour irriguer 100 ha de riz	3 000 000	3 000 000	PNDP /AGRI	Yangha				MINADER
Dotation des agriculteurs de trois motopompes pour irriguer 100 ha de riz	4 500 000	4 500 000	PNDP /AGRI	Waka				MINADER
Projet construction d'un magasin de stockage	11 000 000	11 000 000	PNDP /AGRI	Doreissou Centre				MINADER
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	PNDP	Vagandja				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Karlao (Baria Godjo)				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	GUIDOUAN				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage à l'EP de DEDEKE	8 500 000	7 650 000	CODASC	DEDEKE				MINEE

Projets	Côté Total (FCFA)	Contributi on de chaq. partenaire	SOURCES DE FINANCEMENT	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Zarata (magayel)				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage au quartier Gamada	8 500 000	7 650 000	CODASC	DOUGUI				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Houmi (Djafga)				MINEE
		850 000	Commune					
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Tardaye(Balgam)				MINEE
		850 000	Commune					
Dotation du matériel de pêche (filets, hameçons et pirogues) au profit des pêcheurs	2 000 000	1 800 000	PNDP	Lougouang Massouang				MINEPIA
		200 000	Commune					
Dotation des agriculteurs au profit de trois motopompes communautaire	4 500 000	4 500 000	PNDP /AGRI	Kaevelé				MINADER
Dotation de deux motopompes pour irrigation des parcelles hors casier au profit des agriculteurs	3 000 000	3 000 000	PNDP /AGRI	Dobogo				MINADER
Valorisation du bas fond	2 000 000	2 000 000	CBLT	Kamas				MINADER
Rehabilitation de la résidence du sous-préfet	5 000 000	5 000 000	BIP	Kaï-Kaï				Etat
Construction de blocs latrines	3 500 000	3 500 000	BIP	EP ARAVAYE				MINEPDED/MIN EDUD
Construction de blocs latrines	3 500 000	3 500 000	BIP	EP BOGOL				MINEPDED/MIN EDUD
Construction des Salles de Classe à l'EP de BARKAYA	16 000 000	16 000 000	BIP	EP BARKAYA				MINEDUB
Equipe ment des salles de classe des EP en Bureaux de Maitre	250 000	250 000	BIP	EP BARKAYA				MINEDUB
Equipe ment de l' EP Programmées en 60 Tables bancs	1 800 000	1 800 000	BIP	EP BARKAYA				MINEDUB
Equipe ment de l' EP KAI-KAI 1 en 60 Tables Bancs	1 800 000	1 800 000	BIP	EP KAI-KAI 1				MINEDUB
Mise en place des comités de gestion concertés des espaces et périmètres agro pastoraux à KAÏ-KAÏ	5000 000	5000 000	BIP	KAI-KAI				MINADER
Forage équipé	8 000 000	8 000 000	BIP	DJAFGA :				MINEE
Entretien Routier des communes : Commune de KAI-KAI	13 880 000	13 880 000	BIP	Commune de KAI-KAI				MINTP
Mise en place du bureau d'enregistrement	1 000 000	1 000 000	BIP	Commune de KAI KAI				MINPMEESA
CSI de BEGUE-PALAM : Construction d'un forage	8 000 000	8 000 000	BIP	BEGUE-PALAM				MINEE
CMA de KAÏ-KAÏ : Parachèvement de la	25 000 000	25 000 000	BIP	CMA de KAÏ-KAÏ				MINSANTE

Projets	Côté Total (FCFA)	Contributi on de chaq. partenaire	SOURCES DE FINANCEMENT	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
Construction								
CSI de MADALAM : Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	BIP	MADALAM				MINEE
Transfert aux comités de cogestion de la retenue d'eau de Maga (Zone de Kai-Kai)	8 000 000	8 000 000	BIP	Commune de Kai-				MINEE
Projet construction d'un forage au niveau du marché à betail	8 500 000	7 650 000	CODASC	Marché à betail KAI-KAI				MINEE
		850 000	Commune					
Projet construction d'un forage au niveau du djaoro naray	8 500 000	7 650 000	CODASC	Djaoro naray				MINEE
		850 000	Commune					
Construction des salles de classe à l'EP djowelndji	17 000 000	17 000 000	PLAN CAM/SNV	Djowelndji				MINEBUB
Projet construction d'un forage au niveau de l'église Malia 1	8 500 000	7 650 000	CODASC	Malia 1				MINEE
		850 000	Commune					
Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe au CETIC	18 000 000	18 000 000	PADFA	CETIC de Kai-Kai				MINEDUB
Projet d'appui à l'acquisition du matériel de pêche (pirogues, filets, hameçons)	2500 000	2500 000	CBLT	Kai-Kai				MINEPIA
Projet d'achèvement du bloc de latrine du CSI Maga centre	5 000 000	5 000 000	PLAN CAM/SNV	CSI Maga centre				MINEPDED
Achet d'un moulin à écraser à Tchomo	4 000 000	4 000 000	MIDIMAR	Tchomo				MINEE
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à Massouang	17 000 000	17 000 000	PADFA	Massouang				MINEDUB
construction d'un forage centre de santé	8 500 000	85 000 000	CBLT	Dama centre				MINEE
Construction d'un bloc de deux salles de classe de l'EP de Djofa	17 000 000	17 000 000	PLAN CAM/SNV	EP de Djofa				MINEDUB
Construction de deux (02) salles de classe à l'école publique Daloa Doukroye	17 000 000	17 000 000	PADFA	Daloa Doukroye				MINEDUB
Acquisition d'un moulin à écraser à Silla	2 000 000	2 000 000	MIDIMAR	Silla				MINEE
Acquisition d'un moulin à écraser à Gabarairou	2 500 000	2 500 000	MIDIMAR	Gabarairou				MINEE
Installation et équipement d'un kiosque à journaux à Kai-Kai	3 000 000	7 650 000	CODASC	Kai-Kai				MINCOM
		850 000	Commune					
Plaidoyer pour l'installation d'un émetteur relais d'amplification des fréquences de radio et télévision à Kai-Kai	500 000	450 000	CODASC	commune				MINCOM
		50 000	Commune					
Installation d'un tableau d'affichage public	1 050 000 (25 000 Fcfa x 42)	7 650 000	CODASC	Tous les villages				MINCOM
		850 000	Commune					
Total	533 780 000				393 230 000	68 00 0 000	72 550 000	

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale des projets prévus dans le CDMT est récapitulé dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 37: Impacts potentiels socio-environnementaux des projets prévus dans le CDMT
Projets de construction de bâtiments : Ecoles, salles de classe, magasins de stockage

Période	Impact potentiel	Mesures d'atténuation	IOV / Sources de vérification
Avant le projet	Risques de conflits fonciers liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site, voir sous - préfet	Actes de donation foncière disponibles
	Déplacement de populations pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées au moins 01 an avant le début des travaux ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Dédommager les ménages touchés	- Nombre de ménages sensibilisés - Nombre de ménages dédommagés - Nombre de ménages réinstallés
	Impacts divers liés aux choix de site	S'assurer que microprojets n'est pas implanté dans les zones sensibles (marécage, zone sacrée, aires protégées, flanc de montagne, etc.)	- Qualité constructible de la zone choisie pour le projet
Pendant les travaux	Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	Remettre en état les zones d'emprunt	Superficie engazonnée
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidange	- Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange et les retourner aux entreprises spécialisées	- Type d'engins utilisés/ chantier - Nombre de bacs de récupération utilisés - Quantité d'huile récupérée
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser les lieux des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	- Nombre d'équipements de protection utilisés - Fréquence de passage des camions d'arrosage
	Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage	Nombre d'arbres replantés Espèces d'arbres replantés
	Augmentation de la prévalence des IST/SIDA	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST/SIDA	- Nombre d'affiches de sensibilisation collées - Nombre de séances de sensibilisation - Nombre de participants aux réunions de sensibilisation
	Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site	- Distance du chantier par rapport à la route - Nombre et positionnement des panneaux de signalisation / ralentisseurs - Nombre de tenues de sécurité disponibles
	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement de la main d'œuvre locale	Ratio de locaux par rapport au personnel total
	Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	Absence des déchets du chantier dans les cours d'eau
Après les travaux	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	- Présence des latrines améliorées - Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours

			d'eau
Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage	-Mettre en place un comité de gestion du projet -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet	-Existence du comité de gestion -Appartenance des membres à diverses catégories sociales et sexuelles	
	Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	-Nombre et types de formations organisées -Nombre de participants aux formations	
Amélioration de l'accès aux services de base	Prévoir un point d'eau au sein ou aux alentours de l'ouvrage	Nombre et durabilité des points d'eau modernes construits	
Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie	Présence et fonctionnalité du réseau d'évacuation des eaux	

Microprojets hydrauliques : forages

Période	Impact potentiel	Mesure d'atténuation	IOV / Sources de vérification
Avant le projet	Risques de conflits fonciers liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site, voir sous -préfet	Actes de donation foncière disponibles
	Déplacement de populations pour l'utilisation du site	-Informar les personnes touchées au moins 01 an avant le début des travaux ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Dédommager les ménages touchés	-Nombre de ménages sensibilisés -Nombre de ménages dédommagés -Nombre de ménages réinstallés
	Impacts divers liés aux choix de site	S'assurer que microprojets n'est pas implanté dans les zones sensibles (marécage, zone sacrée, aires protégées, flanc de montagne, etc.)	Qualité constructible de la zone choisie pour le projet
Pendant les travaux	Pollution du point d'eau par des produits phytosanitaires ou des latrines	-Interdire l'utilisation des produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (à moins de 300 mètres) -Interdire la construction des latrines aux abords immédiats de l'ouvrage (à moins de 50 mètres)	Distance des champs et latrines par rapport au point d'eau
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidange	-Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange et les retourner aux entreprises spécialisées	-Type d'engins utilisés/ chantier -Nombre de bacs de récupération utilisés -Quantité d'huile récupérée
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser les lieux des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Nombre d'équipements de protection utilisés -Fréquence de passage des camions d'arrosage
	Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage	Nombre d'arbres replantés Espèces d'arbres replantés
	Augmentation de la prévalence des IST/SIDA	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST/SIDA	-Nombre d'affiches de sensibilisation collées -Nombre de séances de sensibilisation -Nombre de participants aux réunions de sensibilisation
	Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier -Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Distance du chantier par rapport à la route -Nombre et positionnement des panneaux de signalisation / ralentisseurs -Nombre de tenues de sécurité disponibles
	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	-Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente -Privilégier le recrutement de la main	Ratio de locaux par rapport au personnel total

		d'œuvre locale	
	Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	Absence des déchets du chantier dans les cours d'eau
Après les travaux	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie	Présence et fonctionnalité du réseau d'évacuation des eaux
	Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage	-Mettre en place un comité de gestion du projet -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet	-Existence du comité de gestion -Appartenance des membres à diverses catégories sociales et sexuelles
		Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	-Nombre et types de formations organisées -Nombre de participants aux formations
	Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	-Sécuriser le point d'eau en le clôturant -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés	-Nombre et qualité des clôtures -Qualité des eaux superficielles et souterraines
	Perturbation de la qualité de l'eau	Procéder régulièrement au traitement de l'eau	Qualité de l'eau

6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 38 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)

Projets	Côté Total (FCFA)	Contribution de chaq. partenaire	SOURCES DE FINANCEMENT	Lieu d'implantation	Période de réalisation											
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Harway (Madalam Djaroua)												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	PNDP	Barkaya												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	Plan /UNICEF	Mbouktang												
Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	Plan /UNICEF	Bah Marré												
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de Dama Centre	17 000 000	1 530 000	PNDP	Dama Centre												
		170 000	Commune													
Construction d'un bloc desalles de classe à l'EP de Dama Dava	17 000 000	1 530 000	PNDP	Dama (EP djo Baiday)												
		170 000	Commune													
Construction d'un forage à l'EP de Paria	8 500 000	7 650 000	PNDP	Paria dans Begue Plam												
		850 000	Commune													
Construction et é quipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Barkaya	28 000 000	28 000 000	Plan /UNICEF	Barkaya												
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Mbouktang	28 000 000	28 000 000	Plan /UNICEF	Mbouktang												
Equipement de deux salles de classe en table banc (60)	3 600 000	3 240 000	PNDP	CES de Doukroye												
		360 000	Commune													
Construction d'un magasin de stockage	50 000 000	50 000 000	PNDP /AGRI	Kalak Sokomaye												
Dotation de 03 motopompes	4 500 000	4 500 000	CBLT	Mogozi												
Dotation d'un moulin à céréale	3 900 000	3 900 000	PNDP	Sadamakou												
Dotation des agriculteurs de deux motopompes pour irriguer 100 ha de riz	3 000 000	3 000 000	PNDP /AGRI	Yangha												
Dotation des agriculteurs de trois motopompes pour irriguer 100 ha de riz	4 500 000	4 500 000	PNDP /AGRI	Waka												
Projet construction d'un magasin de stockage	11 000 000	11 000 000	PNDP /AGRI	Doreissou Centre												
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	PNDP	Vagandja												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Karlao (Baria Godjo)												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	GUIDOUAN												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage à l'EP de DEDEKE	8 500 000	7 650 000	CODASC	DEDEKE												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Zarata (magayel)												

Projets	Côté Total (FCFA)	Contribution de chaq. partenaire	SOURCES DE FINANCEMENT	Lieu d'implantation	Période de réalisation											
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
		850 000	Commune													
Construction d'un forage au quartier Gamada	8 500 000	7 650 000	CODASC	DOUGUI												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Houmi (Djafga)												
		850 000	Commune													
Construction d'un forage	8 500 000	7 650 000	CODASC	Tardaye(Balgam)												
		850 000	Commune													
Dotation du matériel de pêche (filets, hameçons et pirogues) au profit des pêcheurs	2 000 000	1 800 000	PNDP	Lougouang Massouang												
		200 000	Commune													
Dotation des agriculteurs au profit de trois motopompes communautaire	4 500 000	4 500 000	PNDP /AGRI	Kaevelé												
Dotation de deux motopompes pour irrigation des parcelles hors casier au profit des agriculteurs	3 000 000	3 000 000	PNDP /AGRI	Dobogo												
Valorisation du bas fond	2 000 000	2 000 000	CBLT	Kamas												
Rehabilitation de la résidence du sous-préfet	5 000 000	5 000 000	BIP	Kaï-Kaï												
Construction de blocs latrines	3 500 000	3 500 000	BIP	EP ARAVAYE												
Construction de blocs latrines	3 500 000	3 500 000	BIP	EP BOGOL												
Construction des Salles de Classe à l'EP BARKAYA	16 000 000	16 000 000	BIP	EP BARKAYA												
Equipeement des salles de classe des EP en Bureaux de Maitre	250 000	250 000	BIP	EP BARKAYA												
Equipeement de l'EP Programmées en 60 Tables bancs	1 800 000	1 800 000	BIP	EP BARKAYA												
Equipeement de l'EP KAI-KAI 1en 60 Tables Bancs	1 800 000	1 800 000	BIP	EP KAI-KAI 1												
Mise en place des comités de gestion concertés des espaces et périmètres agro pastoraux à KAÏ-KAÏ	5000 000	5000 000	BIP	KAI-KAI												
Forage équipé	8 000 000	8 000 000	BIP	DJAFGA :												
Entretien Routier des communes : Commune de KAI-KAI	13 880 000	13 880 000	BIP	Commune de KAI-KAI												
Mise en place du bureau d'enregistrement	1 000 000	1 000 000	BIP	Commune de KAI KAI												
CSI de BEGUE-PALAM : Construction d'un forage	8 000 000	8 000 000	BIP	BEGUE-PALAM												
CMA de KAÏ-KAÏ : Parachèvement de la Construction	25 000 000	25 000 000	BIP	CMA de KAÏ-KAÏ												
CSI de MADALAM : Construction d'un forage	8 500 000	8 500 000	BIP	MADALAM												
Transfert aux comités de cogestion de la retenue d'eau de Maga (Zone de Kaï-Kaï)	8 000 000	8 000 000	BIP	Commune de KAI-KAI												
Total	385 230 000															

6.3.2 Plan de Passation des marchés du PIA

PROJET	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossier de Demande de Cotation	Lancement de la Procédure de cotation	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signature de la Lettre Commande	Enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
DUREE ESTIMATIVE										
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de Dama Centre	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un bloc desalles de classe à l'EP de Dama Dava	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage à l'EP de Paria	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction et é quipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Barkaya	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Mbouktang	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Equipement de deux salles de classe en table banc (60)	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un magasin de	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine

stockage										
Dotation de 03 motopompes	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Dotation d'un moulin à céréale	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Dotation des agriculteurs de deux motopompes pour irriguer 100 ha de riz	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Dotation des agriculteurs de trois motopompes pour irriguer 100 ha de riz	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Projet construction d'un magasin de stockage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage à l'EP de DEDEKE	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage au quartier Gamada	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Dotation du matériel de pêche (filets, hameçons et pirogues) au profit des pêcheurs	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine

Dotation des agriculteurs au profit de trois motopompes communautaire	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Dotation de deux motopompes pour irrigation des parcelles hors casier au profit des agriculteurs	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Valorisation du bas fond	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Rehabilitation de la résidence du sous-préfet	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction de blocs latrines	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction de blocs latrines	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction des Salles de Classe à l'EP BARKAYA	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Equiperment des salles de classe des EP en Bureaux de Maitre	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Equiperment de l'EP Programmées en 60 Tables bancs	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Equiperment de l'EP KAI-KAI en 60 Tables Bancs	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Mise en place des comités de gestion concertés des espaces et périmètres agro pastoraux à KAÏ-KAÏ	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine

Forage équipé	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Entretien Routier des communes :	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Mise en place du bureau d'enregistrement	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Parachèvement de la Construction	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Construction d'un forage	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine
Transfert aux comités de cogestion de la retenue d'eau de Maga (Zone de Kai-Kai)	4-6 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	2 semaines	1 semaine	1 semaine	12-14 semaines	1 semaine

CHAPITRE VII

MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1 Composition du comité de suivi-évaluation

7.1.1 Composition du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation a été envisagé comme une continuité du COPIL. Sa composition est donc restée la même, en dehors des personnes qui ne sont plus conseillers ou affectés mais remplacent dans le bureau. Il est globalement chargé de :

- Rassembler les informations recueillies sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets du PCD ;
- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues
- Etablir un rapport périodique de mise en œuvre du PCD ;
- Interpeler régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD
- Mettre les informations recueillies auprès de la Tutelle et des autorités municipales ;
- Programmer les actions à intégrer dans le document de renouvellement du PIA.

La mise en place de ce comité sera officialisée par un arrêté municipal.

La composition de suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les chefs de village, les présidents des comités de développement, les membres du comité de concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont membres officieusement de la sous-commission. S'agissant des sectoriels, ils sont tous membres du CDE et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction de leur implication et de leurs missions organiques par rapport à la mise en œuvre du projet. Le tableau suivant présente la composition sommaire du comité de suivi du PCD.

Tableau 39: Composition du comité de suivi évaluation

Poste	Nom et prénom	Fonction au sein de la Commune
Président	WALNANKAYE Esaie	1 ^{er} adjoint au Maire
SG	TINALAO AYINKAI	Agent communal de développement
Membres	HAOUA MAMAT	4 ^e adjoint au Maire
	SIAMA WENDI Calman Levi	Conseiller
	SERENA épouse TCHEKE	Conseiller
	MANGA David	Personne ressource
	ASSAKAL Josué	Personne ressource

7.1.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

Tableau 40 : Indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIA

Idée du projet	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Construction de salles de classe	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de salles de classe construites- Nombre de latrines construites- Nombre d'écoles primaires concernées- Nombre d'équipements et infrastructures acquis- Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO- Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO

	- Lieux d'implantation des écoles concernées
Construction de forages	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de forages construits - Qualité des infrastructures au regard du DAO - Périodes de réalisation des ouvrages au regard du DAO - Lieux d'implantation des forages
Construction d'ouvrages d'arts / aménagement des routes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ouvrages d'art construits - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux de localisation des ouvrages
Construction d'un abattoir	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de tueries construites (01) - Qualité des infrastructures au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO
Réhabilitation et électrification du bâtiment de la DAADER	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux d'implantation des écoles concernées
Organisation d'une campagne de sensibilisation et d'accompagnement des groupes de producteurs à la création des coopératives	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre de producteurs sensibilisés - Nombre de coopératives créées
Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement du MINEPIA	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux d'implantation des écoles concernées
Construction de 01 parc vaccino-gène à Nouldaina	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux d'implantation des écoles concernées
Appui à la création d'une coopérative simplifiée Kai-Kai et Kai kai	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre de producteurs sensibilisés - Nombre de coopératives créées
Approvisionnement des CMA, CSI et des cases communautaires en médicaments	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de centres de santé appuyés en médicaments - Quantité et qualité des médicaments offerts
Organisation d'une campagne de sensibilisation sur les droits des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre de personnes formées
Organisation de célébrations collectives des mariages	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de célébrations collectives organisées - Nombre d'unions célébrées
Organisation d'une campagne de recensement, de sensibilisation des personnes socialement vulnérables et organisation des journées internationales (enfant africain, personnes âgées, personnes handicapées, populations autochtones)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de journées internationales célébrées - Types de célébrations organisées - Existence d'un document actualisé de recensement des personnes socialement vulnérables
Appuis scolaires, nutritionnels et sanitaires des OEV (orphelins et enfants vulnérables)	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'OEV appuyés - Quantité et qualité des appuis apportés
Équipement des établissements d'enseignement secondaire en tables bancs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombres de tables bancs distribués - Nombre d'établissements touchés
Organisation d'une journée de sensibilisation et d'information des jeunes sur les opportunités de financement existantes (PAJER-U, MINJEC,	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de journées de sensibilisation organisées - Nombre de jeunes sensibilisés

PIAASI, FNE) et sur les actions du MINEFOP	
Organisation d'une session de formation des jeunes au montage de projets	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sessions de formation organisées - Nombre de jeunes formés
Organisation d'une campagne de sensibilisation des travailleurs et employeurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Nombre de travailleurs sensibilisés
Création d'un Office communal du tourisme et équipement de ses locaux	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de l'Office de Tourisme (arrêté de création, personnel responsabilisé, local occupé)
Réalisation d'un inventaire du potentiel touristique communal	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un document de capitalisation du potentiel touristique communal

7.1.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le Comité de suivi évaluation se réunit tous les deux (02) mois dans la salle des délibérations de l'Hôtel de Ville de Kaï-Kaï. Le quorum requis pour la tenue des rencontres est d'au moins six (06) membres présents. Les principaux outils de suivi de la mise en œuvre du PIA sont le PCD, le PIA et les cahiers des clauses techniques des projets concernés. Ses membres sont chargés, entre les réunions, d'effectuer des descentes de suivi de la mise en œuvre des projets auprès des acteurs concernés (entreprises, exécutif communal, SG de la Commune, RM, responsables déconcentrés du MINMAP) afin de recueillir toutes les informations relatives à l'évolution du processus de mise en œuvre et au respect des clauses techniques et financières. Ces données recueillies sont récapitulées dans un rapport de suivi évaluation présenté et enrichi au cours de la réunion bimestrielle du Comité.

La réunion donne ensuite lieu à la proposition de recommandations pour la période suivante, tout cela répercuté au sein d'un procès verbal. Les procès-verbaux des réunions sont déposés auprès de l'Exécutif municipal et affichés au niveau du babillard de l'Hôtel de ville. En fonction des défauts constatés dans les procédures et processus de mise en œuvre, il peut amener les conseillers municipaux à se prononcer sur la tenue d'un conseil municipal extraordinaire en vue d'évaluer la mise en œuvre du PIA et délibérer sur les recommandations faites par le Comité. Les procès verbaux des réunions du Comité de suivi évaluation du PCD sont affichés au niveau du babillard de l'Hôtel de ville.

7.1.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Voir le mécanisme de **préparation du PIA et de révision du PCD dans le PCD de KAÏ-KAÏ**

7.1.4.1 Préparation et actualisation du PIA

La préparation du PIA se fait suivant les étapes ci-après :

- L'évaluation du PIA en fin d'exécution ;
- Le remplissage de la grille des ressources mobilisables (sûres) pour la nouvelle année ;
- L'examen des situations d'urgences qui obligent une action impérative ;
- La reconduction dans le nouveau PIA des projets non réalisés issus du précédent ;

- Le choix des projets à financement autonome certain ;
- Le choix des projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Le choix des projets dont l'exécution s'étend tout le long du plan (03 ans).
- Elaborer un nouveau Plan de Passation des Marchés (PPM) pour la nouvelle année.

7.1.4.2 Révision du PCD

La révision du PCD devrait avoir lieu tous les trois à cinq ans. Elle consistera en une modulation des projets du CDMT aux urgences de développement, aux disponibilités financières de la commune, au désidérata des bailleurs de fonds de la Commune et aux modifications de la politique nationale de développement.

CHAPITRE VIII

PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1 Plan de communication du PCD

La communication occupe une place importante dans la mise en œuvre du plan. Une bonne stratégie de communication interne et externe permet d'assurer une meilleure participation des acteurs à l'exécution du plan et aussi de négocier avec d'autres acteurs la mobilisation des ressources nécessaires.

De ce fait, la mise en œuvre du PCD est conditionnée par la capacité de la commune à mobiliser les ressources financières nécessaires. Aussi, tous les acteurs de développement de la commune à savoir Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ; les associations et groupements, le conseil municipal, les projets et ONG, les ressortissants doivent jouer un rôle important à ce niveau.

Pour ce faire, l'objectif global du plan de communication est d'assurer la participation et l'implication de toutes les parties prenantes cité plus haut dans le processus de planification à travers la meilleure circulation de l'information. Tout en présentant la stratégie de marketing que la Commune prévoit de mettre en œuvre pour vulgariser son PCD ; De façon spécifique, les autorités municipales voudraient :

- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le maire/l'exécutif municipal dans la recherche des financements pour la commune ;
- appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein et à l'extérieur de la commune ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la commune, présenter celles retenues dans le cadre de la planification en vue de leur diffusion ;
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune ;
- Informer la population sur la mise en œuvre des activités du PCD, notamment les habitants, les chefs traditionnels et les élites des villages concernés par la réalisation des projets de développement contenus dans le PIA et le CDMT ;
- Informer le public sur les actions entreprises (ou en cours de réalisation) par la Commune dans le cadre de la mise en œuvre du PCD.
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective dans le processus de développement de la Commune
- Mobiliser les partenaires techniques et financiers, locaux, nationaux et internationaux, privés, publics ou parapublics autour de la mise en œuvre des actions contenues dans le PCD ;
- Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur.

Les cibles du plan de communication sont donc, les partenaires techniques et financiers ; les projets et programmes de développement ; les bénéficiaires (communautés rurales,) ; la société civile (ONG, Association, GIC...) ; élus locaux (Députés); les services déconcentrés de l'Etat ; les élites extérieures et la diaspora ; les entreprises locales ; les ONG, les Fondations occidentales et les Communes des pays étrangers. Au vu de la diversité des cibles, les voies de communication choisies pour véhiculer les messages sur le PCD ont été multiples. Il s'agit principalement de :

- la création d'un journal communal, bulletin d'information qui sera presque entièrement consacré à la communication institutionnelle autour de la réalisation des activités issues du PCD.
- l'antenne régionale de la CRTV, particulièrement pour la couverture des événements phares relatifs à la réalisation d'activités du PCD, ainsi que pour la réalisation et la diffusion d'au moins deux (02) documentaires (dont un radiophonique et un audiovisuel) exclusifs sur la Commune de Kai-kai

Pour faciliter la synergie de la Commune et la mise à niveau des élus locaux sur toutes les informations relatives au PCD, le Comité de Suivi Evaluation, dans le cadre de sa mission régaliennne, rendra compte de l'évolution du processus de mise en œuvre au cours de toutes les sessions du Conseil municipal. Cet aspect devient par conséquent un point permanent inscrit à l'ordre du jour de toutes les sessions.

Tableau 41 : Plan de communication du PCD

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
COMMUNICATION INTERNE							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux	Rapport périodique	500 000	hebdo	PV
	Instituer les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Babillard	200 000	hebdo	Archives
COMMUNICATION EXTERNE							
<i>Communication avec les autorités et les sectoriels</i>							
Informér régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport périodiques	200 000	trimestriel	Cahier de transmission
<i>Communication avec les populations de la commune bénéficiaires</i>							
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser les tournées d'information et de sensibilisation dans les villages	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Tournée de Mr le sous-préfet	1 000 000	Semestre	Compte rendu de tournée
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement	500 000	Annuel	Rapport de la tournée
<i>Communication avec la société civile et le secteur privé</i>							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	1 000 000	Semestre	Compte rendu de tournée
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	Maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les O et la société civile de la commune	500 000	Semestriel	Rapport de la tournée
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire et des contacts	Chargé de la communication	Maire		500 0000	Semestriel	Répertoire

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	1 000 000	Trimestriel	Liste de diffusion du rapport
Communication avec les partenaires techniques et financiers							
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement	1 000 000	Semestre	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Séances de travail	1 000 000	Semestre	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités	1 000 000	Semestre	Rapport diffusé
Communication avec les élites extérieures et la diaspora							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la commune vivant hors du Cameroun	Chargé de la communication	Maires		200 000	trimestriel	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	200 000	trimestriel	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures Diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	200 000	trimestriel	Rapport diffusé
LA COMMUNICATION DE MASSE							
Informier le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	1 000 000	Semestre	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	500 000	Semestriel	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	500 000	Semestriel	
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la	Chargé de la communication	Grand public		1 000 000	Trimestriel	

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
	commune						
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public		1 000 000	Semestre	Nombre d'éditions
Actions de plaidoyer							
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres avec les sectoriels	maire	MINEPAT et les autres sectoriels	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Semestre	Rapport déposé
	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre	500 000	Semestriel	Rapport rencontre
	Organiser des rencontres avec les OE du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	500 0000	Semestriel	Rapport tournée
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		2 000 000	Annuel	Rapport de la tournée

CONCLUSION

La Commune de Kaï-Kaï présente des atouts indéniables. Un des atouts les plus visibles est l'agriculture, particulièrement la culture du sorgho. La pêche y connaît une évolution intéressante, favorisée en cela par le passage du Logone dans la localité. Par ailleurs, le potentiel touristique est encore sous exploité, tout comme la richesse du cadre physique et humain. La polarisation de la vie économique autour de deux centres émergents (Kaï-Kaï et Doreissou) contribue à l'essor de nombreux commerçants. Toutefois, les facteurs géographiques, notamment le climat aride et l'éloignement de la nappe phréatique, constituent des obstacles non négligeables pour son développement. Le relatif enclavement des villages due aux inondations rend encore difficile l'exploitation maximale du potentiel agricole. Un obstacle tout aussi important est la faiblesse du niveau d'instruction moyen, particulièrement en ce qui concerne la gent féminine.

L'institution communale ne manque pas de volonté. Cependant elle est grandement freinée dans son développement par une insuffisance criarde de ressources humaines qualifiées. La capacité de l'institution communale à accroître considérablement son niveau de recettes propres reste désirable. Les recettes sont donc minuscules au regard de l'ampleur des problèmes vécus par la population, dont les difficultés d'accès à l'eau potable, à l'énergie électrique, aux soins de santé primaire et à l'éducation de base. La Commune se trouve donc souvent démunie face à des catastrophes naturelles (à l'instar des inondations de 2012 et 2013).

Un aspect important du déploiement des autorités municipales au cours des prochaines années réside donc dans la mobilisation des partenaires autour de la recherche de solutions durables à la pléthore de problèmes de développement auxquels font face les habitants. Le présent plan communal de développement est un pas important avancé dans ce sens. Toutefois, il n'est pas un signe de la démission de la Commune au profit d'éventuels partenaires ; il constitue le symbole de la vision actuelle de développement de l'espace communal. Grâce à lui, la mobilisation quotidienne de l'équipe communale et de ses partenaires ne devrait plus relever de la navigation à vue. Au regard de l'Etat qui a les yeux rivés sur la mise en œuvre du DSCE, la Commune de kaï kaï , tout en restant fidèle à ces objectifs nationaux, a les yeux rivés sur la mise en œuvre d'actions de développement catalogués et précautionneusement mis en forme suivant la logique du Programme National de Développement Participatif (PNDP), dépositaire de la méthodologie de planification communale au Cameroun.

BIBLIOGRAPHIE

- ⇒ *Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement*, CIRAD/CDSA, 1987.
- ⇒ *Rapport de l'atelier régional de formation des Maires, Agents Communaux de Développement et des Organismes d'Appui Local (OAL) de la Région de l'Extrême-Nord en planification Communale*, PNDP (CRC EN), 2013.
- ⇒ *Canevas indicatif d'un Plan de Développement Local (PDL)*, MINEPAT 2009.
- ⇒ *Rapport de formation des acteurs au développement de la commune de Bamako sur la planification communale*, SNV, 2009.
- ⇒ *Guide Méthodologique pour l'élaboration des Plans de Développement Locaux*, GTZ, 2006.
- ⇒ *Loi N° 2004/017 d'Orientation de la Décentralisation*, 2004.
- ⇒ *Loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes*, 2004.
- ⇒ *Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC*, Banque Mondiale, 2010.
- ⇒ «*Plan de développement : unité de planification de Ndeng, Famwouo, Mvélé et Fonegon commune de Demdeng*», in *Rapport d'atelier de formation provinciale des OAL en planification locale et communale dans le cadre du PNDP*, PNDP 2005.
- ⇒ *Rapport consolidé des diagnostics de la Commune de Kaï-Kaï*, CAFER/PNDP (CRC EN), 2013.
- ⇒ *Rapport du Diagnostic Institutionnel Communal de Kaï-Kaï*, CAFER/PNDP (CRC EN), 2013.
- ⇒ *Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal de Kaï-Kaï*, CAFER/PNDP (CRC EN), 2013.
- ⇒ *Pack de formation PNDP Extrême Nord ; Deuxième phase 2013*.
- ⇒ *Répertoire actualisé des villages du Cameroun, Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population ; Volume IV BUCREP, 3eme RGPH 2005*

ANNEXES

ANNEXE 1: FICHES DE PROJETS DU PIA

FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINEE

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X15, 0166 ; Y : 10,646647 ; au quartier Harway		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Madalam Djaroua
Commune : Kaï Kaï	Domaine d'intervention : Eau et énergie	
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché : <i>Partenaire technique et financier</i>		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : CODASC		
Entreprise : CODASC		
Objectif global : faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Madalam Djaroua		
Objectifs spécifiques : – Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000 FCFA	Sources de financement : - Commune CODASC
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<p>➤ Sur le plan économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de l'hôpital - Réduction du taux de mortalité due aux maladies hydriques 	<p>➤ Sur plan environnemental</p> <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
<p>➤ Sur le plan social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'eau consommée par les populations du village Madalam Djaroua 	<p>➤ Impacts sur les bénéficiaires directs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des maladies hydriques dans le village ; - Réduction de la distance à parcourir par les communautés du village Madalam Djaroua pour l'approvisionnement en eau potable. 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Madalam Djaroua		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X : 15,025219 ; Y : 10,66295		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Barkaya
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Améliorer l'accès à l'eau potable des populations du village Barkaya		
Objectifs spécifiques : – Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000 FCFA	Sources de financement : - Commune/PNDP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ;. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à planter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<p>➤ Sur le plan économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	<p>➤ Sur plan environnemental</p> <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
<p>➤ Sur le plan social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiènes et de santé humaines des communautés sont améliorées 	<p>➤ Impacts sur les bénéficiaires directs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Barkaya		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,032137), Y (10,59404), Z (317)		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Mbouktang
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Mbouktang		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 8 500 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : -Plan/UNICEF
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,125003), Y (10,67634), Z (325) au quartier baré Marré		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Bah
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Bah		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 8 500 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : -Plan/UNICEF
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiènes et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,128721), Y (10,6756)		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à l'EP de Paria dans bégué Palam
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès des élèves du lycée à l'eau potable		
Objectifs spécifiques : - Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 870 000	Sources de financement : PNDP/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Risque : - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; --Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des élèves - Taux de mortalité réduit - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des élèves sont améliorées	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - RAS -	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à l'EP de Dédéké	
Commune : Kaï Kaï	Domaine d'intervention : Eau et énergie	
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès des élèves du lycée à l'eau potable		
Objectifs spécifiques : - Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 870 000	Sources de financement : CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Risque : - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; --Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet :		
- Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des élèves - Taux de mortalité réduit - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des élèves sont améliorées	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - RAS -	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (14,9368), Y (10,518)		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Vagandja
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Vagandja		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : PNDP/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (14,9881), Y (10,666) au quartier Karlao		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Baria Godjo
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Baria Godjo		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,125003), Y (10,67634), Z (325) au quartier baré Marré		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Bah
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Bah		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 8 500 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : -Plan/UNICEF
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (14,9881), Y (10,666) au quartier Karlao		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Baria Godjo
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Baria Godjo		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,0864), Y (10,634),		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Guidouang
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Guidouang		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreinte se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,9074), Y (10,661), au quartier Zarata		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Magayel
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Magayel		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,0999), Y (10,728), au quartier Gamada		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Dougui
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Dougui		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreinte se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,1164), Y (10,710), au quartier Djafga		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Houmi
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Houmi		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 		➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours.
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires -
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,138115), Y (10,53412), au quartier tardaye		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Balam
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Balam		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 7 650 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	Sources de financement : -CODASC/Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreint se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiène et de santé humaines des communautés sont améliorées 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,124401), Y (10,671224),		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage au CSI de Bégué Palam
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations et malade du village Bégué Palam		
Objectifs spécifiques :		
– Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 8 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté :	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet :		
<ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à planter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<p>➤ Sur le plan économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique 	<p>➤ Sur plan environnemental</p> <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
<p>➤ Sur le plan social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les conditions d'hygiènes et de santé humaines des communautés sont améliorées 	<p>➤ Impacts sur les bénéficiaires directs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : X (15,124401), Y (10,671224),		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage au CSI de Madalam
Commune : Kaï Kaï		Domaine d'intervention : Eau et énergie
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations et malade du village Madalam		
Objectifs spécifiques :		
– Construire un forage équipé		
Coût total estimé : 8 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 8 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté :	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet :		
<ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à planter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<p>➤ Sur le plan économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique 	<p>➤ Sur plan environnemental</p> <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
<p>➤ Sur le plan social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les conditions d'hygiènes et de santé humaines des communautés sont améliorées 	<p>➤ Impacts sur les bénéficiaires directs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un forage à Dafga	
Commune : Kaï Kaï	Domaine d'intervention : Eau et énergie	
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Eau et énergie		
Maître d'œuvre : Plan/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable des populations du village Djafga		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les populations du village à s'organiser en comité d'entretien du forage ; – Sensibiliser les populations sur leur contribution à la réalisation de l'ouvrage à partir de leur main d'œuvre locale ; – Installer le forage conformément aux délais consignés dans l'AO. 		
Coût total estimé : 8 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet : 8 000 000 FCFA Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000	
Sources de financement : BIP		
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : <ul style="list-style-type: none"> - Inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage - Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie. ; -Mettre en place un comité de gestion du projet ; -Remblai les fosses et les zones d'empreinte se situant aux alentours du projet ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage ; -Sécuriser le point d'eau en le clôturant ; -Imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés ; 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du site de la structure à implanter - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de maladies liées à la consommation des eaux souillées - Réduction du taux de prévalence des pathologies d'origine hydrique - Promotion des filières économiques basées sur la transformation de la production agricole locale 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Esthétique du lieu d'implantation du forage suite au reboisement des alentours. 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Taux de mortalité réduit - Les corvées pour la recherche de l'eau sont considérablement réduites - Les conditions d'hygiènes et de santé humaines des communautés sont améliorées 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations - Organisation des campagnes d'information et de sensibilisation, sur les risques sanitaires - 	
Objectif global : améliorer la qualité de l'éducation de base des élèves du village Mbouktang		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINEDUB

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au niveau de l'EP de Dama Centre. X(15,089882), Y (10,5919)		Désignation (Intitulé) du microprojet : construction d'un bloc de deux salles de classe équipées à Dama Centre
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Education de Base
Bénéficiaires : Population du village Dama Centre		
Partenaires de l'action : DDEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'éducation de Base.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de Dama Centre. - Doter l'EP de Dama Centre en équipements nécessaires pour l'encadrement des élèves - Construire 02 nouvelles salles de classe de 9 m x 9 m chacune en matériaux définitifs à l'Ecole publique de Dama Centre - Réduire le taux de fréquentation des écoles hors du village - Contribuer à l'aménagement de l'enceinte scolaire du village Dama Centre pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 17 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 15 300 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 700 000 Fcfa	Sources de financement : - PNDP - Commune
Montant estimé de retombées financières par la méthode HIMO : xxxxxxxxxxxx FCFA		
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Insalubrité causée par les papiers jetés par les élèves. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et fleur au niveau des zones d'empreint ; - Prévoir des bacs ordures pour chaque classe. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes géophysiques préalables - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des élèves - Réduction du taux de redoublement des élèves de l'école 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au niveau de l'EP djo Baiday. X(15,09011), Y (10,5669)		Désignation (Intitulé) du microprojet : construction d'un bloc de deux salles de classe équipées à Dama Dava
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Education de Base
Bénéficiaires : Population du village Dama Centre		
Partenaires de l'action : DDEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'éducation de Base.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de Dama Dava. - Doter l'EP dedjo Baiday de Dama Dava en équipements nécessaires pour l'encadrement des élèves - Construire 02 nouvelles salles de classe de 9 m x 9 m chacune en matériaux définitifs à l'Ecole publique de Djo Baiday - Réduire le taux de fréquentation des écoles hors du village - Contribuer à l'aménagement de l'enceinte scolaire du village Dama dava pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 17 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 15 300 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 700 000 Fcfa	Sources de financement : - PNDP - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Insalubrité causé par les papiers jetés par les élèves. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et fleur au niveau des zones d'empreint ; - Prévoir des bacs ordures pour chaque classe. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes géophysiques préalables - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des élèves - Réduction du taux de redoublement des élèves de l'école 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au niveau de l'EP Barkaya.		Désignation (Intitulé) du microprojet : construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe équipées à Barkaya
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Education de Base
Bénéficiaires : Population du village Dama Centre		
Partenaires de l'action : DDEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'éducation de Base.		
Maître d'œuvre : PLAN/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de Barkaya. - Doter l'EP de Barkaya en équipements nécessaires pour l'encadrement des élèves - Construire 02 nouvelles salles de classe de 9 m x 9 m chacune en matériaux définitifs à l'Ecole publique de Barkaya - Réduire le taux de fréquentation des écoles hors du village - Contribuer à l'aménagement de l'enceinte scolaire du village Barkaya pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 28 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 28 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAs	Sources de financement : - PLAN/UNICEF
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Insalubrité causé par les papiers jetés par les élèves. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et fleur au niveau des zones d'empreint ; - Prévoir des bacs ordures pour chaque classe. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes géophysiques préalables - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des élèves - Réduction du taux de redoublement des élèves de l'école 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au niveau de l'EP Mbouktang. X(15,09011), Y (10,5669)		Désignation (Intitulé) du microprojet : construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe équipées à Mbouktang
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Education de Base
Bénéficiaires : Population du village Dama Centre		
Partenaires de l'action : DDEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'éducation de Base.		
Maître d'œuvre : PLAN/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de Mbouktang. - Doter l'EP de Mbouktang en équipements nécessaires pour l'encadrement des élèves - Construire 02 nouvelles salles de classe de 9 m x 9 m chacune en matériaux définitifs à l'Ecole publique de Mbouktang - Réduire le taux de fréquentation des écoles hors du village - Contribuer à l'aménagement de l'enceinte scolaire du village Mbouktang pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 28 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 28 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAs	Sources de financement : - PLAN/UNICEF
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Insalubrité causé par les papiers jetés par les élèves. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et fleur au niveau des zones d'empreint ; - Prévoir des bacs ordures pour chaque classe. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes géophysiques préalables - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des élèves - Réduction du taux de redoublement des élèves de l'école 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au niveau de l'EP Barkaya.		Désignation (Intitulé) du microprojet : construction d'un bloc de deux salles de classe équipées à Barkaya
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Education de Base
Bénéficiaires : Population du village Dama Centre		
Partenaires de l'action : DDEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'éducation de Base.		
Maître d'œuvre : PLAN/UNICEF		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures scolaires		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de Barkaya. - Doter l'EP de Barkaya en équipements nécessaires pour l'encadrement des élèves - Construire 02 nouvelles salles de classe de 9 m x 9 m chacune en matériaux définitifs à l'Ecole publique de Barkaya - Réduire le taux de fréquentation des écoles hors du village - Contribuer à l'aménagement de l'enceinte scolaire du village Barkaya pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 16 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 16 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : <ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Insalubrité causé par les papiers jetés par les élèves. Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Planter les arbres et fleur au niveau des zones d'empreint ; - Prévoir des bacs ordures pour chaque classe. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes géophysiques préalables - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des élèves - Réduction du taux de redoublement des élèves de l'école 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : Au CES de doukroye.		Désignation (Intitulé) du microprojet : Equipement de deux salles de classe en tables bancs (60) au CES de Doukroye
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Enseignement secondaire
Bénéficiaires : Population du village Doukroye		
Partenaires de l'action : DDES		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'enseignement secondaire.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer durablement les conditions d'accès à l'éducation de qualité de 60 élèves - Augmenter la capacité d'accueil du CES de Doukroye par l'équipement en 60 tables bancs - Doter le CES de Doukroye en tables bancs nécessaires pour l'encadrement des élèves - Contribuer à l'aménagement du cadre de déroulement des cours du CES de Doukroye pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 3 600 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 3 240 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 360 000 Fcfa	Sources de financement : - PNDP - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet :		
<ul style="list-style-type: none"> - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique -	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les écoliers réussissent à l'école	
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : à l'EP de Barkaya.		Désignation (Intitulé) du microprojet : Equipement de deux salles de classe en tables bancs (60) à l'EP de Barkaya
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Enseignement secondaire
Bénéficiaires : Population du village Doukroye		
Partenaires de l'action : DDES		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'enseignement secondaire.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer durablement les conditions d'accès à l'éducation de qualité de 60 élèves - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP de barkayapar l'équipement en 60 tables bancs - Doter l'EP de barkayaen tables bancs nécessaires pour l'encadrement des élèves - Contribuer à l'aménagement du cadre de déroulement des cours de l'EP de barkayapour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 1800 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 1 800 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique -	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les écoliers réussissent à l'école	
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS			
N° de référence GPS :		Désignation (Intitulé) du microprojet : Equiper les salles de classe en Bureaux de Maitre de l'EP de BARKAYA	
Commune : Kaï-Kaï		Domaine d'intervention : Education de Base	
Bénéficiaires : Population de Barkaya			
Partenaires de l'action : IDEB			
Maître d'ouvrage : Mairie			
Autorité Contractante :			
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier			
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Education de Base			
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à Candidature			
Entreprise : A sélectionner			
Objectif global : Améliorer les conditions de travail des enseignants			
Objectifs spécifiques :			
- Améliorer les conditions des enseignants dans le cadre de la dispensation des cours			
Coût total estimé : 250 000 FCFA		Montant du financement demandé au projet 250 000 FCFA	
		Contribution totale de la Communauté : Sources de financement :BIP	
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :			
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet :			
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS			
Résultats et impacts attendus du microprojet			
➤ Sur le plan économique		➤ Sur plan environnemental	
-		- RAS	
➤ Sur le plan social		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs	
<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de l'éducation des écoliers - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 		<ul style="list-style-type: none"> - Les écoliers réussissent à l'école 	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS			
Durée d'exécution du projet : 03 mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : Avril 2014	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : à l'EP KAI-KAI 1.		Désignation (Intitulé) du microprojet : Equipement de deux salles de classe en tables bancs (60) à l'EP KAI-KAI 1
Commune : Kaï Kaï.		Domaine d'intervention : Enseignement secondaire
Bénéficiaires : Population du village Doukroye		
Partenaires de l'action : DDES		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'enseignement secondaire.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer durablement les conditions d'accès à l'éducation de qualité de 60 élèves - Augmenter la capacité d'accueil de l'EP KAI-KAI 1 par l'équipement en 60 tables bancs - Doter l'EP KAI-KAI 1 en tables bancs nécessaires pour l'encadrement des élèves - Contribuer à l'aménagement du cadre de déroulement des cours de l'EP KAI-KAI 1 pour le bien-être des élèves et du corps enseignant 		
Coût total estimé : 1800 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 1 800 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : RAS	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan économique - 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur plan environnemental - RAS 	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan social - Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les écoliers réussissent à l'école 	
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impact sur l'économie locale : RAS 		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Construire des Bloc de latrines à l'EP de BOGOL	
Commune : kaï-Kaï	Domaine d'intervention : Education de Base	
Bénéficiaires : Population de l'arrondissement		
Partenaires de l'action : IAEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Education de Base		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à Candidature		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : améliorer les conditions d'hygiene des enfants		
Objectifs spécifiques : - Reduire le taux de la défécation à l'air libre		
Coût total estimé : 3 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet : 3 500 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : RAS	Sources de financement : - BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Réduire les dépenses liées aux Maladies	➤ Sur plan environnemental - Réduction du taux de la défécation à l'air libre des élèves	
➤ Sur le plan social - Améliorer les conditions de vie des élèves et des enseignants	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les écoliers ne vont plus à l'air libre	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : juillet 2014	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Construire des Bloc de latrines à l'EP de ARAVAYE	
Commune : kaï-Kaï	Domaine d'intervention : Education de Base	
Bénéficiaires : Population de l'arrondissement		
Partenaires de l'action : IAEB		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'Education de Base		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à Candidature		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : amélioré les conditions d'hygiene des enfants		
Objectifs spécifiques : - Reduire le taux de la défécation à l'air libre		
Coût total estimé : 3 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 3 500 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : RAS	Sources de financement : - BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Evaluation de la faisabilité du projet - Etudes techniques - Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Réduire les dépenses liées aux Maladies	➤ Sur plan environnemental - Réduction du taux de la défécation à l'air libre des élèves	
➤ Sur le plan social - Améliorer les conditions de vie des élèves et des enseignants	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les écoliers ne vont plus à l'air libre	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : juillet 2014	

FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINADER

FICHE DE PROJETS		
		Date : xxxxxxxxxxxxxxxx
N° de référence GPS : xxxxxxxxxxxxxx	Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un magasin de stockage à Kalak sokomaye	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Kalak sokomaye.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'agriculture et du développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la conservation/conditionnement des récoltes des populations de Kalak sokomaye.		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Faciliter l'accès continuellement et à toutes période de l'année aux produits champêtres – Réduire significativement le phénomène de grande famine que connaît le village. – Faciliter l'accès des agriculteurs aux semences améliorées – Faciliter l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles 		
Coût total estimé : 50 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 45 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 5 000 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Montant estimé de retombées financières par la méthode HIMO : xxxxxxxxxxxxxx FCFA		
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risques : Impacts divers liés aux choix de site, Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges, Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins, Perte des herbacées liée au dégagement du site, - Mesures d'atténuation : S'assurer que le microprojet n'est pas implanté dans les zones sensibles (marécage, Bord des cours d'eau, flanc de montagne, etc.). Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres. Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées ; Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) ; Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent ; Reboiser les alentours de l'ouvrage ; Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Choix du lieu d'implantation de la structure - Appel d'Offre pour le recrutement d'une entreprise - Audit technique et réalisation des travaux - Livraison du magasin. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Les coûts des semences améliorées sont réduits - Les coûts des intrants agricoles sont réduits - Les agriculteurs augmentent leur production 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - Changement de l'environnement ambiant 	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus des agriculteurs - Amélioration du rendement des activités agricoles 	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impact sur l'économie locale : <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des produits sur le marché local - Redynamisation de l'économie locale 		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Achat d'un moulin communautaire à céréales au village Sadamakou	
Commune : KAÏ KAI	Domaine d'intervention : Petites et moyennes entreprises	
Bénéficiaires : Population du village Sadamakou.		
Partenaires de l'action : MINPME		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental des petites et moyennes entreprises		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental des petites et moyennes entreprises		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la qualité de vie des populations du village Sadamakou.		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Faciliter l'accès des communautés à une alimentation de qualité – Alléger la tâche aux femmes chargées de décortiquer ou encore écraser manuellement les céréales. 		
Coût total estimé : 3 900 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 3 510 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 390 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation du moulin ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion du moulin ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet ; Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion du moulin.		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Confirmation du lieu d'implantation de la structure - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison du moulin Audit technique et travaux 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Les coûts relatifs à l'acquisition des céréales transformés sont réduits ; - La distance séparant les communautés du village Sadamakou du moulin à céréales le plus proche est réduite ; - Les communautés du village Sadamakou augmentent leurs revenus en commercialisant des céréales semis transformées.	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des populations du village Sadamakou.	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration de la qualité des céréales transformées et par conséquent celle des plats localement consommés.	
➤ Impact sur l'économie locale : - Disponibilité des céréales semis transformées sur le marché local - Redynamisation de l'économie locale des céréales avec une valeur ajoutée aux produits transformés localement		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation des riziculteurs de Yangha de deux motopompes pour irriguer 100 ha de riz	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Yangha.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Yangha.		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Yangha. 		
Coût total estimé : 3 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 2 700 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 300 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Yanga est accrue ; - Les communautés du village Yanga augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes. 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Yanga. 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du rendement des riziculteurs. 	
➤ Impact sur l'économie locale : <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz. 		
Durée d'exécution du projet : quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/02/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation des riziculteurs du village Waka de trois motopompes pour irriguer 100 ha de riz	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Waka.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Waka.		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Waka. 		
Coût total estimé : '4 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 050 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 450 000 FCFA -	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Waka est accrue ; - Les communautés du village Waka augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes. 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Waka. 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du rendement des riziculteurs. 	
➤ Impact sur l'économie locale : <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz. 		
Durée d'exécution du projet: quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :		Désignation (Intitulé) du microprojet : Construction d'un magasin de stockage à Doreissou Centre
Commune : KAÏ KAÏ		Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural
Bénéficiaires : Population du village Doreissou Centre.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'agriculture et du développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la conservation/conditionnement des récoltes des populations de Doreissou Centre.		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Faciliter l'accès continuellement et à toutes période de l'année aux produits champêtres – Réduire significativement le phénomène de grande famine que connaît le village. 		
Coût total estimé : 11 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 9 900 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 1 100 000 FCFA	Sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative au choix du lieu d'implantation du magasin ; Mesures d'atténuation : <ul style="list-style-type: none"> - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site, voir sous –préfet. 		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Confirmation du lieu d'implantation du magasin de stockage. - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison du magasin. 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique <ul style="list-style-type: none"> - Les coûts relatifs à l'acquisition des céréales transformés sont réduits ; - La distance séparant les communautés du village du moulin à céréales le plus proche est réduite ; - Les communautés du village Doreissou Centre augmentent leurs revenus en commercialisant des produits champêtres hors saison agricole. 	➤ Sur plan environnemental <ul style="list-style-type: none"> - RAS 	
➤ Sur le plan social <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions de vie des populations du village Doreissou Centre. 	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité du conditionnement des produits champêtres. 	
➤ Impact sur l'économie locale : <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité permanente des produits champêtres - Redynamisation de l'économie locale des produits champêtres avec une valeur ajoutée aux produits hors saison. 		
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation des riziculteurs du village Kaevelé de trois motopompes pour irriguer 100 ha de riz	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Kaevelé.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Kaevelé.		
Objectifs spécifiques : – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Kaevelé.		
Coût total estimé : '4 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 050 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 450 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Kaevelé est accrue ; - Les communautés du village Kaevelé augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes.	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Kaevelé.	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration du rendement des riziculteurs.	
➤ Impact sur l'économie locale : - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz.		
Durée d'exécution du projet : quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation des riziculteurs du village Dobogo de deux motopompes pour irriguer les champs de riz	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Dobogo.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Dobogo.		
Objectifs spécifiques : – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Dobogo.		
Coût total estimé : 4 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 050 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 450 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Dobogo est accrue ; - Les communautés du village Dobogo augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes.	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Dobogo.	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration du rendement des riziculteurs.	
➤ Impact sur l'économie locale : - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz.		
Durée d'exécution du projet : quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation des riziculteurs de Mogozi de deux motopompes	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Yangha.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Mogozi.		
Objectifs spécifiques : – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Mogozi		
Coût total estimé : 4 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 050 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 450 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Yanga est accrue ; - Les communautés du village Yanga augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes.	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Yanga.	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration du rendement des riziculteurs.	
➤ Impact sur l'économie locale : - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz.		
Durée d'exécution du projet : quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/02/14	

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS : A	Désignation (Intitulé) du microprojet : Valorisation du Bas fond	
Commune : KAÏ KAÏ	Domaine d'intervention : Agriculture et développement rural	
Bénéficiaires : Population du village Yangha.		
Partenaires de l'action : MINADER		
Maître d'ouvrage : Délégation Départemental d'Agriculture et développement rural		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental d'Agriculture et développement rural		
Maître d'œuvre : PNDP/AGRI		
Entreprise :		
Objectif global : améliorer la production de riz du village Mogozi.		
Objectifs spécifiques : – Faciliter l'accès des communautés à l'eau pour l'irrigation de leurs rizières. – Accroître le rendement des riziculteurs du village Mogozi		
Coût total estimé : 4 500 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 050 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 450 000 FCFA	Sources de financement : - PNDP/AGRI - Commune
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : conflits entre les membres de la communauté relative à l'utilisation des motos pompes ; Mesures d'atténuation : Mettre en place un comité de gestion des motos pompes ; -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion des motos pompes ;		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Organisation des riziculteurs en coopérative ; - Appel d'Offre pour le recrutement des prestataires de services - Livraison des motos pompes ; - Audit technique		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - La riziculture est mieux encadrée dans le village ; - La production de riz par les communautés du village Yanga est accrue ; - Les communautés du village Yanga augmentent leurs revenus en commercialisant le riz issu de leurs récoltes.	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Amélioration des conditions de vie des riziculteurs du village Yanga.	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration du rendement des riziculteurs.	
➤ Impact sur l'économie locale : - Disponibilité du riz sur le marché local et à bon prix ; - Redynamisation de l'économie locale du à la vente de riz.		
Durée d'exécution du projet : quatre (02) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/02/14	

FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINEPIA

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Dotation du matériel de pêche constitué de filets, hameçons et pirogues aux pêcheurs du village Lougouang Massouang	
Commune : Kaï Kaï	Domaine d'intervention : Eau et énergie	
Bénéficiaires : Population locales		
Partenaires de l'action : MINEPIA		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché :		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de l'élevage des pêches et de l'industrie.		
Maître d'œuvre : PNDP		
Entreprise :		
Objectif global : Améliorer la production halieutique des pêcheurs du village Lougouang Massouang		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> – Accompagner les pêcheurs du village à s'organiser en coopérative ; – Mettre en place un comité de gestion du matériel ; – Doter la coopérative du matériel de pêche. 		
Coût total estimé : 2 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 1 800 000 FCFA	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 200 000 FCFA	Sources de financement : - Commune PNDP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Risque : RAS. Mesures d'atténuation : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Obtenir une reconnaissance juridique de la coopérative ; - Sensibiliser et mobiliser les communautés sur l'intérêt de s'associer e coopérative ; - Mettre en place un comité de gestion du matériel de pêche ; - Livraison du matériel 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Le revenu des pêcheurs du village augmente	➤ Sur plan environnemental - Réduction de la destruction de la bio diversité aquatique.	
➤ Sur le plan social - Amélioration de la qualité de vie des populations	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Accroissement des revenus des pêcheurs.	
Durée d'exécution du projet : trois (03) mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/14	

FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINTP

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Entretien des routes de la commune de Kaï-Kaï	
Commune : Kaï-kaï	Domaine d'intervention : Travaux Publics	
Bénéficiaires : Population		
Partenaires de l'action : DDTP		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante : état		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental des Travaux Publics		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à candidature		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : Améliorer les conditions de circulation des usagers		
Objectifs spécifiques : – Aménager la route – Faciliter les conditions de circulation des usagers		
Coût total estimé : 13 880 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 13 880 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : RAS	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site.		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Audit technique et travaux - Appel d'offre pour le choix de l'entreprise		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - Les échanges économiques sont facilités		➤ Sur plan environnemental - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site
➤ Sur le plan social - La circulation des personnes et des biens est améliorée		➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Amélioration des conditions de vie des populations
➤ Impact sur l'économie locale : - Dynamisation de l'économie locale		
Durée d'exécution du projet : 03 mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : 01/07/2014

FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINPMEESA

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Mise en place du bureau d'enregistrement	
Commune : Kaï-Kaï	Domaine d'intervention : PETITE, MOYENNE ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIAL ET ARTISANAT	
Bénéficiaires : Population		
Partenaires de l'action : DDPMEESA		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de la petite, moyenne entreprise, économie social et artisanat		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à candidature		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : actualiser le fichier de contribuable de l'arrondissement		
Objectifs spécifiques : – Faciliter le recensement des petites entreprises, artisans et corps de métiers		
Coût total estimé : 1 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet : 1 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : 0 Fcfa	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : <ul style="list-style-type: none"> - Location d'un bureau - Recrutement d'un personnel - Achat des équipements du bureau - Identification des contribuables 		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours :		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - RAS	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - Le fichier du contribuable est actualisé	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Tous les corps de métiers sont identifiés	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : Mars 2014	

FICHE DE PROJET DU SECTEUR MINSANTE

FICHE DE PROJETS		
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : parachevement du CMA de Kaï-Kaï	
Commune : Kaï-Kaï	Domaine d'intervention : Santé	
Bénéficiaires : Population de Kaï-Kaï		
Partenaires de l'action : MINSANTE		
Maître d'ouvrage : Mairie		
Autorité Contractante :		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Délégué Départemental de la sante		
Maître d'œuvre : à déterminer		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : améliorer en quantité et en qualité l'offre en soin de santé dans la Commune de kaï-Kaï en général		
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> - Finir les travaux du centre médical d'arrondissement - Equiper le centre de santé - Faciliter l'accès au soin de santé - Affecter les personnesl qualifiés 		
Coût total estimé : 25 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 25 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : RAS	Sources de financement : BIP
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) :		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : RAS		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : construction du CMA en cours		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan économique - Réduire les dépenses liées aux frais de déplacement des malades - Réduction du taux de mortalité dans le village 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur plan environnemental - RAS 	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan social - Amélioration de la qualité de soin au centre de santé - Améliorer les conditions de travail des infirmiers 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Les enfants de 0 à 8 ans sont mieux suivis 	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impact sur l'économie locale : RAS 		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : juillet 2014	

FICHE D'IDENTIFICATION DES MICRO PROJET DU SECTEUR MINADT

FICHE DE PROJETS		
		Date : Décembre 2013
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Réfection de la Sous-préfecture	
Commune : KaiKaï	Domaine d'intervention : Administration territoriale et décentralisation	
Bénéficiaires : Population		
Partenaires de l'action : DDMINATD		
Maître d'ouvrage : DDMINATD		
Autorité Contractante : xxxxxxxxxxxxxx		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Ministère de l'administration territoriale et de la Décentralisation		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à candidature		
Entreprise : A sélectionner		
Objectif global : Améliorer le cadre de service de la sous préfecture		
Objectifs spécifiques : – Améliorer le cadre de travail du sous préfet et de son personnel d'appui		
Coût total estimé : 4 900 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 4 900 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : 0 Fcfa	Sources de financement : BIP
Montant estimé de retombées financières par la méthode HIMO : 0 FCFA		
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Audit technique et travaux - Etat des lieux de l'existant - Choix des travaux à réaliser - Lancement de l'appel d'offre et recrutement de l'entreprise		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - RAS	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - RAS	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Le personnel est motivé dans le travail	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : 03 mois	Date souhaitée de démarrage des travaux : juillet 2014	

FICHE DE PROJETS		
		Date : Décembre 2013
N° de référence GPS :	Désignation (Intitulé) du microprojet : Mise en place des comités de gestion concertés des espaces et périmètres agro pastoraux à KAÏ-KAÏ	
Commune : KaiKaï	Domaine d'intervention : Administration territoriale et décentralisation	
Bénéficiaires : Population		
Partenaires de l'action : DDMINATD		
Maître d'ouvrage : DDMINATD		
Autorité Contractante : xxxxxxxxxxxxxx		
Chef de service du marché : Partenaire technique et financier		
Ingénieur du marché : Ministère de l'administration territoriale et de la Décentralisation		
Maître d'œuvre : Le consultant individuel choisi par appel à candidature		
Entreprise : A sélectionner		
- Objectif global : Favoriser le développement Urbain ;		
Objectifs spécifiques : - Améliorer la qualité du service Public ; - Faciliter l'émergence de l'économie locale ;		
Coût total estimé : 5 000 000 FCFA	Montant du financement demandé au projet 5 000 000 FCFA	
	Contribution totale de la Communauté : 0 Fcfa	Sources de financement : BIP
Montant estimé de retombées financières par la méthode HIMO : 0 FCFA		
Risques et mesures d'atténuation associés (environnementaux, institutionnels, de conflits, etc.) : RAS		
Description sommaire des activités principales prévues du microprojet : - Mettre en place un comité de gestion chargé de la gestion des espaces agro pastoraux		
Description sommaire des activités déjà menées ou en cours : RAS		
Résultats et impacts attendus du microprojet		
➤ Sur le plan économique - RAS	➤ Sur plan environnemental - RAS	
➤ Sur le plan social - RAS	➤ Impacts sur les bénéficiaires directs - Le personnel est motivé dans le travail	
➤ Impact sur l'économie locale : RAS		
Durée d'exécution du projet : 03 mois		Date souhaitée de démarrage des travaux : juillet 2014

ANNEXE 2: ARRETE MUNICIPAL METTANT EN PLACE LE COMITE DE PILOTAGE (COPIL)

ANNEXE 3: ARRETE MUNICIPAL METTANT EN PLACE LE COMITE DE SUIVI-EVALUATION (CSE)

ANNEXE 4: FEUILLES DE PRESENCE DE L'ATELIER DE RESTITUTION DU DIC

ANNEXE 5: FEUILLES DE PRESENCE DE L'ATELIER DE RESTITUTION DU DEUC

ANNEXE 6: FEUILLES DE PRESENCE DE L'ATELIER DE VALIDATION DU RAPPORT CONSOLIDE

ANNEXE 7: FEUILLES DE PRESENCE DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

ANNEXE 8: FEUILLE DE PRESENCE DU COMES

ANNEXE 9: ATLAS DES CARTES (CARTES THEMATIQUES, PLANIFICATION SPATIALE DES INFRASTRUCTURES PRIORITAIRES)